

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 5

[2005/203371]

**8 DECEMBRE 2005. — Décret modifiant certaines dispositions
du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Sur les communes*

Article 1^{er}. L'article L1121-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L1121-2. Les conseillers communaux sortants lors d'un renouvellement intégral et les démissionnaires restent en fonction jusqu'à ce que l'installation de leurs successeurs ait eu lieu.

Les membres du collège communal sortants lors d'un renouvellement intégral et les démissionnaires continuent l'exercice de leur mandat jusqu'à leur remplacement.

Sans préjudice de l'article L1123-1, § 4, le conseil et le collège sortants expédient les affaires courantes jusqu'à l'installation de leurs successeurs. »

Art. 2. L'article L1122-1, alinéa 1^{er}, est abrogé.

Art. 3. A l'article L1122-3, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les mots "lorsque le bourgmestre est nommé hors de son sein" sont remplacés par les mots "lorsqu'un membre du collège communal n'est pas élu en son sein";

2^o ajouter un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le conseil communal est installé le premier lundi de décembre qui suit les élections. Lorsqu'il s'agit d'un jour férié légal, le conseil est installé le premier jour ouvrable suivant. »

Art. 4. L'article L1122-4 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L1122-4. Tout candidat élu peut, après validation de son élection, renoncer, avant son installation, au mandat qui lui a été conféré. Ce désistement, pour être valable, doit être notifié par écrit au conseil communal, lequel en prend acte dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par le secrétaire communal à l'intéressé. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. »

Art. 5. L'article L1122-5 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L1122-5. Le membre du conseil qui perd l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité cesse de faire partie du conseil. Le collège en informe le conseil et signale immédiatement au Gouvernement les faits de nature à entraîner la déchéance.

Le Gouvernement ou son délégué, saisi en vertu de l'alinéa précédent ou d'office, communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Huit jours au plus tôt après la réception de la notification visée à l'alinéa 2, et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collège qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. »

Art. 6. A l'article L1122-6, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2^o à l'alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 2, les mots "en raison de l'accomplissement de son terme de service militaire actif ou de son terme de service civil en tant qu'objecteur de conscience ou" sont supprimés;

3^o l'alinéa 4 ancien, devenu l'alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique toutefois qu'à partir de la première séance du conseil communal suivant celle au cours de laquelle le conseiller communal empêché a été installé. »

Art. 7 (ancien article *6bis*). A l'article L1122-7 sont apportées les modifications suivantes :

1. Au § 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Dans les conditions et aux modalités arrêtées par le Gouvernement, ils perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil communal, aux réunions des commissions et des sections. »

2. Un § 2, libellé comme suit, est inséré après le § 1^{er} :

« § 2. La somme du jeton de présence du conseiller communal et des indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus par le conseiller communal en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat, est égale ou inférieure à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant, les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction, d'un mandat dérivé ou d'une charge publics d'ordre politique.

On entend par mandat dérivé toute fonction exercée par un mandataire visé dans le présent Code au sein d'une personne juridique ou d'une association de fait et qui lui a été confié en raison de son mandat originaire, soit par l'autorité dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du jeton et/ou des indemnités, traitements, jetons de présence ou autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat, est réduit à due concurrence.

Le conseiller communal est tenu de déclarer auprès du secrétaire communal, dans les six mois qui suivent sa prestation de serment, les mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de son mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Le conseiller communal est tenu de déclarer auprès du secrétaire communal tout changement en cours de législature relatif aux mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de son mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Le secrétaire communal transmet ces déclarations, accompagnées, s'il échet, d'un plan de réduction, au Gouvernement ou à son délégué.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou son délégué veillera, dans les formes et délais fixés par le Gouvernement, à ce que la réduction à due concurrence visée à l'alinéa 4 soit opérée.

Le conseiller communal sera préalablement entendu par le Gouvernement ou son délégué ou un représentant de celui-ci.

La commune et les personnes morales de droit privé ou de droit public débiteurs des traitements, indemnités, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement seront tenues à procéder à la réduction sur les sommes et à concurrence des montants ordonnés par le Gouvernement ou son délégué.

Le conseiller communal qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats rémunérés ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil communal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait, il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collègue qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement ou son délégué publiera, selon les modalités fixées par le Gouvernement, un rapport annuel relatif à l'application du présent article.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article.

Le présent paragraphe 2 ne s'applique pas aux traitements perçus par les Ministres et Secrétaires d'Etat fédéraux et par les membres d'un Gouvernement régional ou communautaire. »

3. Le § 2 devient le § 3.

4. Ajouter un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Annuellement, le conseiller communal est tenu de déposer auprès du Gouvernement ou de son délégué, dans les formes et selon les modalités fixées par le Gouvernement, avant le 1^{er} avril de l'année suivante, une déclaration écrite dans laquelle il mentionne tous les mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, qu'il a exercés au cours de l'année précédente, tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger.

Cette déclaration précise pour chaque mandat, fonction ou profession, s'il est rémunéré ou non, et les montants perçus annuellement pour l'exercice de chaque mandat public.

Le Gouvernement ou son délégué publie, conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement, les déclarations visées à l'alinéa 1^{er}.

Le conseiller communal qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil communal.

Le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait, il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collègue qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution du présent article. »

Art. 8 (ancien article 7). L'article L1122-9 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L1122-9. La démission des fonctions de conseiller est notifiée par écrit au conseil, lequel l'accepte lors de la première séance suivant cette notification.

La démission prend effet à la date où le conseil l'accepte et est notifiée par le secrétaire communal à l'intéressé. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. »

Art. 9 (ancien article 8). L'article L1122-11 est complété par l'alinéa suivant :

« Outre l'obligation imposée par l'article 26bis, § 5, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, le conseil communal peut tenir des séances communes avec le conseil de l'action sociale. »

Art. 10 (ancien article 9). L'article L1122-15 est complété par l'alinéa suivant :

« Avant l'adoption par le conseil du pacte de majorité visé à l'article L1123-1, le conseil est présidé par le conseiller communal qui, à la fin de la législature précédente, exerçait la fonction de bourgmestre ou, à défaut, une fonction d'échevin, et dont le rang était le plus élevé ou, à défaut, une fonction de conseiller dans l'ordre de leur ancienneté au conseil. En cas de parité d'ancienneté, le plus âgé est choisi parmi les formations politiques qui respectent les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution. A défaut, le conseil est présidé par le candidat qui, aux dernières élections, a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste ayant obtenu le plus grand chiffre électoral. »

Art. 11 (ancien article 10). L'article L1122-18 est complété par les alinéas suivants :

« Le règlement d'ordre intérieur fixe les conditions dans lesquelles est établi un tableau de préséance des conseillers communaux.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les conditions dans lesquelles sont organisées les réunions communes du conseil communal et du conseil de l'action sociale.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application de l'article L1123-1, § 1^{er}, alinéa 2, et énumère les mandats dérivés visés.

Le conseil communal arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, des règles de déontologie et d'éthique.

Ces règles consacrent notamment le refus d'accepter un mandat qui ne pourrait être assumé pleinement, la participation régulière aux séances du conseil, du collègue et des commissions, les relations entre les élus et l'administration locale, l'écoute et l'information du citoyen. »

Art. 12 (ancien article 11). A l'article L1122-19, les mots "et au bourgmestre" sont remplacés par les mots "et du collègue".

Art. 13 (ancien article 12). L'article L1122-24 est complété par les alinéas suivants :

« Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération.

Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération. »

Art. 14 (ancien article 13). Le chapitre III, section 1^{re} et section 2, du Livre I^{er}, de la première partie comprenant les articles L1123-1 à L1123-14 est remplacé par le texte suivant :

« CHAPITRE III. — *Le bourgmestre et le collègue communal*

Section 1^{re}. — Les groupes politiques et le pacte de majorité

Art. L1123-1. § 1^{er}. Le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.

Le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé en raison de sa qualité de conseiller communal.

Pour l'application du présent article et de l'article L1123-14, ce conseiller est considéré comme appartenant toujours au groupe politique quitté.

§ 2. Au plus tard le 15 décembre qui suit les élections, le ou les projets de pactes sont déposés entre les mains du secrétaire communal.

Le projet de pacte comprend l'indication des groupes politiques qui y sont parties, l'identité du bourgmestre, des échevins ainsi que celle du président du conseil de l'action sociale pressenti si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collègue communal. Il présente des personnes de sexe différent.

Le projet de pacte est signé par l'ensemble des personnes y désignées et par la majorité des membres de chaque groupe politique dont au moins un membre est proposé pour participer au collègue.

Lorsqu'un groupe n'est composé que de deux membres, le projet de pacte est signé par l'un d'eux au moins.

Est nul le projet de pacte non conforme aux alinéas précédents.

Est nulle la signature apposée par un conseiller sur un projet de pacte non signé par la majorité de son groupe politique.

§ 3. Le pacte de majorité est adopté à la majorité des membres présents du conseil au plus tard dans les trois mois suivant la date de validation des élections.

§ 4. Si aucun pacte de majorité n'a été déposé et voté dans les trois mois suivant la date de validation des élections, un commissaire du Gouvernement peut être désigné. Il expédie les affaires courantes en lieu et place du collègue qui assumait cette mission en vertu de l'article L1121-2.

Le point relatif à l'adoption du pacte de majorité est, jusqu'à son adoption, porté à l'ordre du jour de chaque conseil.

Art. L1123-2. Au cours de la législature, un avenant au pacte de majorité peut être adopté afin de pourvoir au remplacement définitif d'un membre du collègue dans les cas visés aux articles L1123-6, L1123-7, L1123-12, L1125-2 et L1125-7 ou à la désignation du président du conseil de l'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collègue communal.

L'avenant est adopté à la majorité des membres présents du conseil.

Le nouveau membre du collègue achève le mandat de celui qu'il remplace.

Section 2. — Le collège communal

Art. L1123-3. Le collège comprend le bourgmestre, les échevins et le président du conseil de l'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal.

Il comprend des membres de sexe différent.

Le collège est responsable devant le conseil.

Art. L1123-4. § 1^{er}. Est élu de plein droit bourgmestre, le conseiller de nationalité belge qui a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste qui a obtenu le plus de voix parmi les groupes politiques qui sont parties au pacte de majorité adopté en application de l'article L1123-1.

En cas de parité de voix, l'ordre de la liste prévaut.

§ 2. Si le conseiller visé au § 1^{er} renonce à exercer cette fonction ou, sans préjudice de l'article L1123-14, s'il doit cesser définitivement d'exercer celle-ci, est élu de plein droit bourgmestre le conseiller de nationalité belge qui, après lui, a obtenu, dans le même groupe politique, le nombre le plus important de voix lors des dernières élections, et ainsi de suite.

Si tous les conseillers du groupe politique, partie à l'accord de majorité, qui a obtenu le plus de voix de préférence lors des dernières élections renoncent à exercer cette fonction, est élu bourgmestre le conseiller qui a obtenu le plus de voix de préférence dans le groupe politique, partie à l'accord de majorité, qui a obtenu le deuxième score en voix lors des dernières élections.

§ 3. Le conseiller qui renonce à exercer la fonction de bourgmestre lui dévolue en application du § 1^{er}, du § 2 ou qui, après l'avoir exercée, y renonce, ne peut être membre du collège communal au cours de la législature.

Art. L1123-5. En cas d'absence ou d'empêchement du bourgmestre, ses fonctions sont remplies par l'échevin de nationalité belge délégué par le bourgmestre. A défaut, il est remplacé par l'échevin de nationalité belge, le premier en rang.

Est considéré comme empêché, le bourgmestre qui exerce la fonction de ministre, de secrétaire d'Etat, de membre d'un Gouvernement ou de secrétaire d'Etat régional, pendant la période d'exercice de cette fonction.

Art. L1123-6. Le Gouvernement ou son délégué peut, pour inconduite notoire ou négligence grave, suspendre ou révoquer le bourgmestre, qui sera préalablement entendu. La suspension ne peut excéder trois mois.

Le bourgmestre révoqué ne peut être réélu au cours de la même législature.

Art. L1123-7. La démission des fonctions de bourgmestre est notifiée par écrit au conseil, lequel l'accepte lors de la première séance suivant cette notification.

La démission prend effet à la date où le conseil l'accepte.

Le bourgmestre perd cette qualité s'il cesse de faire partie du conseil.

Art. L1123-8. § 1^{er}. Le président du conseil de l'action sociale, si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal, siège avec voix délibérative au sein du collège, sauf lorsqu'il s'agit d'exercer la tutelle sur les décisions du conseil de l'action sociale. Dans ce cas, il est entendu, à sa demande ou à celle du collège, mais ne prend pas part aux délibérations.

S'il n'en est pas membre, il siège avec voix consultative au conseil communal.

Le conseil communal peut décider de réduire d'une unité le nombre d'échevins présents au sein du collège communal prévu à l'article L1123-9.

Lors du renouvellement intégral des conseils communaux, le nombre d'échevins déterminés à l'article L1123-9 en application de l'article L1121-3 est réduit d'une unité dans les communes comptant au moins vingt mille habitants.

Le président du conseil de l'action sociale exerce ses attributions propres. Comme les autres membres du collège, si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal, il participe à la répartition des compétences scabinales.

§ 2. Les échevins sont élus parmi les membres du conseil.

Il est dérogé à la règle prévue à l'alinéa précédent pour l'un des échevins si tous les conseillers des groupes politiques liés par le pacte de majorité sont du même sexe. L'échevin ainsi désigné a, dans tous les cas, voix délibérative dans le collège. Il siège avec voix consultative au sein du conseil.

Lorsqu'un échevin n'est pas membre du conseil, il doit remplir et conserver les conditions d'éligibilité fixées à l'article L4125-1.

Le pacte de majorité indique le groupe politique auquel l'échevin élu hors conseil est rattaché.

§ 3. Sont élus de plein droit échevins les conseillers dont l'identité figure sur la liste comprise dans le pacte de majorité adopté en application de l'article L1123-1.

Le rang des échevins est déterminé par leur place dans la liste figurant dans le pacte de majorité.

Art. L1123-9. Il y a :

- deux échevins dans les communes de moins de 1.000 habitants;
- trois échevins dans celles de 1.000 à 4.999 habitants;
- quatre échevins dans celles de 5.000 à 9.999 habitants;
- cinq échevins dans celles de 10.000 à 19.999 habitants;
- six échevins dans celles de 20.000 à 29.999 habitants;
- sept échevins dans celles de 30.000 à 49.999 habitants;
- huit échevins dans celles de 50.000 à 99.999 habitants;
- neuf échevins dans celles de 100.000 à 199.999 habitants;
- dix échevins dans celles de 200.000 habitants et plus.

Art. L1123-10. § 1^{er}. L'échevin absent ou empêché est remplacé, pour la période correspondant à l'empêchement, sur proposition du collège par un conseiller désigné par le conseil parmi les conseillers du groupe politique auquel il appartient. A défaut, il pourra être remplacé par un conseiller issu d'un autre groupe politique lié par le pacte de majorité.

Il est tenu compte pour l'application de cette règle des incompatibilités mentionnées à l'article L1125-2.

L'échevin absent ou empêché peut être remplacé, dans les conditions fixées par l'article L1123-8, § 2, alinéa 2, par un échevin hors conseil et rattaché au même groupe politique si tous les membres du collège et tous les conseillers appartenant aux groupes politiques liés par le pacte de majorité sont du même sexe.

§ 2. Est considéré comme empêché l'échevin qui exerce la fonction de ministre, de secrétaire d'Etat, de membre d'un Gouvernement ou de secrétaire d'Etat régional, pendant la période d'exercice de cette fonction.

L'échevin qui veut prendre un congé parental à cause de la naissance ou de l'adoption d'un enfant est remplacé à sa demande adressée par écrit au collège, pour la période visée à l'article L1122-6.

Art. L1123-11. La démission des fonctions d'échevin est notifiée par écrit au conseil, lequel l'accepte lors de la première séance suivant cette notification.

La démission prend effet à la date où le conseil l'accepte.

Art. L1123-12. L'échevin membre du conseil au moment de son élection perd cette qualité s'il cesse de faire partie du conseil.

Art. L1123-13. - Le Gouvernement ou son délégué peut, pour inconduite notoire ou négligence grave, suspendre ou révoquer un échevin, qui sera préalablement entendu. La suspension ne peut excéder trois mois.

L'échevin révoqué ne peut être réélu au cours de la même législature communale.

Section 3. — La mise en œuvre de la responsabilité du collège communal

Art. L1123-14. § 1^{er}. Le collège, de même que chacun de ses membres, est responsable devant le conseil.

Le conseil peut adopter une motion de méfiance à l'égard du collège ou de l'un ou de plusieurs de ses membres.

Cette motion n'est recevable que si elle présente un successeur au collège, à l'un ou à plusieurs de ses membres, selon le cas.

Lorsqu'elle concerne l'ensemble du collège, elle n'est recevable que si elle est déposée par la moitié au moins des conseillers de chaque groupe politique formant une majorité alternative.

Dans ce cas, la présentation d'un successeur au collège constitue un nouveau pacte de majorité.

Lorsqu'elle concerne un ou plusieurs membres du collège, elle n'est recevable que si elle est déposée par la moitié au moins des conseillers de chaque groupe politique participant au pacte de majorité.

Le vote sur la motion ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de trois jours minimum à la suite de son dépôt entre les mains du secrétaire communal.

Elle ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres du conseil.

L'adoption de la motion emporte la démission du collège ou du ou des membres contestés, ainsi que l'élection du nouveau collège ou du ou des nouveaux membres.

§ 2. Lorsqu'une motion visée au § 1^{er} est dirigée contre le bourgmestre, il est fait application, pour le remplacement de ce dernier, des règles contenues à l'article L1123-4, étant entendu que le bourgmestre contre qui une motion de méfiance vient d'être votée n'est plus pris en considération.

§ 3. Une motion de méfiance concernant l'ensemble du collège ne peut être déposée avant l'expiration d'un délai d'un an et demi suivant l'installation du collège communal.

Lorsqu'une motion de méfiance à l'encontre de l'ensemble du collège a été adoptée par le conseil, aucune nouvelle motion de méfiance collective ne peut être déposée avant l'expiration d'un délai d'un an.

Aucune motion de méfiance concernant l'ensemble du collège ne peut être déposée après le 30 juin de l'année qui précède les élections. »

Art. 15 (ancien article 14). Les sections 3, 4, 5 et 6 du chapitre 3, du Livre I^{er}, de la première partie deviennent respectivement les sections 4, 5, 6 et 7.

Art. 16 (ancien article 15). A l'article L1123-16, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "à moins cependant que le bourgmestre remplacé n'ait été empêché pour cause de maladie ou de service public non salarié" sont supprimés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le bourgmestre ou l'échevin remplacé ne touche pas de traitement pour la période d'empêchement à moins qu'il ne soit remplacé pour cause de maladie. »

Art. 17 (ancien article 15bis). L'article L1123-17 est remplacé par le texte suivant :

« Art. L1123-17. § 1^{er}. La somme du traitement de bourgmestre ou d'échevin et des indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement, perçus par le bourgmestre ou l'échevin en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat, est égale ou inférieure à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant, les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction, d'un mandat dérivé ou d'une charge publics d'ordre politique.

On entend par mandat dérivé toute fonction exercée par un mandataire visé dans le présent Code au sein d'une personne juridique ou d'une association de fait et qui lui a été confié en raison de son mandat originaire, soit par l'autorité dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du traitement de bourgmestre ou d'échevin et/ou des indemnités, traitements, jetons de présence ou autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en rétribution d'activités exercées en dehors de leur mandat, est réduit à due concurrence.

Les bourgmestre et échevins sont tenus de déclarer auprès du secrétaire communal, dans les six mois qui suivent leur prestation de serment, les mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de leur mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Les bourgmestre et échevins sont tenus de déclarer auprès du secrétaire communal tout changement en cours de législature relatif aux mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de leur mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Le secrétaire communal transmet ces déclarations, accompagnées, s'il échet, d'un plan de réduction, au Gouvernement ou à son délégué.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou son délégué veillera, dans les formes et délais fixés par le Gouvernement, à ce que la réduction à due concurrence visée à l'alinéa 4 soit opérée.

Le bourgmestre ou l'échevin sera préalablement entendu par le Gouvernement ou son délégué ou le représentant de celui-ci.

La commune et les personnes morales de droit privé ou de droit public débiteurs des traitements, indemnités, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement seront tenues à procéder à la réduction sur les sommes et à concurrence des montants ordonnés par le Gouvernement ou son délégué.

Le bourgmestre ou l'échevin qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats rémunérés ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil communal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait; il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au bourgmestre ou à l'échevin intéressé et au collègue qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article.

Le Gouvernement ou son délégué publiera, selon les modalités fixées par le Gouvernement, un rapport annuel relatif à l'application du présent article.

§ 2. Annuellement, les bourgmestres et échevins sont tenus de déposer auprès du Gouvernement ou de son délégué, dans les formes et selon les modalités fixées par le Gouvernement, avant le 1^{er} avril de l'année suivante, une déclaration écrite dans laquelle ils mentionnent tous les mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, qu'ils ont exercés au cours de l'année précédente, tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger.

Cette déclaration précise pour chaque mandat, fonction ou profession, s'il est rémunéré ou non, et les montants perçus annuellement pour l'exercice de chaque mandat public et privé.

Le Gouvernement ou son délégué publie, conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement, les déclarations visées à l'alinéa 1^{er}.

Le bourgmestre ou l'échevin qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil communal.

Le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait; il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au bourgmestre ou à l'échevin intéressé et au collègue qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution du présent article. »

Art. 18 (ancien article 16). A l'article L1125-1, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "ni être nommés bourgmestre" sont remplacés par les mots "ni des collègues communaux";

2° au point 5° de l'alinéa 1^{er}, les mots "et des miliciens" sont supprimés;

3° à l'alinéa 1^{er}, les points suivants sont ajoutés :

« 9° les membres des cours, tribunaux, parquets et les greffiers de l'Ordre judiciaire;

10° les conseillers du Conseil d'Etat;

11° les secrétaires et receveurs du centre public d'action sociale du ressort de la commune. »;

4° à l'alinéa 2, les termes "à 8°" sont remplacés par les termes "à 11°".

Art. 19 (ancien article 17). A l'article L1125-2, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Outre les incompatibilités visées à l'article L1125-1, ne peuvent être membres du collège communal :

1° les ministres des cultes et les délégués laïques;

2° les agents des administrations fiscales, dans les communes faisant partie de leur circonscription ou de leur ressort, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

3° -le conjoint ou cohabitant légal du secrétaire ou du receveur communal. »;

2° à l'alinéa 2, les mots "A partir du 8 octobre 2006 pour" sont remplacés par le mot "Pour".

Art. 20 (ancien article 18). A l'article L1125-3, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou cohabitants légaux" sont ajoutés après les mots "par les liens du mariage", et les mots "ou deux conjoints" sont remplacés par les mots ", deux conjoints ou deux cohabitants légaux";

2° à l'alinéa 2, les mots "ou deux conjoints" sont remplacés par les mots ", deux conjoints ou deux cohabitants légaux";

3° à l'alinéa 5, les mots "ou de la cohabitation légale" sont ajoutés entre les mots "du mariage" et les mots "entre les membres du conseil";

4° à l'alinéa 7, les mots "membres du collège" sont supprimés.

Art. 21 (ancien article 19). L'article L1125-7 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L1125-7. Le collège qui constate des faits de nature à entraîner les incompatibilités visées aux articles L1125-5 et L1125-6 en informe le conseil et signale immédiatement ces faits au Gouvernement.

Le Gouvernement ou son délégué, saisi en vertu de l'alinéa précédent ou d'office, communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits qui sont de nature à entraîner l'incompatibilité.

Huit jours au plus tôt après la réception de la notification visée à l'alinéa précédent, et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collège qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. »

Art. 22 (ancien article 20). A l'article L1125-10, les mots "et au bourgmestre" sont remplacés par les mots "et du collège".

Art. 23 (ancien article 21). L'article L1126-1 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L1126-1. § 1^{er}. Les conseillers communaux, les personnes de confiance visées à l'article L1122-8, les membres du collège communal, préalablement à leur entrée en fonction, prêtent le serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. »

§ 2. Ce serment est prêté en séance publique.

Les conseillers communaux prêtent serment entre les mains du président du conseil.

Après l'adoption d'un pacte de majorité, le candidat bourgmestre prête serment entre les mains du président du conseil.

Si le bourgmestre dont le nom figure dans le pacte de majorité adopté est le bourgmestre en charge, il prête serment entre les mains du premier échevin en charge.

Les échevins prêtent serment, préalablement à leur entrée en fonction, entre les mains du bourgmestre. »

Art. 24 (ancien article 21*bis*).

1. A l'article L1312-1, l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :

« Chaque année, au cours du premier trimestre, le conseil communal se réunit pour procéder au règlement des comptes annuels de l'exercice précédent.

Ces comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan.

Le rapport visé à l'article L1122-23 est joint aux comptes ainsi que la liste des adjudicataires de marchés de travaux de fournitures ou de services pour lesquels le conseil communal a choisi le mode de passation et a fixé les conditions. »

2. A l'article L2231-8, l'alinéa 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Chaque année, le conseil provincial arrête les comptes de la province pour l'exercice antérieur. Les comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan ainsi que la liste des adjudicataires de marchés de travaux de fournitures ou de services pour lesquels le conseil provincial a choisi le mode de passation et a fixé les conditions. »

CHAPITRE II. — Sur les districts

Art. 25 (ancien article 22). A l'article L1412-1, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les dispositions des articles L1121-2, L1122-2, L1122-3, alinéa 3, L1122-4, L1122-5, L1122-6, L1122-7, § 1^{er}, L1122-8, L1122-9, L1123-10, L1125-1, L1125-3, L1125-5, L1125-6, L1125-7, L1126-1 et L1126-2 concernant les conseils communaux et leurs membres sont d'application conforme aux conseils de district et à leurs membres, étant entendu :

1° qu'il faut remplacer, à l'article L1122-5, à l'article L1122-6, à l'article L1125-5, à l'article L1125-6 et à l'article L1125-7, les mots "le collège communal", ou "le collège", par les mots "le bureau du conseil de district";

2° qu'il faut remplacer, à l'article L1126-1, les mots "le bourgmestre" par les mots "le président du conseil de district". »

Art. 26 (ancien article 23). L'article L1413-1 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L1413-1. § 1^{er}. Les conseils de district élisent en leur sein un président et les membres du bureau. Un membre du collège communal préside la séance d'installation jusqu'à l'élection du bureau. L'élection consiste en l'approbation d'un acte de présentation comprenant des candidats. Les élus siégeant au sein du conseil peuvent présenter un tel acte. Pour ce faire, ils doivent déposer cet acte daté entre les mains du président du conseil, au plus tard trois jours avant la séance du conseil à l'ordre du jour de laquelle figure l'élection du bureau. Pour être recevable, un acte de présentation doit comporter autant de candidats qu'il y a de membres du bureau du conseil de district et un candidat de chaque sexe. Il doit être signé par une majorité des élus de la même liste et par les candidats qui figurent sur l'acte de présentation pour le bureau. Même s'il y a, parmi les candidats qui figurent sur l'acte de présentation, des candidats qui ont été élus sur des listes différentes, l'acte doit être signé chaque fois par la majorité des élus de chacune des listes dont un élu figure comme candidat sur l'acte de présentation pour le bureau de district. Lorsque la liste sur laquelle figurait le candidat membre du bureau ne compte que deux élus, la signature d'un seul d'entre eux suffit pour que la disposition qui précède soit respectée. Sauf en cas de décès d'un candidat présenté ou de renonciation au mandat de membre du conseil de district par un candidat présenté, nul ne peut signer plus d'un acte de présentation. En cas de décès d'un candidat présenté ou de renonciation au mandat de membre du conseil de district par un candidat présenté, de nouveaux actes de présentation peuvent être déposés entre les mains du président de la séance, jusqu'au moment où le conseil de district à l'ordre du jour duquel l'élection du bureau se réunit. Ces actes doivent répondre aux conditions précitées. Le premier candidat de l'acte de présentation devient président du conseil de district en cas d'élection. Le rang des membres du bureau correspond à l'ordre suivant lequel l'acte a été établi.

Il peut être dérogé, pour un membre de l'acte, à l'obligation de choisir le président et les membres du bureau au sein du conseil de district, à la seule fin de garantir la présence au sein du bureau d'un membre de chaque sexe. Le président ou le membre du bureau qui n'est pas membre du conseil de district doit répondre aux conditions d'éligibilité fixées à l'article L1412-1. Il siège au bureau avec voix délibérative et au conseil avec voix consultative.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue. Lorsqu'un acte a été présenté, l'élection se fait à un seul tour de scrutin. Dans tous les autres cas et lorsqu'aucun acte n'a obtenu la majorité au terme de deux tours de scrutin, un scrutin de ballottage est organisé pour départager les deux actes qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité des voix au terme du scrutin de ballottage, l'acte sur lequel figure le candidat le plus jeune l'emporte.

Cette séance d'installation est convoquée par le collège des bourgmestre et échevins de la commune, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant les élections.

§ 2. En cas de vacance fortuite d'un mandat de membre du bureau ou de la présidence, à la suite d'une démission ou d'un décès, le conseil pourvoit à la suppléance dans les trois mois.

Les élus au conseil peuvent présenter des candidats en vue de cette suppléance. Ils doivent déposer à cet effet, par mandat, un acte de présentation daté entre les mains du président du conseil, au plus tard trois jours avant la séance à l'ordre du jour de laquelle figure l'élection.

Pour être recevables, les actes de présentation doivent être signés par une majorité de candidats qui ont été élus sur la même liste et par le candidat présenté qui doit être du même sexe que le conseiller remplacé, à moins que le candidat ne soit du sexe le moins représenté au sein du bureau. Lorsque l'acte sur lequel figure le candidat membre du bureau ou le candidat président ne compte que deux élus, la signature d'un seul d'entre eux suffit pour que la disposition précédente soit respectée. Sauf en cas de décès d'un candidat présenté ou de renonciation au mandat de membre du conseil de district par un candidat présenté, nul ne peut signer plus d'un acte de présentation pour le même mandat.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, et elle comporte autant de scrutins séparés qu'il y a de mandats à conférer au cours de la séance du conseil.

Lorsqu'un seul candidat a été présenté pour un mandat à conférer, l'élection se fait en un seul tour de scrutin. Dans tous les autres cas, lorsqu'aucun candidat n'a obtenu la majorité au terme de deux scrutins, un scrutin de ballottage est organisé pour départager les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité au terme de ce scrutin de ballottage, le candidat le plus âgé l'emporte.

Si, au moment de procéder au dernier scrutin, il apparaît que les membres du bureau sont tous du même sexe, un ou plusieurs candidats de l'autre sexe sont présentés de vive voix. La candidature ainsi présentée peut être celle d'une personne n'étant pas membre du conseil et répond alors aux conditions fixées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Ce dernier membre est élu à la majorité absolue des membres du conseil.

§ 3. Le nombre de membres du bureau, y compris le président, est égal aux deux tiers du nombre de membres à élire, sans qu'il ne puisse être supérieur à cinq. Lorsque le résultat est un quotient, il est arrondi au nombre supérieur. L'article L1121-3 est d'application conforme.

§ 4. Les dispositions des articles L1121-2, L1123-3, L1123-5, L1123-7, L1123-10, L1123-11, L1123-12, L1123-13, L1123-15, L1123-16, L1123-18, L1125-2, L1125-4, L1126-1 et L1126-2 sont, dans la mesure où elles concernent respectivement le bourgmestre et les échevins, également applicables respectivement au président et aux membres du bureau, étant entendu :

1° qu'il y a lieu de remplacer, à l'article L1123-10, les mots "le collège" par les mots "le bureau";

2° que le traitement des membres du bureau et du président est fixé par le Gouvernement, éventuellement compte tenu de l'étendue des compétences qui sont attribuées aux districts et du nombre de leurs habitants;

3° que le règlement prévu à l'article L1123-11 pour le cas où un échevin est démissionnaire est applicable en ce qui concerne aussi bien le président que les membres du bureau. La démission est remise au conseil de district;

4° que les dispositions de l'article L1123-13 relatives à la suspension et à la révocation des échevins sont applicables en ce qui concerne aussi bien le président que les membres du bureau. »

Art. 27 (ancien article 23bis). A l'article L2212-7, ajouter les §§ 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. La somme du jeton de présence du conseiller provincial et des indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus par le conseiller provincial en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat, est égale ou inférieure à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant, les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction, d'un mandat dérivé ou d'une charge publics d'ordre politique.

On entend par mandat dérivé toute fonction exercée par un mandataire visé dans le présent Code au sein d'une personne juridique ou d'une association de fait et qui lui a été confié en raison de son mandat originaire, soit par l'autorité dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du jeton de présence perçu par le conseiller provincial et/ou des indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat, est réduit à due concurrence.

Le conseiller provincial est tenu de déclarer auprès du greffier provincial, dans les six mois qui suivent sa prestation de serment, les mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de son mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Le conseiller provincial est tenu de déclarer auprès du greffier provincial tout changement en cours de législature relatif aux mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de son mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Le greffier provincial transmet ces déclarations, accompagnées, s'il échet, d'un plan de réduction, au Gouvernement ou à son délégué.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou son délégué veillera, dans les formes et délais fixés par le Gouvernement, à ce que la réduction à due concurrence visée à l'alinéa 4 soit opérée.

Le conseiller provincial sera préalablement entendu par le Gouvernement ou son délégué ou son représentant.

La province et les personnes morales de droit privé ou de droit public débiteurs des traitements, indemnités, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement seront tenues à procéder à la réduction sur les sommes et à concurrence des montants ordonnés par le Gouvernement ou son délégué.

Le conseiller provincial qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats rémunérés ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil provincial.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait; il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collège qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement ou son délégué publiera, selon les modalités fixées par le Gouvernement, un rapport annuel relatif à l'application du présent article.

Le présent paragraphe 2 ne s'applique pas aux traitements perçus par les Ministres et Secrétaires d'Etat fédéraux et par les membres d'un Gouvernement régional ou communautaire.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article.

§ 3. Annuellement, le conseiller provincial est tenu de déposer auprès du Gouvernement ou de son délégué, dans les formes et selon les modalités fixées par le Gouvernement, avant le 1^{er} avril de l'année suivante, une déclaration écrite dans laquelle il mentionne tous les mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, qu'il a exercés au cours de l'année précédente, tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger.

Cette déclaration précise pour chaque mandat, fonction ou profession, s'il est rémunéré ou non, et les montants perçus annuellement pour l'exercice de chaque mandat public.

Le Gouvernement ou son délégué publie, conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement, les déclarations visées à l'alinéa 1^{er}.

Le conseiller provincial qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil provincial.

Le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait; il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collège qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution du présent article. »

Art. 28 (ancien article 23^{ter}).

1. L'article L4123-6 est abrogé.
2. L'article L4123-10 est abrogé.
3. L'alinéa 1^{er} de l'article L4123-11 est abrogé.

CHAPITRE III. — Sur les provinces

Art. 29 (ancien article 24). A l'article L2212-9, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° à l'alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 2, les mots "pour cause de l'accomplissement de son terme de service militaire actif ou de son terme de service civil en tant qu'objet de conscience ou" sont supprimés;

3° à l'alinéa 4 ancien, devenu l'alinéa 3, les mots "Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2" sont remplacés par les mots "Les dispositions de l'alinéa 1^{er}".

Art. 30 (ancien article 25^{bis}/1). L'article L2212-11 est complété par les alinéas suivants :

"Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné d'un projet de délibération.

Le conseiller provincial qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération. »

Art. 31 (ancien article 25 *bis*/2). A l'article L2212-11 :

1. supprimer l'alinéa 2;
2. à l'alinéa 3 nouveau, ajouter la phrase suivante :

« Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil provincial, durant l'année suivante. »

Art. 32 (ancien article 25^{bis}). A l'article L2212-14, est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« Le conseil arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, des règles de déontologie et d'éthique. Ces règles consacrent notamment le refus d'accepter un mandat qui ne pourrait être assumé pleinement, la participation régulière aux séances du conseil, du collège et des commissions, les relations entre les élus et l'administration provinciale, l'écoute et l'information du citoyen. »

Art. 33 (ancien article 26). Les articles L2212-39 à L2212-44 sont remplacés par la disposition suivante :

« *Section 3. — Le collège provincial*

Sous-section 1^{re}. — Les groupes politiques — Le pacte de majorité
Le mode de désignation et le statut des membres du collège provincial

Art. L2212-39. § 1^{er}. Le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.

Le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé en raison de sa qualité de conseiller provincial.

Pour l'application du présent article et de l'article L2212-44, ce conseiller est considéré comme appartenant toujours au groupe politique quitté.

§ 2. Au plus tard le 15 novembre qui suit les élections, le ou les projets de pactes sont déposés entre les mains du greffier provincial.

Le projet de pacte comprend l'indication des groupes politiques qui y sont parties et l'identité des députés provinciaux. Il présente des personnes de sexe différent.

Le projet de pacte est signé par l'ensemble des personnes y désignées et par la majorité des membres de chaque groupe politique dont au moins un membre est proposé pour participer au collège.

Lorsqu'un groupe n'est composé que de deux membres, le projet de pacte est signé par l'un d'eux au moins.

Est nul le projet de pacte non conforme aux alinéas précédents.

Est nulle la signature apposée par un conseiller sur un projet de pacte non signé par la majorité de son groupe politique.

§ 3. Le pacte de majorité est adopté à la majorité des membres présents du conseil au plus tard dans les trois mois suivant la date de validation des élections.

§ 4. Si aucun pacte de majorité n'a été déposé et voté dans les trois mois suivant la date de validation des élections, un commissaire du Gouvernement peut être désigné. Il expédie les affaires courantes en lieu et place du collège qui assumait cette mission en vertu de l'article L2212-43.

Le point relatif à l'adoption du pacte de majorité est, jusqu'à son adoption, porté à l'ordre du jour de chaque conseil.

§ 5. Au cours de la législature, un avenant au pacte de majorité peut être adopté afin de pourvoir au remplacement définitif d'un membre du collège dans les cas visés aux articles L2212-42, §§ 3, 4 et 5, et L2212-44.

L'avenant est adopté à la majorité des membres présents du conseil.

Le nouveau membre du collège achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. L2212-40. § 1^{er}. Le collège comprend six députés provinciaux élus pour six ans au sein du conseil.

Il comprend des membres de sexe différent.

Le collège est responsable devant le conseil.

§ 2. Il est dérogé à la règle prévue à l'alinéa 1^{er} du paragraphe précédent pour l'un des députés provinciaux si tous les conseillers des groupes politiques liés par le pacte de majorité sont du même sexe. Le député provincial ainsi désigné a, dans tous les cas, voix délibérative dans le collège. Il siège avec voix consultative au sein du conseil.

Lorsqu'un député provincial n'est pas membre du conseil, il doit remplir et conserver les conditions d'éligibilité fixées à l'article L4155-1.

Le pacte de majorité indique le groupe politique auquel le député provincial élu hors conseil est rattaché.

§ 3. Sont élus de plein droit députés provinciaux les conseillers dont l'identité figure sur la liste comprise dans le pacte de majorité adopté en application de l'article L2212-39.

Le rang des députés provinciaux est déterminé par leur place dans la liste figurant dans le pacte de majorité.

Art. L2212-41. Les députés provinciaux prêtent serment entre les mains du président du conseil provincial, séance tenante.

Art. L2212-42. § 1^{er}. Le député provincial empêché est remplacé, pour la période correspondant à l'empêchement, sur proposition du collège par un conseiller désigné par le conseil parmi les conseillers du groupe politique auquel il appartient.

Il est tenu compte pour l'application de cette règle des incompatibilités mentionnées à l'article L2212-74.

Le député provincial empêché peut être remplacé, dans les conditions fixées par l'article L2212-40, § 2, alinéa 2, par un député hors conseil si tous les membres du collège et tous les conseillers appartenant aux groupes politiques liés par le pacte de majorité sont du même sexe.

§ 2. Le député provincial qui veut prendre un congé parental à cause de la naissance ou de l'adoption d'un enfant est remplacé à sa demande adressée par écrit au collège, pour la période visée à l'article L2212-9.

§ 3. Tout député provincial qui s'absente des séances, pendant un mois consécutif, sans l'assentiment du collège provincial est réputé démissionnaire.

Cette démission devient effective après son approbation par le conseil provincial.

§ 4. La démission des fonctions de député provincial est notifiée par écrit au conseil, lequel l'accepte dans une décision motivée lors de la première séance suivant cette notification.

La démission prend effet à la date où le conseil l'accepte.

§ 5. Le député provincial membre du conseil au moment de son élection perd cette qualité s'il cesse de faire partie du conseil.

Art. L2212-43. Sans préjudice de l'article L2212-39, § 4, les députés provinciaux démissionnaires et les députés provinciaux lors d'un renouvellement intégral, ainsi que le collège ayant fait l'objet d'une motion telle que prévue à l'article L2212-44, expédient les affaires courantes de la province jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.

Art. L2212-44. § 1^{er}. Le collège, de même que chacun de ses membres, est responsable devant le conseil.

Le conseil peut adopter une motion de méfiance à l'égard du collège ou de l'un ou de plusieurs de ses membres.

Cette motion n'est recevable que si elle présente un successeur au collège, à l'un ou à plusieurs de ses membres, selon le cas.

Lorsqu'elle concerne l'ensemble du collège, elle n'est recevable que si elle est déposée par la moitié au moins des conseillers de chaque groupe politique formant une majorité alternative.

Dans ce cas, la présentation d'un successeur au collège constitue un nouveau pacte de majorité.

Lorsqu'elle concerne un ou plusieurs membres du collège, elle n'est recevable que si elle est déposée par la moitié au moins des conseillers de chaque groupe politique participant au pacte de majorité.

Le vote sur la motion ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de trois jours minimum à compter de la prise d'acte de son dépôt en séance du conseil.

Elle ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres du conseil.

L'adoption de la motion emporte la démission du collège ou du ou des membres contestés, ainsi que l'élection du nouveau collège ou du ou des nouveaux membres.

§ 2. Une motion de méfiance concernant l'ensemble du collège ne peut être déposée avant l'expiration d'un délai d'un an et demi suivant l'installation du collège provincial.

Lorsqu'une motion de méfiance à l'encontre de l'ensemble du collège a été adoptée par le conseil, aucune nouvelle motion de méfiance collective ne peut être déposée avant l'expiration d'un délai d'un an.

Aucune motion de méfiance concernant l'ensemble du collège ne peut être déposée après le 30 juin de l'année qui précède les élections. »

Art. 34 (ancien article 26bis). A l'article L2212-45, les modifications suivantes sont apportées :

1. Le § 3 est remplacé par le texte suivant :

« § 3. Le montant des indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en rétribution des activités exercées par le député provincial en dehors de son mandat de député provincial, ne peut excéder la moitié du montant du traitement prévu au § 1^{er}.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction, d'un mandat dérivé ou d'une charge publics d'ordre politique.

On entend par mandat dérivé toute fonction exercée par un mandataire visé dans le présent Code au sein d'une personne juridique ou d'une association de fait et qui lui a été confié en raison de son mandat originaire, soit par l'autorité dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le montant du traitement et/ou des indemnités, traitements, jetons de présence ou autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat, est réduit à due concurrence.

Le député provincial est tenu de déclarer auprès du greffier provincial, dans les six mois qui suivent sa prestation de serment, les mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de son mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Le député provincial est tenu de déclarer auprès du greffier provincial tout changement en cours de législature relatif aux mandats, fonctions, mandats dérivés ou charges publics d'ordre politique exercés en dehors de son mandat et les indemnités, traitements, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement perçus en exécution de ceux-ci.

Le greffier provincial transmet ces déclarations, accompagnées, s'il échet, d'un plan de réduction, au Gouvernement ou à son délégué.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou son délégué veillera, dans les formes et délais fixés par le Gouvernement, à ce que la réduction à due concurrence visée à l'alinéa 4 soit opérée.

Le député provincial sera préalablement entendu par le Gouvernement ou son délégué ou le représentant de celui-ci.

La province et les personnes morales de droit privé ou de droit public débiteurs des traitements, indemnités, jetons de présence et autres avantages tels que définis par le Gouvernement seront tenues à procéder à la réduction sur les sommes et à concurrence des montants ordonnés par le Gouvernement ou son délégué.

Le député provincial qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil provincial.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait; il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au député provincial intéressé et au collège qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement ou son délégué publiera, selon les modalités fixées par le Gouvernement, un rapport annuel relatif à l'application du présent article.

Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article. »;

2. L'alinéa 3 du § 4 est abrogé;

3. Un § 6 rédigé comme suit est ajouté :

« § 6. Annuellement, le député provincial est tenu de déposer auprès du Gouvernement ou de son délégué, dans les formes et selon les modalités fixées par le Gouvernement, avant le 1^{er} avril de l'année suivante, une déclaration écrite dans laquelle il mentionne tous les mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, qu'il a exercés au cours de l'année précédente, tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger.

Cette déclaration précise pour chaque mandat, fonction ou profession, s'il est rémunéré ou non, et les montants perçus annuellement pour l'exercice de chaque mandat public et privé.

Le Gouvernement ou son délégué publie, conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement, les déclarations visées à l'alinéa 1^{er}.

Le député provincial qui omet de déclarer un ou plusieurs mandats ou qui dépose une fausse déclaration cesse de faire partie du conseil provincial.

Le Gouvernement ou son délégué communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

L'intéressé dispose alors de deux mois pour justifier ou rectifier sa déclaration. Si, au terme de ces deux mois, l'intéressé ne s'est pas justifié ou n'a pas rectifié sa déclaration, un dernier rappel adressé par pli recommandé lui est fait; il dispose alors d'un dernier délai d'un mois.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au député provincial intéressé et au collègue qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution du présent article. »

Art. 35 (ancien article 27). L'article L2212-46, alinéa 2, est remplacé comme suit :

« En cas d'empêchement, ses fonctions sont remplies par le député provincial, le premier en rang, à moins que le président n'ait délégué un autre député provincial à son remplacement. »

Art. 36 (ancien article 28). La section 7 du chapitre II du Titre 1^{er} du Livre II de la deuxième partie, intitulée "Incompatibilités et conflits d'intérêts", est remplacée par le texte suivant :

« *Section 7. — Incompatibilités et conflits d'intérêts*

Art. L2212-74. § 1^{er}. Ne peuvent faire partie des conseils et des collèges provinciaux :

- 1° les membres de la Chambre des représentants, du Sénat ou du Parlement européen;
- 2° les membres des parlements des Régions et des Communautés;
- 3° les ministres et les secrétaires d'Etat fédéraux;
- 4° les membres d'un gouvernement régional ou communautaire;
- 5° les membres de la Commission européenne;
- 6° les gouverneurs, les vice-gouverneurs et gouverneurs adjoints;
- 7° les commissaires d'arrondissement;
- 8° les secrétaires et receveurs communaux et des centres publics d'action sociale et les greffiers provinciaux;
- 9° les membres des cours, tribunaux, parquets et les greffiers;
- 10° les conseillers du Conseil d'Etat;
- 11° les militaires en service actif, à l'exception des officiers de réserve rappelés sous les armes;
- 12° les receveurs ou les agents comptables de l'Etat, de la Région, de la Communauté;
- 13° les fonctionnaires et employés de la province, en ce compris les enseignants, et des commissariats d'arrondissement;
- 14° les employés de l'administration forestière, lorsque leur compétence s'étend à des propriétés boisées soumises au régime forestier appartenant à la province dans laquelle ils désirent exercer leurs fonctions.

§ 2. Si des conjoints ou cohabitants légaux sont élus conseillers par le même collège électoral, celui qui aura obtenu le plus de voix et, en cas de parité, le plus âgé d'entre eux est seul admis à siéger au conseil.

Pour l'application de cette disposition, on considérera comme attribués à l'élu, de part et d'autre, tous les votes de liste qui ont été attribués par la dévolution aux candidats qui le suivent dans l'ordre des présentations.

Si deux conjoints ou cohabitants légaux ont été élus, l'un conseiller effectif, l'autre conseiller suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier.

Entre suppléants que des vacances appellent à siéger, la priorité se détermine en ordre principal par l'antériorité de la vacance.

Le mariage ou la cohabitation légale entre des membres du conseil met fin à leur mandat.

Art. L2212-75. Le président, le ou les vice-présidents et les membres du bureau du conseil provincial, ainsi que les présidents de commissions instituées en application de l'article L2212-14, ne peuvent être membres du collège provincial.

Art. L2212-76. § 1^{er}. Ne peuvent être gouverneur de province, greffier provincial ou commissaire d'arrondissement :

- 1° les membres de la Chambre des représentants, du Sénat, des parlements régionaux et communautaires, les ministres et secrétaires d'Etat fédéraux, ainsi que les membres des gouvernements régionaux et communautaires;
- 2° les ministres des cultes et les délégués laïques;
- 3° les personnes rétribuées par une personne morale de droit public pour d'autres fonctions que celle de gouverneur ou de greffier;
- 4° les personnes chargées d'une fonction enseignante, rétribuées ou subsidiées par l'Etat, les Communautés ou la commune, sauf les professeurs ordinaires et extraordinaires et les chargés de cours des universités;
- 5° les bourgmestres, les échevins, les conseillers communaux, les présidents et conseillers de centres publics d'action sociale, les secrétaires et receveurs communaux ainsi que des centres publics d'action sociale;
- 6° les avocats, les huissiers de justice et les notaires;
- 7° les titulaires de fonctions visées à l'article L2212-74, § 1^{er}, à l'exception des points 6°, 7°, et des greffiers provinciaux.

§ 2. Les fonctions de gouverneur de province, greffier provincial et commissaire d'arrondissement sont incompatibles avec toute autre fonction directement subordonnée, soit au gouverneur, soit au conseil provincial, soit au collège provincial.

§ 3. Ne peuvent être conjoints, ni parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni cohabitants légaux, le gouverneur de province, le greffier provincial et les commissaires d'arrondissement, ni l'un des deux premiers et un membre du collège provincial.

L'alliance survenant pendant les fonctions ne les fait pas cesser. Il n'en est pas de même du mariage ou de la cohabitation légale.

Art. L2212-77. § 1^{er}. Ne peuvent être membres du collège provincial :

- 1° les ministres des cultes et les délégués laïques;
- 2° le personnel des administrations communales;
- 3° le conjoint ou cohabitant légal du greffier provincial.

§ 2. La fonction de député provincial ne peut pas être cumulée avec plus d'un mandat exécutif rémunéré.

Sont considérés comme mandats exécutifs rémunérés au sens de l'alinéa précédent :

1° tout mandat exercé au sein d'un organisme public ou privé, en tant que représentant de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, d'une province ou d'une commune, pour autant que ce mandat confère davantage de pouvoir que la simple qualité de membre de l'assemblée générale ou du conseil d'administration de cet organisme et quel que soit le revenu y afférent;

2° tout mandat exercé au sein d'un organisme public ou privé, en tant que représentant de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, d'une province ou d'une commune, pour autant que le revenu mensuel brut imposable y afférent atteigne un montant de 500 euros au moins à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990. Ce montant est adapté annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

§ 3. Le député provincial nommé par le Gouvernement à un emploi salarié qu'il accepte cesse immédiatement de siéger en cette qualité et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

§ 4. Les membres du collège ne peuvent être mariés, cohabitants légaux, parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Art. L2212-78. Il est interdit à tout membre du conseil :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou cohabitant légal, ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part directement ou indirectement dans aucun service, perception de droits, fourniture ou adjudication de travaux publics pour compte de la province;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la province; il ne peut, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la province;

4° d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel en matière disciplinaire ou de suspension par mesure d'ordre;

5° d'intervenir comme délégué ou expert d'une organisation syndicale dans un comité de négociation ou de concertation de la province.

Les dispositions qui précèdent sont applicables au greffier, au receveur et aux membres du collège provincial, ainsi qu'à la personne de confiance visée à l'article L2212-8.

Art. L2212-79. Les avocats députés provinciaux ne peuvent pas consulter dans les affaires qui sont de nature à être soumises au collège ou dont il aurait autorisé la poursuite.

Ils ne peuvent prendre part aux délibérations relatives à des affaires sur lesquelles ils auraient été consultés avant leur élection au collège provincial.

Art. L2212-80. Les députés provinciaux ne peuvent prendre part directement ni indirectement, dans aucun service, perception de droits, fourniture ou adjudication de travaux publics pour compte de la province, de l'Etat, des Communautés et Régions ou des communes dans la province.

Art. L2212-81. Il est défendu au gouverneur de prendre, directement ou indirectement, une part quelconque dans aucune fourniture, adjudication ou entreprise faite ou à faire dans la province pour le compte d'une autorité ou d'une administration publique.

Art. L2212-81 bis. § 1^{er}. Le Gouvernement qui constate des faits de nature à entraîner les incompatibilités visées aux articles L2212-74 à L2212-77 en informe le conseil et communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits de nature à entraîner l'incompatibilité.

Huit jours au plus tôt après la réception de la notification visée à l'alinéa précédent, et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate l'incompatibilité et prend, le cas échéant, acte de la démission de l'intéressé dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collège qui en informe le conseil.

§ 2. Le Gouvernement qui constate des faits de nature à entraîner la méconnaissance des articles L2212-78 à L2212-81 en informe le conseil et communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits qui sont de nature à entraîner la démission d'office.

Huit jours au plus tôt après la réception de la notification visée à l'alinéa précédent, et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate l'incompatibilité et prend, le cas échéant, acte de la démission de l'intéressé dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué à l'intéressé et au collège qui en informe le conseil. »

CHAPITRE IV. — Sur la publicité de l'administration

Art. 37 (ancien article 29). A l'article L3211-3, le point 4° de l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :

« 4° directive 2003/4/C.E. et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement; ».

Art. 38 (ancien article 30). A l'article L3231-3, alinéa 5, les mots "de l'article 3, § 4, de la directive 90/313/C.E.E." sont remplacés par les mots "de la directive 2003/4/C.E.", et les mots "dans un délai non prorogeable de soixante jours" sont remplacés par les mots "dans un délai non prorogeable d'un mois".

CHAPITRE V. — *Sur les élections*

Art. 39 (ancien article 31). A l'article L4123-3 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, entre les alinéas 1^{er} et 2, est inséré l'alinéa suivant :

« Dans leur acte d'acceptation, les candidats s'engagent à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit, ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966. »;

2° le § 3 est remplacé par le texte suivant :

« § 3. Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui de candidats à élire.

Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

Les dispositions des trois alinéas précédents ne sont d'application qu'en cas de renouvellement intégral du conseil communal. »

Art. 40 (ancien article 33). A l'article L4123-8 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, insérer, entre les alinéas 1^{er} et 2, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le bureau principal écarte les candidats qui n'ont pas satisfait au prescrit de l'article L4123-3, § 2, alinéas 1^{er}, 2 et 3. »;

2° à l'alinéa 3, les mots "aux dispositions de l'article L4123-3, alinéa 12" sont remplacés par les mots "aux dispositions de l'article L4123, § 3, alinéas 2 et 3".

Art. 41 (ancien article 34). L'article L4123-42 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L4123-42. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus conformément à l'article L4123-40, les candidats non élus ayant obtenu le plus grand nombre de voix, ou en cas de parité de voix, dans l'ordre d'inscription au bulletin de vote, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite. Il n'est pas tenu compte dans cette opération des votes favorables à l'ordre de présentation, telle qu'elle est déterminée à l'article L4123-40, alinéa 2. »

Art. 42 (ancien article 35). L'article L4125-1 est complété comme suit :

« 4° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation;

5° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux points 1° et 2°, étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n'est pas fait application de l'alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu'ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que lorsqu'ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale;

6° ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L1122-7, § 2, L1123-17, § 1^{er}, L2212-7, § 2, ou L2212-45, § 3, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance. »

Art. 43 (ancien article 36). A l'article L4126-1, § 1^{er}, les mots "quarante jours" sont remplacés par les mots "dix jours".

Art. 44 (ancien article 37). A l'article L4126-3, § 2, les mots "septante-cinq jours" sont remplacés par les mots "quarante-cinq jours".

Art. 45 (ancien article 38). A l'article L4126-7, l'alinéa 2 du paragraphe 3 est abrogé.

Art. 46 (ancien article 39). A l'article L4153-1 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les deux derniers alinéas sont remplacés par la disposition suivante :

« Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

Les dispositions des trois alinéas précédents ne sont d'application qu'en cas de renouvellement intégral du conseil provincial. »;

2° au § 5, *in fine*, l'alinéa suivant est ajouté :

« Dans leur acte d'acceptation, les candidats s'engagent à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit, ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966. »

Art. 47 (ancien article 40). A l'article L4153-3 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots "alinéa 7" sont remplacés par les mots "alinéas 7 et 8";

2° au § 1^{er}, *in fine*, l'alinéa suivant est ajouté :

« Le bureau principal écarte les candidats qui n'ont pas satisfait au prescrit de l'article L4153-1, § 5, alinéas 5 et 10. »;

3° au § 7, alinéa 2, 6°, les mots "alinéa 7" sont remplacés par les mots "alinéas 7 et 8".

Art. 48 (ancien article 41). L'article L4153-21, § 3, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus conformément au § 1^{er}, les candidats non élus qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, ou, en cas de parité de voix, dans l'ordre d'inscription au bulletin de vote, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite. Il n'est pas tenu compte dans cette opération des votes favorables à l'ordre de présentation, telle qu'elle est déterminée au § 1^{er}, alinéas 2 et 3. »

Art. 49 (ancien article 42). L'article L4155-1, alinéa 2, est complété comme suit :

« 4° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation;

5° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux points 1° et 2°, étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n'est pas fait application de l'alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu'ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que lorsqu'ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale;

6° ceux qui sont membres de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen, d'un parlement régional ou communautaire;

7° les ministres et les secrétaires d'Etat fédéraux;

8° les membres d'un gouvernement régional ou communautaire;

9° les commissaires européens;

10° ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L1122-7, § 2, L1123-17, § 1^{er}, L2212-7, § 2, ou L2212-45, § 3, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance. »

Art. 50 (ancien article 43). Les articles L4155-2 à L4155-5 sont abrogés.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales et diverses

Art. 51 (ancien article 44). Aux articles L1122-6, L1122-10, L1122-12, L1122-23, L1122-24, L1122-33, L1122-35, L1123-19, L1123-20, L1123-22, L1123-23, L1123-24, L1123-26, L1123-28, L1123-29, L1124-3, L1124-4, L1124-19, L1124-22, L1124-29, L1124-32, L1124-41, L1124-42, L1124-44, L1124-45, L1124-49, L1125-5, L1125-6, L1125-7, L1125-8, L1132-1, L1132-3, L1132-4, L1132-5, L1133-1, L1141-2, L1141-4, L1141-5, L1141-7, L1213-1, L1215-8, L1215-16, L1215-21, L1222-3, L1222-4, L1232-6, L1232-28, L1242-1, L1242-2, L1311-2, L1311-3, L1311-4, L1311-5, L1313-1, L1412-1, L1412-2, L1412-3, L1412-4, L1412-5, L1412-6, L1413-1, L1413-2, L1413-3, L1413-4, L1414-1, L1421-1, L1431-1, L1441-1, L2112-14, L2214-5, L3111-2, L3133-2, L3143-1, L3231-8, L3321-4, L3321-9, L4121-1, L4121-3, L4121-4, L4121-6, L4122-2, L4122-3, L4122-15, L4123-36, L4126-6, L4131-4, L4132-2, L4132-3, L4132-5, L4136-2, L4136-4, L4142-5, L4151-1, L4151-2, les mots "collège de bourgmestre et échevins" ou "collège échevinal" sont remplacés par les mots "collège communal".

Art. 52 (ancien article 45). Les échevins et bourgmestre en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont considérés, pour l'établissement de leur droit à la pension, comme ayant accompli leur mandat jusqu'au 31 décembre 2006.

Art. 53 (ancien article 46). Pour l'application de la loi du 10 mars 1980 réglant l'octroi des titres honorifiques, les bourgmestre, échevins, conseillers communaux et présidents de C.P.A.S. en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont considérés comme ayant accompli leur mandat jusqu'au 31 décembre 2006.

Art. 54 (ancien article 46bis). Un mandat dérivé est toute fonction exercée par un mandataire visé dans le présent Code au sein d'une personne juridique ou d'une association de fait et qui lui a été confié en raison de son mandat originaire, soit par l'autorité dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière.

Constitue également un mandat dérivé, toute fonction exercée par une personne non élue au sein d'une personne juridique ou d'une association de fait et qui lui a été confié de manière directe ou indirecte par une commune, une province, une intercommunale ou une régie autonome ou au sein de ces dernières.

Art. 55 (ancien article 46ter). § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à abroger, compléter, modifier ou remplacer la législation existante afin d'organiser la manière dont sont exercés et dont sont éventuellement rétribués les mandats visés à l'article 54.

A ce titre, il peut notamment :

- définir les conditions de l'établissement d'un cadastre de ces mandats;
- imposer aux mandataires et aux non-élus visés à l'article 54 des obligations de déclaration quant à l'existence de leurs mandats et de tous les avantages qu'ils retirent de leur exercice;
- déterminer les plafonds de rémunération dont peuvent bénéficier les mandataires et personnes non élus concernés pour l'exercice de leurs mandats dérivés;
- déterminer quels sont les avantages dont ils peuvent bénéficier et la manière d'évaluer la valeur de ceux-ci eu égard aux plafonds de rémunération imposés par ailleurs;
- créer un organe de contrôle doté de moyens d'investigation qui aura pour missions d'établir le cadastre des mandats dérivés, de vérifier les déclarations des mandataires et des personnes non élus concernés et d'organiser une procédure de sanction en cas de manquement à leurs obligations étant entendu que celle-ci doit respecter les droits de la défense et que la sanction est prise par le Gouvernement sur proposition de cet organe;
- régler la composition et le fonctionnement de l'organe de contrôle;
- définir les sanctions administratives et éventuellement pénales qui s'appliqueront aux mandataires qui auront méconnu leurs obligations nouvellement établies.

§ 2. Les pouvoirs conférés au paragraphe 1^{er} peuvent être exercés jusqu'au 31 décembre 2006.

§ 3. Les arrêtés adoptés en application du § 1^{er} sont transmis pour information, avant leur publication au *Moniteur belge*, au Président du Parlement.

§ 4. Les arrêtés adoptés en application du § 1^{er} sont ratifiés par décret par le Parlement dans les six mois de leur adoption. A défaut, ils sont abrogés de plein droit.

Art. 56 (ancien article 47). Les dispositions du présent décret qui concernent les élections entrent en vigueur lors de sa publication au *Moniteur belge*.

L'article L2212-44 et l'article L1123-14, en ce qu'ils permettent et organisent le vote d'une motion de méfiance à l'encontre d'un ou plusieurs échevins ou d'un ou plusieurs députés permanents, entrent en vigueur dès leur publication au *Moniteur belge*.

Jusqu'au 8 octobre 2006, pour l'application de la motion de méfiance à l'encontre d'un ou plusieurs échevins, on entend par "groupe politique participant au pacte de majorité" l'ensemble des élus d'une liste participant à la majorité.

L'article L1123-8, § 1^{er}, alinéas 4 et 5, entre en vigueur le 1^{er} octobre 2012.

Les articles L1312-1, alinéa 2, et L2231-8 du Code *sub* article 24 du présent décret, les articles 7, 17, 27, 34, 54 et 55 du présent décret entrent en vigueur dès leur publication au *Moniteur belge*.

Les autres dispositions entrent en vigueur le 8 octobre 2006, à l'exception de l'article L1123-6 nouveau du Code qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 décembre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE
Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN
La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD
La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET
Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT
La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE
Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 204 (2005-2006), n^{os} 1 à 77.

Compte rendu intégral, séance publique du 30 novembre 2005.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 5

[2005/203371]

8. DEZEMBER 2005 — Dekret zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Die Gemeinden*

Artikel 1 - Artikel L1121-2 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L1121-2 - Die bei einer vollständigen Erneuerung ausscheidenden Gemeinderatsmitglieder und die ihr Amt niederlegenden Mitglieder bleiben im Amt, bis deren Nachfolger eingesetzt sind.

Die bei einer vollständigen Erneuerung ausscheidenden Mitglieder des Gemeindegremiums und die ihr Amt niederlegenden Mitglieder üben ihr Mandat bis zu ihrer Ersetzung weiterhin aus.

Unbeschadet des Artikels L1123-1, § 4, regeln der ausscheidende Rat und das ausscheidende Kollegium die laufenden Angelegenheiten bis zur Einsetzung ihrer Nachfolger.»

Art. 2 - Artikel L1122-1 Absatz 1 wird aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel L1122-3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Wörter "wenn der Bürgermeister nicht aus seiner Mitte ernannt wird" durch die Wörter "wenn ein Mitglied des Gemeindegremiums nicht aus seiner Mitte gewählt wird" ersetzt.

2° ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Der Gemeinderat wird am ersten Montag des Monats Dezember eingesetzt, der auf die Wahlen folgt. Falls es sich um einen gesetzlichen Feiertag handelt, wird der Rat am ersten darauffolgenden Werktag eingesetzt.»

Art. 4 - Artikel L1122-4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L1122-4 - Jeder gewählte Kandidat kann nach der Gültigkeitserklärung seiner Wahl und vor seinem Amtsantritt auf das ihm erteilte Mandat verzichten. Damit dieser Verzicht gültig ist, muss er dem Gemeinderat schriftlich zugestellt werden. Dieser nimmt in einem begründeten Beschluss von ihm Kenntnis. Dieser Beschluss wird von dem Gemeindegemeinschaftersekretär an den Betreffenden gerichtet. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht. Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Zustellung des Beschlusses eingereicht werden.»

Art. 5 - Artikel L1122-5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L1122-5 - Ist für ein Ratsmitglied irgendeine der Wählbarkeitsbedingungen nicht mehr erfüllt, darf es dem Gemeinderat nicht weiter angehören. Das Kollegium setzt den Rat davon in Kenntnis und meldet der Regierung umgehend die Tatsachen, die Grund für die Amtsberkennung sein könnten.

Die Regierung oder deren Vertreter, die aufgrund des vorhergehenden Absatzes oder von Amts wegen befasst wird, übermittelt dem Betreffenden gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkenkung sein könnten.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkenkung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Die Regierung oder deren Vertreter stellt die Amtsaberkennung frühestens acht Tage nach Eingang der in Absatz 2 erwähnten Notifizierung und nach Anhörung des Betreffenden, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Ratsmitglied und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht. Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.»

Art. 6 - In Artikel L1122-6 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° in dem ehemaligen Absatz 3, der zum Absatz 2 wird, werden die Wörter "wegen der Ableistung seines aktiven Militärdienstes oder seines Zivildienstes als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen verhindert ist oder", gestrichen.

3° der ehemalige Absatz 4, der zum Absatz 3 wird, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Absatz 1 ist jedoch nur ab der ersten Gemeinderatssitzung nach derjenigen anwendbar, während deren das verhinderte Gemeinderatsmitglied in sein Amt eingesetzt wurde.»

Art. 7 (ehemaliger Artikel 6bis) - In Artikel L1122-7 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In § 1 wird der Absatz 2 folgendermaßen ersetzt:

«Unter den von der Regierung verabschiedeten Bedingungen und Modalitäten erhalten sie Anwesenheitsgelder, wenn sie an den Versammlungen des Gemeinderates und an den Versammlungen der Ausschüsse und Abteilungen teilnehmen.»

2. Ein § 2 mit dem nachstehenden Wortlaut wird nach dem Paragraphen 1 eingefügt:

«§ 2. Die Summe des Anwesenheitsgeldes des Gemeinderatsmitglieds und der Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, die das Gemeinderatsmitglied als Entlohnung für Tätigkeiten bezieht, die es neben seinem Mandat ausübt, ist auf höchstens ein- und einhalbmal die parlamentarische Entschädigung der Mitglieder der Abgeordnetenkammer und des Senats begrenzt.

Bei der Berechnung dieses Betrags werden die Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, die mit der Ausübung eines Mandats, eines Amtes, eines abgeleiteten Mandats oder eines öffentlichen Auftrags politischer Art verbunden sind, berücksichtigt.

Unter abgeleitetem Mandat ist jegliches Amt zu verstehen, das ein in dem vorliegenden Kodex erwähnter Mandatsträger innerhalb einer juristischen Person oder einer nichtrechtsfähigen Vereinigung ausübt und das ihm aufgrund seines ursprünglichen Mandats entweder von der Behörde, innerhalb deren er dieses Mandat ausübt, oder durch jede andere Art und Weise, anvertraut wurde.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Anwesenheitsgeldes und/oder der von dem Mandatsträger als Entlohnung für neben seinem Mandat ausgeübte Tätigkeiten bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, entsprechend herabgesetzt.

Das Gemeinderatsmitglied ist verpflichtet, innerhalb von sechs Monaten ab seiner Eidesleistung beim Gemeinsekretär die von ihm neben seinem Mandat ausgeübten Mandate, Ämter, abgeleiteten Mandate oder öffentlichen Aufträge politischer Art und die von ihm unter deren Ausübung bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, zu melden.

Das Gemeinderatsmitglied ist verpflichtet, beim Gemeinsekretär jegliche Veränderung im Laufe der Legislaturperiode bezüglich der von ihm neben seinem Mandat ausgeübten Mandate, Ämter, abgeleiteten Mandate oder öffentlichen Aufträge politischer Art und bezüglich der von ihm unter deren Ausübung bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, zu melden.

Der Gemeinsekretär übermittelt diese Erklärungen gegebenenfalls unter Beifügung eines Reduzierungsplans der Regierung oder deren Vertreter.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags achtet die Regierung oder deren Vertreter unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Form und Frist darauf, dass die in Absatz 4 erwähnte verhältnismäßige Reduzierung vorgenommen wird.

Das Gemeinderatsmitglied wird vorher von der Regierung oder ihren Bevollmächtigten oder dessen Vertreter angehört.

Die Gemeinde und juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts, die die Schuldner der Gehälter, Entschädigungen, Anwesenheitsgelder oder sonstigen Vorteile, wie diese von der Regierung festgelegt werden, sind, werden verpflichtet, die Beträge herabzusetzen, und zwar in Höhe der von der Regierung oder deren Vertreter angeordneten Beträge.

Das Gemeinderatsmitglied, das eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Gemeinderat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt dem Betreffenden gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkenkung sein könnten.

Der Betreffende verfügt demzufolge über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betreffende nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtigt hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkenkung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betroffenen, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Ratsmitglied und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht diese oder deren Vertreter einen Jahresbericht über die Anwendung des vorliegenden Artikels.

Die Regierung verabschiedet die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels.

Der vorliegende Paragraph 2 ist nicht auf die Gehälter anwendbar, die von den föderalen Ministern und Staatssekretären und von den Mitgliedern einer Regional- oder Gemeinschaftsregierung bezogen werden.»

3. § 2 wird zum Paragraphen 3.

4. Ein § 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 4. Das Gemeinderatsmitglied ist jährlich verpflichtet, bei der Regierung oder deren Vertreter unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Formen und Modalitäten und vor dem 1. April des nachfolgenden Jahres eine schriftliche Erklärung vorzulegen, in der es alle Mandate, leitenden Funktionen oder Berufstätigkeiten unabhängig ihrer Art angibt, die es im Laufe des vorhergehenden Jahres sowohl im öffentlichen Sektor, als auch zugunsten einer jeden in Belgien oder im Ausland ansässigen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt hat.

In dieser Erklärung wird für jedes Mandat, jedes Amt oder jede Berufstätigkeit erwähnt, ob diese entlohnt werden oder nicht, und es werden die jährlich für die Ausübung eines jeden öffentlichen Mandats bezogenen Beträge angegeben.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht die Regierung oder deren Vertreter die in Absatz 1 erwähnten Erklärungen.

Das Gemeinderatsmitglied, das eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Gemeinderat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt dem Betroffenen gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Der Betroffene verfügt dann über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betroffene nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtigt hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Ist dem Betroffenen der Grund für die Amtsaberkennung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betroffenen, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Ratsmitglied und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Die Regierung legt die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels fest.»

Art. 8 (ehemaliger Artikel 7) - Artikel L1122-9 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L1122-9 - Der Rücktritt aus dem Amt als Ratsmitglied wird dem Rat schriftlich zugestellt. Dieser nimmt ihn während der ersten Sitzung an, die auf diese Notifizierung folgt.

Der Rücktritt wird an dem Datum wirksam, an dem der Rat ihn annimmt und wird dem Betroffenen von dem Gemeindesekretär zugestellt. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht. Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.»

Art. 9 (ehemaliger Artikel 8) - Artikel L2212-11 wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Abgesehen von der durch den Artikel 26bis, § 5 Absatz 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren auferlegten Pflicht, kann der Gemeinderat gemeinsam mit dem Sozialhilferat Sitzungen abhalten.»

Art. 10 (ehemaliger Artikel 9) - Artikel L1122-15 wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Vor der Verabschiedung durch den Rat des in Artikel L1123-1 erwähnten Mehrheitsabkommens wird der Vorsitz des Rates von dem Gemeinderatsmitglied übernommen, das am Ende der vorhergehenden Legislaturperiode das Amt des Bürgermeisters oder mangels dessen das Amt eines Schöffen mit dem höchsten Rang oder mangels dessen das Amt eines Gemeinderatsmitglieds nach der Reihenfolge des Amtsalters im Gemeinderat ausgeübt hat. Bei gleichem Amtsalter wird der Älteste unter den politischen Fraktionen ausgewählt, die die demokratischen Grundsätze einhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden. In Ermangelung dessen wird der Vorsitz des Rates von dem Kandidaten übernommen, der bei den letzten Wahlen die meisten Vorzugsstimmen in der Liste mit der höchsten Wahlziffer erhalten hat.»

Art. 11 (ehemaliger Artikel 10) - Artikel L1122-18 wird mit folgenden Absätzen ergänzt:

«In der allgemeinen Dienstordnung werden die Bedingungen festgelegt, unter denen eine Rangordnungstabelle der Gemeinderatsmitglieder erstellt wird.

In der allgemeinen Dienstordnung werden die Bedingungen festgelegt, unter denen die gemeinsamen Versammlungen des Gemeinderats und des Sozialhilferats organisiert werden.

In der allgemeinen Dienstordnung werden die Modalitäten zur Anwendung des Artikels L1123-1 § 1 Absatz 2 festgelegt und die betroffenen abgeleiteten Mandate angegeben.

In seiner allgemeinen Dienstordnung verabschiedet der Gemeinderat die berufsethischen und ethischen Regeln.

Diese Regeln gewährleisten insbesondere die Ablehnung eines Mandats, das nicht völlig ausgeübt werden könnte, die regelmäßige Teilnahme an den Sitzungen des Rates, des Kollegiums und der Ausschüsse, die Beziehungen zwischen den Gewählten und der lokalen Verwaltung, die Hörbereitschaft und die Information des Bürgers.»

Art. 12 (ehemaliger Artikel 11) - In Artikel L1122-19 werden die Wörter "sowie dem Bürgermeister" durch die Wörter "und des Kollegiums" ersetzt.

Art. 13 (ehemaliger Artikel 12) - Artikel L1122-24 wird mit folgenden Absätzen ergänzt:

«Jeder auf die Tagesordnung gesetzte Punkt, der Anlass zu einem Beschluss gibt, muss unter den in der allgemeinen Dienstordnung festgelegten Bedingungen mit einem Beratungsprojekt versehen werden.

Das Gemeinderatsmitglied, das die Aufnahme eines Punktes beantragt, der Anlass zu einem Beschluss gibt, fügt seinem Antrag ein Beratungsprojekt bei.»

Art. 14 (ehemaliger Artikel 13) - Kapitel III Abschnitt 1 und Abschnitt 2 des Buches I des ersten Teils, der die Artikel L1123-1 bis L1123-14 enthält, wird durch folgenden Text ersetzt:

«KAPITEL III — Der Bürgermeister und das Gemeindegremium

Abschnitt 1 — Politische Fraktionen und Mehrheitsabkommen

Art. L1123-1 - § 1 - Das bzw. die auf einer gleichen Liste bei den Wahlen gewählte(n) Ratsmitglied(er) bildet bzw. bilden eine politische Fraktion, deren Bezeichnung diejenige der besagten Liste ist.

Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion austritt, gibt von Rechts wegen die gesamten Mandate auf, die es aufgrund seiner Eigenschaft als Gemeinderatsmitglied derivativ ausgeübt hat.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels und des Artikels L1123-14 wird das Ratsmitglied weiterhin als der verlassenen politischen Fraktion angehörend betrachtet.

§ 2 - Spätestens am 15. Dezember nach den Wahlen werden der oder die Abkommensentwürfe dem Gemeindesekretär vorgelegt.

Der Abkommensentwurf enthält die Angabe der beteiligten politischen Fraktionen, die Identität des Bürgermeisters, der Schöffen, sowie diejenige des vermuteten Vorsitzenden des Sozialhilferats, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht. Er weist Personen beider Geschlechter auf.

Der Abkommensentwurf wird von den gesamten darin bezeichneten Personen und von der Mehrzahl der Mitglieder jeder politischen Fraktion unterzeichnet, von der mindestens ein Mitglied vorgeschlagen wird, um am Kollegium teilzunehmen.

Wenn sich eine Fraktion nur aus zwei Mitgliedern zusammensetzt, wird der Abkommensentwurf von mindestens einem der beiden unterzeichnet.

Der Abkommensentwurf, der den vorhergehenden Absätzen nicht entspricht, ist ungültig.

Die Unterschrift, die von einem Ratsmitglied unter einen nicht von der Mehrzahl seiner politischen Fraktion unterzeichneten Abkommensentwurf gesetzt wird, ist ungültig.

§ 3 - Spätestens innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahlen wird das Mehrheitsabkommen mit Stimmenmehrheit der anwesenden Ratsmitglieder verabschiedet.

§ 4 - Wenn kein Mehrheitsabkommen innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahlen vorgelegt und verabschiedet worden ist, kann ein Regierungskommissar bezeichnet werden. Er regelt die laufenden Angelegenheiten anstelle des Kollegiums, das diese Aufgabe aufgrund des Artikels L1121-2 übernahm.

Der Punkt bezüglich der Annahme des Mehrheitsabkommens wird bis zu seiner Verabschiedung auf die Tagesordnung einer jeden Ratssitzung gesetzt.

Art. L1123-2 - Im Laufe der Legislaturperiode kann ein Nachtrag zum Mehrheitsabkommen verabschiedet werden, um für die endgültige Ersetzung eines Mitglieds des Kollegiums in den Fällen, die in den Artikeln L1123-6, L1123-7, L1123-12, L1125-2 und L1125-7 erwähnt werden, oder um für die Bezeichnung des Vorsitzenden des Sozialhilferats, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht, zu sorgen.

Der Nachtrag wird mit Stimmenmehrheit der anwesenden Ratsmitglieder angenommen.

Das neue Mitglied des Kollegiums beendet das Mandat desjenigen Mitglieds, das es ersetzt.

Abschnitt 2 — Das Gemeindegremium

Art. L1123-3. - Das Kollegium setzt sich aus dem Bürgermeister, den Schöffen und dem Vorsitzenden des Sozialhilferats zusammen, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht.

Er setzt sich aus Personen beider Geschlechter zusammen.

Das Kollegium ist vor dem Rat verantwortlich.

Art. L1123-4 - § 1 - Das Ratsmitglied belgischer Staatsangehörigkeit, das die meisten Vorzugsstimmen in der Liste mit den meisten Stimmen unter den in Anwendung des Artikels L1123-1 am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktionen erhalten hat, wird von Rechts wegen zum Bürgermeister gewählt.

Bei Stimmengleichheit ist die Reihenfolge in der Liste maßgebend.

§ 2 - Wenn das in Paragraph 1 erwähnte Ratsmitglied darauf verzichtet, dieses Amt auszuüben oder wenn es unbeschadet des Artikels L1123-14 dieses Amt endgültig aufgeben muss, wird das Ratsmitglied belgischer Staatsangehörigkeit, das nach ihm in derselben politischen Fraktion die höchste Anzahl der Stimmen erhalten hat, von Rechts wegen zum Bürgermeister gewählt.

Wenn alle Ratsmitglieder der am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktion, die bei den letzten Wahlen die meisten Vorzugsstimmen erhalten hat, darauf verzichten, dieses Amt auszuüben, wird dasjenige Ratsmitglied zum Bürgermeister gewählt, das die meisten Vorzugsstimmen in der am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktion erhalten hat, die bei den letzten Wahlen die zweithöchste Stimmenanzahl erhalten hat.

§ 3 - Das Ratsmitglied, das darauf verzichtet, das Amt des Bürgermeisters auszuüben, das ihm in Anwendung des Paragraphen 1 oder des Paragraphen 2 zufällt, oder das auf dieses Amt verzichtet, nachdem es dieses ausgeübt hat, darf während der Legislaturperiode nicht Mitglied des Gemeindegremiums sein.

Art. L1123-5 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Bürgermeisters werden dessen Ämter von dem Schöffen belgischer Staatsangehörigkeit erfüllt, der von dem Bürgermeister beauftragt wird. Mangels dessen wird er durch den Schöffen belgischer Staatsangehörigkeit ersetzt, der den ersten Rang einnimmt.

Der Bürgermeister, der das Amt eines Ministers, eines Staatssekretärs, eines Mitglieds einer Regierung oder eines regionalen Staatssekretärs ausübt, wird für den Zeitraum der Ausübung dieses Amtes als verhindert betrachtet.

Art. L1123-6 - Die Regierung oder deren Vertreter kann den Bürgermeister wegen notorischem Fehlverhalten oder schwerer Nachlässigkeit zeitweilig von seinem Amt entheben, nachdem dieser zuvor angehört wurde. Die zeitweilige Amtsenthebung darf drei Monate nicht überschreiten.

Der von seinem Amt enthobene Bürgermeister kann während derselben Legislaturperiode nicht wiedergewählt werden.

Art. L1123-7 - Der Rücktritt aus dem Amt des Bürgermeisters wird dem Rat schriftlich zugestellt. Dieser nimmt ihn während der ersten Sitzung an, die auf diese Notifizierung folgt.

Der Rücktritt wird an dem Datum wirksam, an dem der Rat ihn annimmt.

Der Bürgermeister verliert diese Eigenschaft, wenn er aus dem Rat ausscheidet.

Art. L1123-8 - § 1 - Der Vorsitzende des Sozialhilferats nimmt mit beschließender Stimme an den Sitzungen innerhalb des Kollegiums teil, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht, außer wenn es sich um die Ausübung der Aufsicht über die Beschlüsse des Sozialhilferats handelt. In diesem Fall wird er auf seinen Antrag oder auf den Antrag des Kollegiums hin angehört, nimmt jedoch nicht an den Beschlussfassungen teil.

Wenn er nicht Mitglied ist, nimmt er mit beratender Stimme an den Sitzungen des Gemeinderats teil.

Der Gemeinderat kann beschließen, die in Artikel L1123-9 vorgesehene Anzahl der innerhalb des Gemeindegremiums anwesenden Schöffen um eine Einheit herabzusetzen.

Bei der vollständigen Erneuerung der Gemeinderäte wird die in Artikel L1123-9 in Anwendung des Artikels L1121-3 festgelegte Anzahl der Schöffen in den Gemeinden, die mindestens zwanzigtausend Einwohner zählen, um eine Einheit herabgesetzt.

Der Vorsitzende des Sozialhilferates übt seine eigenen Zuständigkeiten aus. Er nimmt wie die anderen Mitglieder des Kollegiums an der Verteilung der Zuständigkeiten der Schöffen teil, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht.

§ 2 - Die Schöffen werden unter den Ratsmitgliedern gewählt.

Für einen der Schöffen wird von der in dem vorhergehenden Absatz vorgesehenen Regel abgewichen, wenn alle Mitglieder der an das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktionen gleichen Geschlechts sind. Der derart bezeichnete Schöffe ist in jedem Fall im Kollegium stimmberechtigt. Er nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen des Rates teil.

Wenn ein Schöffe nicht Mitglied des Rates ist, muss er die in Artikel L4125-1 festgelegten Wählbarkeitsbedingungen erfüllen und beibehalten.

In dem Mehrheitsabkommen wird die politische Fraktion angegeben, der der außerhalb des Rates gewählte Schöffe zugeordnet ist.

§ 3 - Die Ratsmitglieder, deren Identität auf der Liste erscheinen, die im in Anwendung von Artikel L1123-1 angenommenen Mehrheitsabkommen aufgenommen wird, werden von rechts wegen zu Schöffen gewählt.

Die Rangordnung der Schöffen wird nach deren Platz auf der Liste, die im Mehrheitsabkommen aufgenommen wird, festgelegt

Art. L1123-9 - Es gibt:

- zwei Schöffen in den Gemeinden mit weniger als 1.000 Einwohnern;
- drei Schöffen in den Gemeinden mit 1.000 bis 4.999 Einwohnern;
- vier Schöffen in den Gemeinden mit 5.000 bis 9.999 Einwohnern;
- fünf Schöffen in den Gemeinden mit 10.000 bis 19.999 Einwohnern;
- sechs Schöffen in den Gemeinden mit 20.000 bis 29.999 Einwohnern;
- sieben Schöffen in den Gemeinden mit 30.000 bis 49.999 Einwohnern;
- acht Schöffen in den Gemeinden mit 50.000 bis 99.999 Einwohnern;
- neun Schöffen in den Gemeinden mit 100.000 bis 199.999 Einwohnern;
- zehn Schöffen in den Gemeinden von 200.000 und mehr Einwohnern.

Art. L1123-10 - § 1 - Der abwesende oder verhinderte Schöffe wird für den Zeitraum seiner Verhinderung auf Vorschlag des Kollegiums durch ein Ratsmitglied ersetzt, das von dem Rat unter den Ratsmitgliedern der politischen Fraktion bezeichnet wird, der er angehört. Mangels dessen kann er durch ein Ratsmitglied aus einer anderen, an das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktion ersetzt werden.

Zur Anwendung dieser Regel werden die in Artikel L1125-2 angegebenen Unvereinbarkeiten berücksichtigt.

Der abwesende oder verhinderte Schöffe kann unter den in Artikel L1123-8 § 2 Absatz 2 festgelegten Bedingungen durch einen außerhalb des Rates gewählten Schöffen aus der gleichen politischen Fraktion ersetzt werden, wenn alle Mitglieder des Kollegiums und alle Ratsmitglieder, die den an das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktionen angehören, gleichen Geschlechts sind.

§ 2 - Der Schöffe, der das Amt eines Ministers, eines Staatssekretärs, eines Mitglieds einer Regierung oder eines regionalen Staatssekretärs ausübt, wird für den Zeitraum der Ausübung dieses Amtes als verhindert betrachtet.

Ein Schöffe, der wegen der Geburt oder Adoption eines Kindes einen Elternschaftsurlaub zu nehmen wünscht, wird auf persönlichen Antrag hin, den er schriftlich an das Kollegium zu richten hat, für den in Artikel L1122-6 festgelegten Zeitraum ersetzt.

Art. L1123-11 - Der Rücktritt aus dem Amt als Schöffe wird dem Rat schriftlich zugestellt. Dieser nimmt ihn während der ersten Sitzung an, die auf diese Notifizierung folgt.

Der Rücktritt wird an dem Datum wirksam, an dem der Rat ihn annimmt.

Art. L1123-12 - Der Schöffe, der zum Zeitpunkt seiner Wahl Mitglied des Rates ist, verliert diese Eigenschaft, wenn er dem Rat nicht mehr angehört.

Die Gemeinde und juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts, die die Schuldner der Gehälter, Entschädigungen, Anwesenheitsgelder oder sonstigen Vorteile, wie diese von der Regierung festgelegt werden, sind, werden verpflichtet, die Beträge herabzusetzen, und zwar in Höhe der von der Regierung oder deren Vertreter angeordneten Beträge.

Der Bürgermeister oder Schöffe, der eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Gemeinderat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt dem Betreffenden gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Der Betreffende verfügt dann über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betreffende nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtigt hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betreffenden, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Bürgermeister oder Schöffen und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Die Regierung verabschiedet die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht diese oder deren Vertreter einen Jahresbericht über die Anwendung des vorliegenden Artikels.

§ 2 - Der Bürgermeister und die Schöffen sind jährlich verpflichtet, bei der Regierung oder deren Vertreter unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Formen und Modalitäten und vor dem 1. April des nachfolgenden Jahres eine schriftliche Erklärung vorzulegen, in der sie alle Mandate, leitenden Funktionen oder Berufstätigkeiten unabhängig ihrer Art angeben, die sie im Laufe des vorhergehenden Jahres sowohl im öffentlichen Sektor, als auch zugunsten einer jeden in Belgien oder im Ausland ansässigen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt haben.

In dieser Erklärung wird für jedes Mandat, jedes Amt oder jeden Beruf erwähnt, ob diese entlohnt werden oder nicht, und es werden die jährlich für die Ausübung eines jeden öffentlichen und privaten Mandats bezogenen Beträge angegeben.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht die Regierung oder deren Vertreter die in Absatz 1 erwähnten Erklärungen.

Der Bürgermeister oder Schöffe, der eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Gemeinderat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt dem Betreffenden gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Der Betreffende verfügt dann über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betreffende nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtigt hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betreffenden, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Bürgermeister oder Schöffen und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Die Regierung legt die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels fest.»

Art. 18 (ehemaliger Artikel 16) - In Artikel L1125-1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "sein, noch zum Bürgermeister ernannt werden:" durch die Wörter "noch der Gemeindeglieder sein:" ersetzt;

2° in Punkt 5 Absatz 1 werden die Wörter "und der Milizpflichtigen" gestrichen;

3° in Absatz 1 werden folgende Punkte hinzugefügt:

"9° die Mitglieder der Gerichtshöfe, Gerichte, Staatsanwaltschaften und die Greffiers der Gerichtsbehörden;

10° die Berater des Staatsrates;

11° die Sekretäre und Einnehmer des öffentlichen Sozialhilfezentrums des Zuständigkeitsgebiets der Gemeinde";

4° in Absatz 2 werden die Wörter "bis 8°" durch die Wörter "bis 11°" ersetzt.

Art. 19 (ehemaliger Artikel 17) - In Artikel L1125-2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Abgesehen von den in Artikel L1125-1 erwähnten Unvereinbarkeiten können folgende Personen nicht Mitglieder des Gemeindeglieders sein:

1° die Diener der Kulte und die Vertreter der bekenntnisneutralen Organisationen;

2° die Bediensteten der Steuerverwaltungen in den Gemeinden, die zu ihrem Bezirk gehören oder in ihr Zuständigkeitsgebiet fallen, außer wenn die Regierung Abweichungen gewährt;

3° der Ehepartner oder der gesetzlich zusammenwohnende Partner des Gemeindeglieders;".

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 8. Oktober 2006 sind" gestrichen und wird das Wort "sind" vor die Wörter "die Bestimmungen" gesetzt.

Art. 20 (ehemaliger Artikel 18) - In Artikel L1125-3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "gesetzlich zusammenwohnende Partner" hinter das Wort "verheiratet" gesetzt und die Wörter "oder Ehepartner" durch die Wörter "Ehepartner oder zwei gesetzlich zusammenwohnende Partner" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "oder zwei Ehepartner" durch die Wörter "zwei Ehepartner oder zwei gesetzlich zusammenwohnende Partner" ersetzt;

3° in Absatz 5 werden die Wörter "oder ein gesetzliches Zusammenwohnen" zwischen das Wort "Eheschließung" und das Wort "Ratsmitgliedern" gesetzt;

4° Absatz 7 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Der Bürgermeister und die Schöffen dürfen nicht bis zum dritten Grad einschließlich miteinander verwandt oder verschwägert sein.»

Art. 21 (ehemaliger Artikel 19) - Artikel L1125-7 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L1125-7 - Das Kollegium, das die Tatsachen feststellt, die Grund für die in den Artikeln L1125-5 und L1125-6 erwähnten Unvereinbarkeiten sein könnten, setzt den Rat davon in Kenntnis und meldet diese Tatsachen umgehend der Regierung.

Die Regierung oder deren Vertreter, die aufgrund des vorhergehenden Absatzes oder von Amts wegen befasst wird, übermittelt dem Betreffenden gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Unvereinbarkeit sein könnten.

Die Regierung oder deren Vertreter stellt die Amtsaberkennung frühestens acht Tage nach Eingang der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Notifizierung und nach Anhörung der betroffenen Person, falls diese es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters ihrer Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Ratsmitglied und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht. Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.»

Art. 22 (ehemaliger Artikel 20) - In Artikel L1125-10 werden die Wörter "sowie dem Bürgermeister" durch die Wörter "und des Kollegiums" ersetzt.

Art. 23 (ehemaliger Artikel 21) - Artikel L1126-1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L1126-1 - § 1 - Die Gemeinderatsmitglieder, die in Artikel L1122-8 erwähnten Vertrauenspersonen, die Mitglieder des Gemeindegremiums leisten vor ihrem Amtsantritt folgenden Eid: "Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes".

§ 2 - Dieser Eid wird in öffentlicher Sitzung geleistet.

Die Gemeinderatsmitglieder leisten den Eid vor dem Vorsitzenden des Rates.

Nach der Verabschiedung eines Mehrheitsabkommens leistet der Kandidat zum Bürgermeisteramt den Eid vor dem Vorsitzenden des Rates.

Wenn der Bürgermeister, dessen Name in dem verabschiedeten Mehrheitsabkommen angegeben wird, der amtierende Bürgermeister ist, leistet er den Eid vor dem ersten amtierenden Schöffen.

Die Schöffen leisten den Eid vor ihrem Amtsantritt vor dem Bürgermeister.»

Art. 24 (ehemaliger Artikel 21 bis)

1.1. In Artikel L1312-1 wird Absatz 2 durch den folgenden Text ersetzt:

«Der Gemeinderat tritt jährlich im Laufe des ersten Quartals zusammen, um die Jahresrechnungen des vorigen Rechnungsjahres abzuschließen.

Diese Jahresrechnungen umfassen die Haushaltsrechnung, die Ergebnisrechnung und die Bilanz.

Der in Artikel L1122-23 erwähnte Bericht, sowie die Liste der Auftragnehmer von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, für die der Gemeinderat das Vergabeverfahren und die Bedingungen festgelegt hat, werden den Rechnungen beigelegt.

2.2. In Artikel L2231-8 wird der Absatz 1 durch den folgenden Text ersetzt:

"Jedes Jahr schließt der Provinzialrat die Rechnungen der Provinz für das vorherige Rechnungsjahr ab. Die Jahresrechnungen umfassen die Haushaltsrechnung, die Ergebnisrechnung und die Bilanz, sowie die Liste der Auftragnehmer von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, für die der Provinzialrat das Vergabeverfahren und die Bedingungen festgelegt hat.»

KAPITEL II — Die Distrikte

Art. 25 (ehemaliger Artikel 22) - In Artikel L1412-1 wird der Paragraph 3 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3. Die Bestimmungen der Artikel L1121-2, L1122-2, L1122-3 Absatz 3, L1122-4, L1122-5, L1122-6, L1122-7 § 1, L1122-8, L1122-9, L1123-10, L1125-1, L1125-3, L1125-5, L1125-6, L1125-7, L1126-1 und L1126-2 über die Gemeinderäte und ihre Mitglieder sind entsprechend anwendbar auf die Distrikträte und ihre Mitglieder, wobei:

1° in Artikel L1122-5, in Artikel L1122-6, in Artikel L1125-5, in Artikel L1125-6 und in Artikel L1125-7 der Wortlaut "Präsidium des Distriktrates" an die Stelle von "Gemeindegremium" oder "Kollegium" tritt;

2° in Artikel L1126-1 der Wortlaut "Präsident des Distriktrates" an die Stelle des Wortlauts "Bürgermeister" tritt.»

Art. 26 (ehemaliger Artikel 23) - Artikel L1413-1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L1413 - § 1 - Die Distrikträte wählen aus ihrer Mitte einen Präsidenten und die Mitglieder des Präsidiums. Ein Mitglied des Gemeindegremiums führt den Vorsitz der Einsetzungssitzung bis zur Wahl des Präsidiums. Die Wahl besteht in der Genehmigung einer Vorschlagsurkunde, in der Kandidaten aufgeführt sind. Die Gewählten des Rates können derartige Urkunden vorschlagen. Zu diesem Zweck muss dem Vorsitzenden des Rates eine datierte Vorschlagsurkunde überreicht werden, und zwar spätestens drei Tage vor der Sitzung des Rates, auf deren Tagesordnung die Wahl des Präsidiums steht. Um zulässig zu sein, muss eine Vorschlagsurkunde so viele Kandidaten, wie Mitglieder zum Präsidium des Distriktrates gehören, und einen Kandidaten jeden Geschlechts zählen. Die Vorschlagsurkunde muss von einer Mehrzahl der Gewählten einer selben Liste und von den Kandidaten, die auf der Vorschlagsliste für das Präsidium stehen, unterzeichnet sein. Selbst wenn auf der Vorschlagsliste Kandidaten stehen, die auf verschiedenen Listen gewählt worden sind, muss die Vorschlagsliste jedes Mal von der Mehrheit der Gewählten jeder Liste, aus der ein Gewählter als Kandidat auf der Vorschlagsliste für das Präsidium des Distrikts steht,

unterzeichnet sein. Zählt die Liste, auf der der Kandidat für die Mitgliedschaft im Präsidium stand, nur zwei Gewählte, reicht die Unterschrift eines der beiden aus, um vorangehende Bestimmung einzuhalten. Außer im Todesfall eines vorgeschlagenen Kandidaten oder im Falle des Verzichts eines vorgeschlagenen Kandidaten auf das Mandat als Mitglied des Distriktrates darf niemand mehr als eine Vorschlagsurkunde unterzeichnen. Im Todesfall eines vorgeschlagenen Kandidaten oder im Falle des Verzichts eines vorgeschlagenen Kandidaten auf das Mandat als Mitglied des Distriktrates können bis zur Versammlung des Distriktrates zur Wahl des Präsidiums neue Vorschlagsurkunden beim Sitzungsvorsitzenden eingereicht werden. Diese Urkunden müssen die vorerwähnten Bedingungen erfüllen. Der erste Kandidat auf der Vorschlagsurkunde wird, falls die Liste gewählt wird, Präsident des Distriktrates. Die Rangordnung der Mitglieder des Präsidiums entspricht der Reihenfolge, in der die Urkunde erstellt wurde.

Es kann für ein Mitglied der Urkunde von der Pflicht abgewichen werden, den Präsidenten und die Mitglieder des Präsidiums innerhalb des Distriktrates zu wählen, jedoch nur in der Absicht, die Anwesenheit eines Mitglieds jeden Geschlechts innerhalb des Präsidiums zu garantieren. Der Präsident oder das Mitglied des Präsidiums, der bzw. das kein Mitglied des Distriktrates ist, muss die in Artikel L1412-1 festgelegten Wählbarkeitsbedingungen erfüllen. Er bzw. es tagt im Präsidium mit beschließender Stimme und im Rat mit beratender Stimme.

Die Wahl erfolgt durch geheime Abstimmung und bei absoluter Stimmenmehrheit. Ist nur eine Urkunde vorgeschlagen worden, erfolgt nur ein Wahlgang. In allen anderen Fällen und falls keine Urkunde nach zwei Wahlgängen die Mehrheit erhalten hat, wird eine Stichwahl zwischen den beiden Urkunden mit den meisten Stimmen durchgeführt. Ergibt sich aus der Stichwahl Stimmengleichheit, gilt die Urkunde mit dem jüngsten Kandidaten als gewählt.

Diese Einsetzungssitzung wird vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde spätestens am 31. Januar des Jahres nach den Wahlen einberufen.

§ 2 - Wird ein Mandat als Mitglied des Präsidiums oder das Präsidiumsmandat infolge eines Rücktritts oder eines Todesfalles vorzeitig frei, sorgt der Rat binnen drei Monaten für Ersatz.

Die Gewählten des Rates können Kandidaten für die Nachfolge vorschlagen. Zu diesem Zweck muss dem Vorsitzenden des Rates pro Mandat eine datierte Vorschlagsurkunde überreicht werden, und zwar spätestens drei Tage vor der Sitzung, auf deren Tagesordnung die Wahl steht.

Um zulässig zu sein, müssen die Vorschlagsurkunden von einer Mehrzahl der Kandidaten, die auf derselben Liste gewählt wurden, und vom vorgeschlagenen Kandidaten unterzeichnet sein, der vom gleichen Geschlecht wie der ersetzte Kandidat sein muss, außer wenn er vom innerhalb des Präsidiums am wenigsten vertretenen Geschlecht ist. Zählt die Liste, auf der der Kandidat für die Mitgliedschaft im Präsidium oder der Präsidiumsmandat steht, nur zwei Gewählte, reicht die Unterschrift eines der beiden aus, um vorangehende Bestimmung einzuhalten. Außer im Todesfall eines vorgeschlagenen Kandidaten oder im Falle des Verzichts eines vorgeschlagenen Kandidaten auf das Mandat als Mitglied des Distriktrates darf niemand mehr als eine Vorschlagsurkunde für dasselbe Mandat unterzeichnen.

Die Wahl erfolgt durch geheime Abstimmung, bei absoluter Stimmenmehrheit und durch ebenso viele getrennte Abstimmungen, wie Mandate im Laufe der Sitzung des Rates zu vergeben sind.

Ist für ein zu vergebendes Mandat nur ein Kandidat vorgeschlagen worden, erfolgt nur ein Wahlgang. In allen anderen Fällen und falls kein Kandidat nach zwei Wahlgängen die Mehrheit erhalten hat, wird eine Stichwahl zwischen den beiden Kandidaten mit den meisten Stimmen durchgeführt. Ergibt sich aus der Stichwahl Stimmengleichheit, gilt der älteste Kandidat als gewählt.

Wenn sich beim letzten Wahlgang ereignet, dass alle Mitglieder des Präsidiums gleichen Geschlechts sind, wird bzw. werden ein oder mehrere Kandidat(en) des anderen Geschlechts mündlich vorgeschlagen. Die so vorgeschlagene Kandidatur kann diejenige einer Person sein, die kein Mitglied des Rates ist, und die dann die in Absatz 2 § 1 festgelegten Bedingungen erfüllt. Dieses letzte Mitglied wird mit der absoluten Stimmenmehrheit der Mitglieder des Rates gewählt.

§ 3 - Die Anzahl der Mitglieder des Präsidiums einschließlich des Präsidenten entspricht zwei Dritteln der Anzahl zu wählender Mitglieder, wobei die Höchstzahl fünf ist. Ist das Ergebnis ein Bruch, wird auf die nächsthöhere Zahl aufgerundet. Artikel L1121-3 ist entsprechend anwendbar.

§ 4 - Die Bestimmungen der Artikel L1121-2, L1123-3, L1123-5, L1123-7, L1123-10, L1123-11, L1123-12, L1123-13, L1123-15, L1123-16, L1123-18, L1125-2, L1125-4, L1126-1 und L1126-2 sind, insofern sie den Bürgermeister und die Schöffen betreffen, ebenfalls auf den Präsidenten und auf die Mitglieder des Präsidiums anwendbar, wobei:

1° es Anlass gibt, in Artikel L1123-10 das Wort "Kollegium" durch das Wort "Präsidium" zu ersetzen;

2° das Gehalt der Mitglieder des Präsidiums und des Präsidenten von der Regierung festgelegt wird, gegebenenfalls unter Berücksichtigung des Umfangs der Befugnisse, die den Distrikten übertragen werden, und der Anzahl ihrer Einwohner;

3° die in Artikel L1123-11 für den Fall der Niederlegung des Schöffenamtes vorgesehene Regelung sowohl auf den Präsidenten als auch auf die Mitglieder des Präsidiums anwendbar ist. Der Antrag auf Amtsniederlegung wird beim Distriktrat eingereicht;

4° die Bestimmungen von Artikel L1123-13 über die einstweilige Amtsenthebung und die Entfernung aus dem Dienst der Schöffen sowohl auf den Präsidenten als auch auf die Mitglieder des Präsidiums anwendbar sind.»

Art. 27 (ehemaliger Artikel 23bis) - In Artikel L2212-7 sind die §§ 2 und 3 mit folgendem Wortlaut hinzuzufügen:

«§ 2 - Die Summe des Anwesenheitsgelds des Provinzialratsmitglieds und der Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, die das Provinzialratsmitglied als Entlohnung für Tätigkeiten bezieht, die er neben seinem Mandat ausübt, ist auf höchstens ein einhalbmal die parlamentarische Entschädigung der Mitglieder der Abgeordnetenversammlung und des Senats begrenzt.

Bei der Berechnung dieses Betrags werden die Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, die mit der Ausübung eines öffentlichen Mandats, eines abgeleiteten Amtes oder eines öffentlichen Auftrags politischer Art verbunden sind, berücksichtigt.

Unter abgeleitetem Mandat ist jegliches Amt zu verstehen, das ein in dem vorliegenden Kodex erwähnter Mandatsträger innerhalb einer juristischen Person oder einer nichtrechtsfähigen Vereinigung ausübt und das ihm aufgrund seines ursprünglichen Mandats entweder von der Behörde, innerhalb deren er dieses Mandat ausübt, oder durch jede andere Art und Weise, anvertraut wurde.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Anwesenheitgeldes und/oder der von dem Mandatsträger als Entlohnung für neben seinem Mandat ausgeübte Tätigkeiten bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, entsprechend herabgesetzt.

Das Provinzialratsmitglied ist verpflichtet, innerhalb von sechs Monaten ab seiner Eidesleistung beim Provinzgreffier die von ihm neben seinem Mandat ausgeübten Mandate, Ämter, abgeleiteten Mandate oder öffentlichen Aufträge politischer Art und die von ihm infolge deren Ausübung bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, zu melden.

Das Provinzialratsmitglied ist verpflichtet, beim Provinzgreffier jegliche Veränderung im Laufe der Legislaturperiode bezüglich der von ihm neben seinem Mandat ausgeübten Mandate, Ämter, abgeleiteten Mandate oder öffentlichen Aufträge politischer Art und bezüglich der von ihm infolge deren Ausübung bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, zu melden.

Der Provinzgreffier übermittelt diese Erklärungen gegebenenfalls unter Beifügung eines Reduzierungsplans der Regierung oder deren Stellvertreter.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags achtet die Regierung oder deren Vertreter unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Form und Frist darauf, dass die in Absatz 4 erwähnte verhältnismäßige Reduzierung vorgenommen wird.

Das Provinzialratsmitglied wird vorher durch die Regierung oder ihren Bevollmächtigten oder dessen Vertreter angehört.

Die Provinz und die juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts, die die Schuldner der Gehälter, Entschädigungen, Anwesenheitsgelder oder sonstigen Vorteile, wie diese von der Regierung festgelegt werden, sind, werden verpflichtet, die Beträge herabzusetzen, und zwar in Höhe der von der Regierung oder deren Vertreter angeordneten Beträge.

Das Provinzialratsmitglied, das eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Provinzialrat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt dem Betreffenden gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Der Betreffende verfügt demzufolge über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betreffende nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtet hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betreffenden, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Ratsmitglied und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann ein Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht diese oder deren Vertreter einen Jahresbericht über die Anwendung des vorliegenden Artikels.

Der vorliegende § 2 ist nicht auf die Gehälter anwendbar, die von den föderalen Ministern und Staatssekretären und von den Mitgliedern einer Regional- oder Gemeinschaftsregierung bezogen werden.

Die Regierung verabschiedet die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels.

§ 3 - Das Provinzialratsmitglied ist jährlich verpflichtet, bei der Regierung und deren Vertreter unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Formen und Modalitäten und vor dem 1. April des nachfolgenden Jahres eine schriftliche Erklärung vorzulegen, in der es alle Mandate, leitenden Funktionen oder Berufstätigkeiten unabhängig ihrer Art angibt, die es im Laufe des vorhergehenden Jahres sowohl im öffentlichen Sektor als auch zugunsten einer jeden in Belgien oder im Ausland ansässigen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, ausgeübt hat.

In dieser Erklärung wird für jedes Mandat, jedes Amt oder jede Berufstätigkeit erwähnt, ob diese entlohnt werden oder nicht, und es werden die jährlich für die Ausübung eines jeden öffentlichen Mandats bezogenen Beträge angegeben.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht die Regierung oder deren Vertreter die im Absatz 1 erwähnten Erklärungen.

Das Provinzialratsmitglied, das eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Provinzialrat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt dem Betreffenden gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiter aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Der Betreffende verfügt demzufolge über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betreffende nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtet hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betreffenden, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest.

Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Ratsmitglied und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann ein Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Die Regierung legt die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels fest.»

Art. 28 (ehemaliger Artikel 23ter)

1. Artikel L4123-6 wird aufgehoben.
2. Artikel L4123-10 wird aufgehoben.
3. Artikel L4123-11, Absatz 1 wird aufgehoben.

KAPITEL III — *Die Provinzen***Art. 29** (ehemaliger Artikel 24) - In Artikel L2219-9 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° in dem ehemaligen Absatz 3, der zum Absatz 2 wird, werden die Wörter "wegen der Ableistung seines aktiven Militärdienstes oder seines Zivildienstes als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen verhindert ist oder", gestrichen.

3° in dem ehemaligen Absatz 4, der zum Absatz 3 wird, werden die Wörter "Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2" durch die Wörter "Die Bestimmungen von Absatz 1" ersetzt.

Art. 30 (ehemaliger Artikel 25bis/1) - Artikel L2212-11 wird mit den folgenden Absätzen ergänzt:

«Jeder auf die Tagesordnung gesetzte Punkt, der Anlass zu einem Beschluss gibt, muss unter den in der allgemeinen Dienstordnung festgelegten Bedingungen mit einem Beratungsprojekt versehen werden.

Das Provinzialratsmitglied, das die Aufnahme eines Punktes, der Anlass zu einem Beschluss gibt, beantragt, fügt seinem Antrag ein Beratungsprojekt bei.»

Art. 31 (ehemaliger Artikel 25bis/2) In Artikel L2212-11:

1. ist der Absatz 2 aufzuheben;
2. der folgende Satz ist in den neuen Absatz 3 hinzuzufügen:

"Wenn sich der Rat im Laufe eines Jahres weniger als zehnmal versammelt hat, wird die Anzahl Ratsmitglieder, die erfordert wird, um die Einberufung des Rates zu ermöglichen, im Laufe des folgenden Jahres auf ein Viertel der Provinzialratsmitglieder gebracht.»

Art. 32 (ehemaliger Artikel 25bis) - In Artikel L2212-14 ist ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzuzufügen:

«In seiner allgemeinen Dienstordnung bestimmt der Rat die berufsethischen und ethischen Regeln. Diese Regeln gewährleisten insbesondere die Ablehnung eines Mandats, das nicht völlig ausgeübt werden könnte, die regelmäßige Teilnahme an den Sitzungen des Rates, des Kollegiums und der Ausschüsse, die Beziehungen zwischen den Gewählten und der lokalen Verwaltung, die Hörbereitschaft und die Information des Bürgers.»

Art. 33 (ehemaliger Artikel 26) - Die Artikel L2212-39 bis L2212-44 werden durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Abschnitt 3 — Das Provinzkollegium

Unterabschnitt 1 — Politische Fraktionen - Mehrheitsabkommen
Bezeichnungsmodus und Status der Mitglieder des Provinzkollegiums

Art. L2212-39 - § 1 - Das bzw. die auf einer gleichen Liste bei den Wahlen gewählte(n) Ratsmitglied(er) bildet bzw. bilden eine politische Fraktion, deren Bezeichnung diejenige der besagten Liste ist.

Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion austritt, gibt von Rechts wegen die gesamten Mandate auf, die es aufgrund seiner Eigenschaft als Provinzialratsmitglied derivativ ausübt.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels und des Artikels L2212-44 wird das Ratsmitglied als weiterhin der verlassenen politischen Fraktion angehörend betrachtet.

§ 2 - Spätestens am 15. November nach den Wahlen werden der oder die Abkommensentwürfe dem Provinzgreffier vorgelegt.

Der Abkommensentwurf enthält die Angabe der beteiligten politischen Fraktionen und die Identität der Provinzabgeordneten. Er weist Personen der beiden Geschlechter auf.

Der Abkommensentwurf wird von den gesamten darin bezeichneten Personen und von der Mehrzahl der Mitglieder jeder politischen Fraktion unterzeichnet, von der mindestens ein Mitglied vorgeschlagen wird, um am Kollegium teilzunehmen.

Wenn sich eine Fraktion nur aus zwei Mitgliedern zusammensetzt, wird der Abkommensentwurf von mindestens einem der beiden unterzeichnet.

Der Abkommensentwurf, der den vorstehenden Absätzen nicht entspricht ist ungültig.

Die Unterschrift, die von einem Ratsmitglied unter einen nicht von der Mehrheit seiner politischen Fraktion unterzeichneten Abkommensentwurf gesetzt wird, ist ungültig.

§ 3 - Spätestens innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahlen wird das Mehrheitsabkommen mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Ratsmitglieder verabschiedet.

§ 4 - Wenn kein Mehrheitsabkommen innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahl vorgelegt und verabschiedet worden ist, kann ein Kommissar der Regierung bezeichnet werden. Er regelt die laufenden Angelegenheiten anstelle des Kollegiums, das diese Aufgabe auf der Grundlage von Artikel L2212-43 wahrnahm.

Der Punkt bezüglich der Annahme des Mehrheitsabkommens wird bis seiner Verabschiedung auf die Tagesordnung einer jeden Ratssitzung gesetzt.

§ 5 - Im Laufe der Legislaturperiode kann ein Nachtrag zum Mehrheitsabkommen angenommen werden, um für die endgültige Ersetzung eines Mitglieds des Kollegiums in den Fällen, die in den Artikeln L2212-42 §§ 3, 4 und 5 und L2212-44 vorgesehen sind, zu sorgen.

Der Nachtrag wird mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Ratsmitglieder angenommen.

Das neue Mitglied des Kollegiums beendet das Mandat desjenigen Mitglieds, das es ersetzt.

Art. L2212-40 - § 1 - Das Kollegium setzt sich aus sechs, für sechs Jahre innerhalb des Rates gewählten Provinzabgeordneten zusammen.

Es setzt sich aus Personen beider Geschlechter zusammen.

Das Kollegium ist vor dem Rat verantwortlich.

§ 2 - Es kann für einen der Provinzialabgeordneten von der in Absatz 1 des vorstehenden Paragraphen abgewichen werden, wenn die gesamten Mitglieder der durch das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktionen gleichen Geschlechts sind. Der so bezeichnete Provinzabgeordnete hat auf jeden Fall eine beschließende Stimme im Kollegium. Er tagt mit beratender Stimme innerhalb des Rates.

Wenn ein Provinzabgeordneter kein Mitglied des Rates ist, muss er die in Artikel L4155-1 festgelegten Wählbarkeitsbedingungen erfüllen und beibehalten.

In dem Mehrheitsabkommen wird die politische Fraktion angegeben, der der außerhalb des Rates gewählte Provinzabgeordnete zugeordnet ist.

§ 3 - Die Ratsmitglieder, deren Identität auf der Liste erscheinen, die im in Anwendung von Artikel L2212-39 angenommenen Mehrheitsabkommen aufgenommen wird, werden von Rechts wegen zu Provinzabgeordneten gewählt.

Die Rangordnung der Provinzabgeordneten wird je nach deren Platz auf der Liste, die im Mehrheitsabkommen aufgenommen wird, festgelegt.

Art. L2212-41 - Die Provinzabgeordneten leisten den Eid während der Sitzung vor dem Vorsitzenden des Provinzialrates.

Art. L2212-42 - § 1 - Der verhinderte Provinzabgeordnete wird für den Zeitraum seiner Verhinderung auf Vorschlag des Kollegiums durch ein Ratsmitglied ersetzt, das vom Rat unter den Ratsmitgliedern der politischen Fraktion bezeichnet wird, der es angehört.

Zur Anwendung dieser Regel werden die in Artikel L2212-74 angegebenen Unvereinbarkeiten berücksichtigt.

Der verhinderte Provinzabgeordnete kann unter den in Artikel L2212-40 § 2 Absatz 2 festgelegten Bedingungen durch einen außerhalb des Rates gewählten Provinzabgeordneten ersetzt werden, wenn die gesamten Mitglieder des Kollegiums und die gesamten Ratsmitglieder, die den durch das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktionen angehören, gleichen Geschlechts sind.

§ 2 - Der Provinzabgeordnete, der wegen der Geburt oder Adoption eines Kindes einen Elternschaftsurlaub zu nehmen wünscht, wird auf persönlichen Antrag hin, den er schriftlich an das Kollegium zu richten hat, für den in Artikel L2212-9 festgelegten Zeitraum ersetzt.

§ 3 - Von jedem Provinzabgeordneten, der ohne Zustimmung des Ausschusses während eines Monats ununterbrochen den Sitzungen fernbleibt, wird angenommen, dass er zurücktritt.

Dieser Rücktritt wird nach Billigung durch den Provinzialrat wirksam.

§ 4 - Der Rücktritt aus dem Amt als Provinzabgeordneter wird dem Rat schriftlich zugestellt. Dieser nimmt ihn durch einen begründeten Beschluss während der ersten Sitzung an, die auf diese Notifizierung folgt.

Der Rücktritt wird am Datum, an dem der Rat ihn annimmt, wirksam.

§ 5 - Der Provinzabgeordnete, der zum Zeitpunkt seiner Wahl Mitglied des Rates ist, verliert diese Eigenschaft, wenn er dem Rat nicht mehr angehört.

Art. L2212-43 - Unbeschadet des Artikels L2212-39 § 4 regeln die zurücktretenden Provinzabgeordneten und die bei einer vollständigen Erneuerung ausscheidenden Provinzabgeordneten sowie das Kollegium, das Gegenstand eines wie in Artikel L2212-44 vorgesehenen Antrags gewesen ist, die laufenden Angelegenheiten der Provinz, bis ihre Nachfolger ihr Amt antreten.

Art. L2212-44 - § 1. - Das Kollegium, sowie jedes seiner Mitglieder, ist vor dem Rat verantwortlich.

Der Rat kann einen Misstrauensantrag gegen das Kollegium oder gegen eines oder mehrere seiner Mitglieder verabschieden.

Dieser Misstrauensantrag ist nur dann zulässig, wenn er je nach Fall einen Nachfolger für das Kollegium oder für eines bzw. mehrere seiner Mitglieder vorschlägt.

Wenn er die Gesamtheit des Kollegiums betrifft, ist er nur dann zulässig, wenn er von mindestens der Hälfte der Ratsmitglieder einer jeden politischen Fraktion, die eine alternative Mehrheit bildet, eingereicht wird.

In diesem Fall bildet die Vorstellung eines Nachfolgers im Kollegium ein neues Mehrheitsabkommen.

Wenn der Misstrauensantrag ein oder mehrere Mitglieder des Kollegiums betrifft, ist er nur zulässig, wenn er von mindestens der Hälfte der Ratsmitglieder jeder politischen Fraktion, die am Mehrheitsabkommen teilnimmt, eingereicht wird.

Die Abstimmung über den Misstrauensantrag kann nur nach Ablauf einer Frist von mindestens drei Tagen ab der Kenntnisnahme seiner Einbringung während einer Sitzung des Provinzialrates erfolgen.

Er kann nur mit der Mehrheit der Stimmen der Ratsmitglieder verabschiedet werden.

Die Verabschiedung des Antrags bewirkt den Rücktritt des Kollegiums oder des umstrittenen Mitglieds bzw. der umstrittenen Mitglieder sowie die Wahl des neuen Kollegiums oder des neuen Mitglieds bzw. der neuen Mitglieder.

§ 2 - Ein Misstrauensantrag betreffend die Gesamtheit des Kollegiums darf nicht vor dem Ablauf einer Frist von ein und einem halben Jahr nach der Einsetzung des Provinzkollegiums eingebracht werden.

Wenn der Rat einen Misstrauensantrag gegen die Gesamtheit des Kollegiums verabschiedet hat, darf kein neuer kollektiver Misstrauensantrag vor dem Ablauf einer Frist von einem Jahr eingebracht werden.

Nach dem 30. Juni des Jahres vor den Wahlen darf kein Misstrauensantrag gegen die Gesamtheit des Kollegiums eingebracht werden.»

Art. 34 (ehemaliger Artikel 26bis) - In Artikel L2212-45 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Der § 3 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

§ 3 - Der Betrag der Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, die der Provinzabgeordnete als Entlohnung für Tätigkeiten bezieht, die er neben seinem Mandat als Provinzabgeordneter ausübt, darf die Hälfte des Betrags des in § 1 vorgesehenen Gehalts nicht überschreiten.

Bei der Berechnung dieses Betrags werden die Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, die mit der Ausübung eines Mandats, eines Amtes, eines abgeleiteten Amtes oder eines öffentlichen Auftrags politischer Art verbunden sind, berücksichtigt.

Unter abgeleitetem Mandat ist jegliches Amt zu verstehen, das ein in dem vorliegenden Kodex erwähnter Mandatsträger innerhalb einer juristischen Person oder einer nichtrechtsfähigen Vereinigung ausübt und das ihm aufgrund seines ursprünglichen Mandats entweder von der Behörde, innerhalb deren er dieses Mandat ausübt, oder durch jede andere Art und Weise, anvertraut wurde.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Anwesenheitgeldes und/oder der von dem Mandatsträger als Entlohnung für neben seinem Mandat ausgeübte Tätigkeiten bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, entsprechend herabgesetzt.

Der Provinzabgeordnete ist verpflichtet, innerhalb von sechs Monaten ab seiner Eidesleistung beim Provinzgreffier die neben seinem Mandat ausgeübten Mandate, Ämter, abgeleiteten Mandate oder öffentlichen Aufträge politischer Art und die von ihm infolge deren Ausübung bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, zu melden.

Der Provinzabgeordnete ist verpflichtet, beim Provinzgreffier jegliche Veränderung im Laufe der Legislaturperiode bezüglich der von ihm neben seinem Mandat ausgeübten Mandate, Ämter, abgeleiteten Mandate oder öffentlichen Aufträge politischer Art und bezüglich der von ihm infolge deren Ausübung bezogenen Entschädigungen, Gehälter, Anwesenheitsgelder und sonstigen Vorteile, wie sie von der Regierung festgelegt werden, zu melden.

Der Provinzgreffier übermittelt diese Erklärungen gegebenenfalls unter Beifügung eines Reduzierungsplans der Regierung oder deren Stellvertreter.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags achtet die Regierung oder deren Vertreter unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Form und Frist darauf, dass die in Absatz 4 erwähnte verhältnismäßige Reduzierung vorgenommen wird.

Der Provinzabgeordnete wird vorher von der Regierung oder ihren Bevollmächtigten oder dessen Vertreter angehört.

Die Provinz und die juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts, die die Schuldner der Gehälter, Entschädigungen, Anwesenheitsgelder oder sonstigen Vorteile, wie diese von der Regierung festgelegt werden, sind, werden verpflichtet, die Beträge herabzusetzen, und zwar in Höhe der von der Regierung oder deren Vertreter angeordneten Beträge.

Der Provinzabgeordnete, der eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Provinzialrat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt der betroffenen Person gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Der Betreffende verfügt dann über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betreffende nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtigt hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiter aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betreffenden, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest.

Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Provinzabgeordneten und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann ein Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht diese oder deren Vertreter einen Jahresbericht über die Anwendung des vorliegenden Artikels.

Die Regierung verabschiedet die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels.»;

2. § 4 Absatz 3 wird aufgehoben;

3. Ein § 6 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 6 - Der Provinzabgeordnete ist jährlich verpflichtet, bei der Regierung und deren Vertreter unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Formen und Modalitäten und vor dem 1. April des nachfolgenden Jahres eine schriftliche Erklärung vorzulegen, in der er alle Mandate, leitenden Funktionen oder Berufstätigkeiten unabhängig ihrer Art angibt, die es im Laufe des vorhergehenden Jahres sowohl im öffentlichen Sektor als auch zugunsten einer jeden in Belgien oder im Ausland ansässigen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung, ausgeübt hat.

In dieser Erklärung wird für jedes Mandat, jedes Amt oder jede Berufstätigkeit erwähnt, ob diese entlohnt werden oder nicht, und es werden die jährlich für die Ausübung eines jeden öffentlichen Mandats bezogenen Beträge angegeben.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten veröffentlicht die Regierung oder deren Vertreter die im Absatz 1 erwähnten Erklärungen.

Der Provinzabgeordnete, der eines oder mehrere entlohnte Mandate nicht meldet oder eine falsche Erklärung abgibt, gehört nicht mehr dem Provinzialrat an.

Die Regierung oder deren Vertreter übermittelt dem Betreffenden gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Der Betreffende verfügt demzufolge über zwei Monate, um seine Erklärung zu rechtfertigen oder zu berichtigen. Wenn der Betreffende nach Ablauf dieser zwei Monate seine Erklärung nicht gerechtfertigt oder berichtigt hat, wird ihm eine letzte, per Einschreiben eingesandte Mahnung zugestellt. Er verfügt dann über eine letzte Frist von einem Monat.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung selbst ohne Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiter aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

Gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten stellt diese oder deren Vertreter die Amtsaberkennung nach Anhörung des Betreffenden, falls dieser es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters seiner Wahl, in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Provinzabgeordneten und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht.

Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Die Regierung legt die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels fest.»

Art. 35 (ehemaliger Artikel 27) - Artikel L2212-46, Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

«Bei Verhinderung wird sein Amt vom Provinzabgeordneten, der als erster in der Reihenfolge der Wahl kommt, ausgeübt, es sei denn der Vorsitzende hat einen anderen Provinzabgeordneten beauftragt, um ihn zu ersetzen.»

Art. 36 (ehemaliger Artikel 28) - Der Abschnitt 7 von Kapitel II des Titels I des Buches II des zweiten Teils mit der Überschrift "Unvereinbarkeiten und Interessenkonflikte" wird durch den folgenden Text ersetzt:

«Abschnitt 7 — Unvereinbarkeiten und Interessenkonflikte

Art. L2212-74 - § 1 - Die folgenden Personen dürfen den Provinzräten und -kollegien nicht angehören:

- 1° die Mitglieder der Abgeordnetenkammer, des Senats oder des Europäischen Parlaments,
- 2° die Mitglieder der Parlamente der Regionen und der Gemeinschaften;
- 3° die Minister und Staatssekretäre der Föderalregierung;
- 4° die Mitglieder einer Regional- bzw. Gemeinschaftsregierung;
- 5° die Mitglieder der Europäischen Kommission;
- 6° die Gouverneure, die Vizegouverneure und die beigeordneten Gouverneure;
- 7° die Bezirkskommissare;
- 8° die Gemeindesekretäre und -einnehmer, die Einnehmer der öffentlichen Sozialhilfezentren und die Provinzgreffiers;
- 9° die Mitglieder der Gerichtshöfe, Gerichte, Staatsanwaltschaften und die Greffiers;
- 10° die Berater des Staatsrates;
- 11° im aktiven Militärdienst stehende Personen, mit Ausnahme der wiedereinberufenen Reserveoffiziere;
- 12° die Einnehmer oder Rechenschaftspflichtigen des Staates, der Region, der Gemeinschaft,
- 13° die Beamten und Angestellten der Provinzialregierung, einschließlich der Lehrkräfte, und der Bezirkskommissariate;
- 14° Mitglieder der Forstverwaltung, wenn ihre Zuständigkeit sich auf unter Forstrecht stehenden Waldbesitz erstreckt, der Eigentum der Provinz ist, in der sie ihr Amt ausüben möchten.

§ 2 - Wenn Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnende Partner vom selben Wahlkollegium zu Ratsmitgliedern gewählt werden, so darf allein derjenige, der die meisten Stimmen erhalten hat, und bei Stimmgleichheit der ältere von ihnen im Rat tagen.

Für die Anwendung dieser Bestimmung wird davon ausgegangen, dass dem Gewählten, dem einen wie dem anderen, alle Listenstimmen zugeteilt wurden, die den ihm in der Vorschlagsreihenfolge nachfolgenden Kandidaten durch Übertragung zugeteilt worden sind.

Wenn zwei Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnende Partner gewählt wurden, der eine als ordentliches Ratsmitglied, der andere als Ersatzmitglied, gilt das Tagungsverbot nur für letzteren.

Zwischen Ersatzmitgliedern, die frei gewordene Sitze einnehmen sollen, wird der Vorrang in erster Linie durch den zuerst frei gewordenen Sitz bestimmt.

Die Eheschließung oder das gesetzliche Zusammenwohnen zwischen Mitgliedern des Rates beendet ihr Mandat.

Art. L2212-75 - Der Präsident, der oder die Vizepräsidenten und die Mitglieder des Präsidiums des Provinzialrates sowie die Präsidenten der in Anwendung des Artikels L2212-14 gegründeten Ausschüsse können nicht Mitglied des Provinzkollegiums sein.

Art. L2212-76 - § 1 - Folgende Personen dürfen weder Provinzgouverneur noch Provinzgreffier noch Bezirkskommissar sein:

- 1° die Mitglieder der Abgeordnetenkammer, des Senats, des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft, die Minister und Staatssekretäre der Föderalregierung sowie die Mitglieder der Regional- und Gemeinschaftsregierungen;
- 2° die Diener der Kulte und die Vertreter der bekenntnisneutralen Organisationen;
- 3° die Personen, die von einer juristischen Person öffentlichen Rechtes für ein anderes Amt als das eines Gouverneurs oder Greffiers besoldet werden;
- 4° die Personen, die mit einem Lehramt beauftragt sind und vom Staat, von den Gemeinschaften oder der Gemeinde besoldet werden, ordentliche und außerordentliche Professoren und Lehrbeauftragte an Universitäten ausgenommen;
- 5° die Bürgermeister, Schöffen, Gemeinderatsmitglieder, Vorsitzenden und Ratsmitglieder der öffentlichen Sozialhilfezentren, Gemeindesekretäre und -einnehmer und Einnehmer der öffentlichen Sozialhilfezentren;
- 6° die Anwälte, die Gerichtsvollzieher und die Notare;
- 7° die Inhaber von in Artikel L2212-74, § 1 erwähnten Ämtern mit Ausnahme der Punkte 6°, 7°, und der Provinzgreffiers.

§ 2 - Das Amt eines Provinzgouverneurs, eines Provinzgreffiers und eines Bezirkskommissars ist unvereinbar mit jedem anderen Amt, das dem Gouverneur, dem Provinzialrat oder dem Provinzkollegium direkt untergeordnet ist.

§ 3 - Weder der Provinzgouverneur, der Provinzgreffier und die Bezirkskommissare noch einer der beiden Erstgenannten und ein Mitglied des Provinzkollegiums dürfen miteinander verheiratet, oder bis zum vierten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert sein, oder gesetzlich zusammenwohnen.

Eine während der Amtszeit eingetretene Schwägerung führt nicht zur Beendigung des Amtes. Dies trifft auf eine Eheschließung oder auf das gesetzliche Zusammenwohnen jedoch nicht zu.

Art. L2212-77 - § 1 - Dem Provinzkollegium dürfen nicht angehören:

- 1° die Diener der Kulte und die Vertreter der bekenntnisneutralen Organisationen;
- 2° das Personal der Gemeindeverwaltungen;
- 3° der Ehepartner oder der gesetzlich zusammenwohnende Partner des Provinzgreffiers.

§ 2 - Das Amt als Provinzabgeordneter kann gleichzeitig mit höchstens einem entlohnten ausführenden Mandat ausgeübt werden.

Als entlohnte ausführende Mandate im Sinne des vorhergehenden Absatzes werden angesehen:

1° jedes Mandat als Vertreter des Staates, einer Gemeinschaft, einer Region, einer Provinz oder einer Gemeinde, das in einer öffentlichen oder privaten Einrichtung ausgeübt wird, soweit durch dieses Mandat mehr Befugnisse verliehen werden als die bloße Mitgliedschaft bei der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat dieser Einrichtung und ungeachtet des damit verbundenen Einkommens;

2° jedes Mandat als Vertreter des Staates, einer Gemeinschaft, einer Region, einer Provinz oder einer Gemeinde, das in einer öffentlichen oder privaten Einrichtung ausgeübt wird, soweit das damit verbundene monatliche steuerbare Bruttoeinkommen mindestens 500 Euro bei dem Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 erreicht. Dieser Betrag wird jährlich der Entwicklung des Verbraucherpreisindexes angepasst.

§ 3 - Der Provinzabgeordnete, der von der Regierung zu einem besoldeten Amt ernannt wird und dieses annimmt, hört unverzüglich auf, in dieser Eigenschaft zu tagen, und kann sein Amt erst aufgrund einer Neuwahl wieder einnehmen.

§ 4 - Die Mitglieder des Kollegiums dürfen weder verheiratet sein, noch gesetzlich zusammenleben und noch bis zum dritten Grad einschließlich miteinander verwandt oder verschwägert sein.

Art. L2212-78 - Es ist allen Provinzialratsmitgliedern untersagt:

1 - bei der Beratung oder Beschlussfassung über Sachen anwesend zu sein, an denen sie vor oder nach ihrer Wahl, sei es persönlich, sei es als Beauftragte, ein direktes Interesse haben oder an denen ihre Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich oder der gesetzlich zusammenwohnende Partner ein persönliches und direktes Interesse haben;

2 - sich direkt oder indirekt an irgendeiner Dienstleistung, Gebührenerhebung, Lieferung oder Ausschreibung von öffentlichen Arbeiten für die Provinz zu beteiligen;

3 - als Rechtsanwalt, Notar oder Sachwalter in Prozessen gegen die Provinz aufzutreten; es ist ihnen in dieser Eigenschaft auch untersagt, Streitsachen zugunsten der Provinz vor Gericht zu vertreten, sie darin zu beraten oder zu ihren Gunsten darin einzugreifen;

4 - in Disziplinarsachen oder im Falle einer einstweiligen Amtsenthebung durch Ordnungsmaßnahme als Beistand eines Personalmitglieds aufzutreten;

5 - als Beauftragter oder Sachverständiger einer Gewerkschaftsorganisation in einem Verhandlungs- oder Konzertierungsausschuss der Provinz aufzutreten.

Die vorstehenden Bestimmungen finden Anwendung auf den Provinzgreffier, den Einnehmer und die Mitglieder des Provinzkollegiums und die in Artikel L2212-8 erwähnte Vertrauensperson.

Art. L2212-79 - Rechtsanwälte, die Provinzabgeordnete sind, dürfen nicht als Beistand auftreten in Sachen, die dem Kollegium möglicherweise vorgelegt werden oder für die es die Ermächtigung erteilt hat, gerichtliche Schritte zu unternehmen.

Sie dürfen nicht an Beratungen über Sachen teilnehmen, für die sie vor ihrer Wahl in das Provinzkollegium konsultiert wurden.

Art. L2212-80 - Die Provinzabgeordneten dürfen sich weder direkt noch indirekt an irgendeiner Dienstleistung, Gebührenerhebung, Lieferung oder Ausschreibung von öffentlichen Arbeiten für Rechnung der Provinz, des Staates, der Gemeinschaften und Regionen oder der Gemeinden in der Provinz beteiligen.

Art. L2212-81 - Es ist dem Gouverneur verboten, sich direkt oder indirekt an irgendeiner Lieferung, irgendeiner Ausschreibung oder irgendeinem Auftrag zu beteiligen, die in der Provinz für Rechnung einer Behörde oder einer öffentlichen Verwaltung ausgeführt werden oder auszuführen sind.

Art. L2212-81bis. - § 1 - Die Regierung, die die Tatsachen feststellt, die Grund für die in den Artikeln L2212-74 bis L2212-77 erwähnten Unvereinbarkeiten sein könnten, setzt den Rat davon in Kenntnis und übermittelt dem Betroffenen gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Unvereinbarkeit sein könnten.

Frühestens acht Tage nach Eingang der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Notifizierung in einem begründeten Beschluss fest, nach vorheriger Anhörung der betroffenen Person, falls diese es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters ihrer Wahl stellt die Regierung oder ihr Vertreter die Unvereinbarkeit und ggf. den Rücktritt der betreffenden Person in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem betroffenen Ratsmitglied und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis.

§ 2. Die Regierung, die die Tatsachen feststellt, die Grund für die Nichtbeachtung der Artikel L2212-78 bis L2212-81 sein könnten, setzt den Rat davon in Kenntnis und übermittelt dem Betroffenen gegen Empfangsbescheinigung eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Entlassung von Amts wegen sein könnten.

Frühestens acht Tage nach Eingang der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Notifizierung in einem begründeten Beschluss fest, nach vorheriger Anhörung der betroffenen Person, falls diese es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters ihrer Wahl stellt die Regierung oder ihr Vertreter die Unvereinbarkeit und ggf. den Rücktritt der betreffenden Person in einem begründeten Beschluss fest. Dieser Beschluss wird von der Regierung oder ihrem Vertreter dem Betroffenen und dem Kollegium zugestellt. Letzteres setzt den Rat davon in Kenntnis.» .

KAPITEL IV — Öffentlichkeit der Verwaltung

Art. 37 (ehemaliger Artikel 29) - In Artikel L3211-3 wird Absatz 2 4° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«4° Richtlinie 2003/4/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Juni 2003 über den freien Zugang zu Informationen über die Umwelt;».

Art. 38 (ehemaliger Artikel 30) - In Artikel L3231-3 Absatz 5 wird der Wortlaut "des Artikels 3 § 4 der Richtlinie 90/313/E.W.G." durch den Wortlaut "der Richtlinie 2003/4/EG" und der Wortlaut "in einer nicht verlängerbaren Frist von sechzig Tagen" durch den Wortlaut "in einer nicht verlängerbaren Frist von einem Monat" ersetzt.

KAPITEL V — Die Wahlen

Art. 39 (ehemaliger Artikel 31) - In Artikel L4123-3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 2 wird zwischen die Absätze 1 und 2 folgender Absatz eingefügt:

«In ihrer Annahmeakte verpflichten sich die Kandidaten, während der Wahlen und während ihres Mandats die demokratischen Grundsätze eines Rechtsstaates sowie die in der Verfassung, in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 4. November 1950 und im Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vom 19. Dezember 1966 eingetragenen Rechte und Freiheiten zu beachten.»

2° § 3 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 3 - Keine Liste darf mehr Kandidaten umfassen, als Kandidaten zu wählen sind.

Auf jeder dieser Listen darf die Differenz zwischen der Anzahl der Kandidaten eines jeden Geschlechts nicht größer als eins sein.

Die ersten zwei Kandidaten dürfen nicht demselben Geschlecht angehören.

Die Bestimmungen der drei vorhergehenden Absätze kommen nur bei einer vollständigen Erneuerung des Gemeinderats zur Anwendung.»

Art. 40 (ehemaliger Artikel 33) - In Artikel L4123-8 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 2 wird zwischen die Absätze 1 und 2 eine neuer wie folgt verfasster Absatz eingefügt:

“Der Hauptwahlvorstand weist die Kandidaten ab, die den Bestimmungen von Artikel L4123-3 § 2, Absätze 1, 2 und 3 nicht entsprochen haben.;

2° In Absatz 3 wird der Wortlaut “den Bestimmungen von Artikel L4123-3 Absatz, 12” durch den Wortlaut “den Bestimmungen von Artikel L4123- § 3 Absätze 2 und 3” ersetzt.

Art. 41 (ehemaliger Artikel 34) - Artikel L4123-42 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art L4123-42 - Aus jeder Liste, von der ein oder mehrere Kandidaten gemäß Artikel L4123-40 gewählt sind, werden die nicht gewählten Kandidaten mit den meisten Stimmen oder bei Stimmgleichheit in der Reihenfolge der Eintragung, auf dem Stimmzettel zum ersten, zweiten, dritten Ersatzmitglied und so weiter erklärt. Bei diesem Vorgang werden die Stimmen zugunsten der Vorschlagsreihenfolge, so wie in Artikel L4123-40, Absatz 2 bestimmt, nicht berücksichtigt.»

Art. 42 (ehemaliger Artikel 35) - Artikel L4125-1 wird wie folgt ergänzt:

«4° wer wegen im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, erwählter Verstöße oder auf der Grundlage des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords verurteilt worden ist;

5° wer unbeschadet der Anwendung der in den Nummern 1° und 2° erwähnten Bestimmungen Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Tatsachen war, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet.

Der vorige Absatz wird nicht auf die Verwalter angewandt, die beweisen, dass sie die Tatsachen nicht kannten, auf denen die betroffene Verurteilung fußte, oder dass sie sofort ihre gesamten Ämter innerhalb der besagten juristischen Person niedergelegt haben, sobald sie Kenntnis davon gehabt haben;

6° wer seines Mandats in Anwendung der Artikel L1122-7 § 2, L1123-17 § 1, L2212-7 § 2 oder L2212-45 § 3 verlustig geworden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit sechs Jahre nach der Zustellung des die Amtsberkenung feststellenden Beschlusses der Regierung oder ihres Beauftragten endet.»

Art. 43 (ehemaliger Artikel 36) - In Artikel L4126-1 § 1 wird der Wortlaut “vierzig Tagen” durch den Wortlaut “zehn Tagen” ersetzt.

Art. 44 (ehemaliger Artikel 37) - In Artikel L4126-3 § 2 wird der Wortlaut “fünfundsiebzig Tage” durch den Wortlaut “fünfundvierzig Tage” ersetzt.

Art. 45 (ehemaliger Artikel 38) - In Artikel L4126-7 wird § 3 Absatz 2 aufgehoben:

Art. 46 (ehemaliger Artikel 39) - In Artikel L4153-1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die letzten zwei Absätze durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Auf jeder dieser Listen darf die Differenz zwischen der Anzahl der Kandidaten eines jeden Geschlechts nicht größer als eins sein.

Die ersten zwei Kandidaten dürfen nicht demselben Geschlecht angehören.

Die Bestimmungen der drei vorhergehenden Absätze kommen nur bei einer vollständigen Erneuerung des Provinzialrats zur Anwendung.»;

2° Am Ende des § 5 wird folgender Absatz hinzugefügt:

«In ihrer Annahmeakte verpflichten sich die Kandidaten, während der Wahlen und während ihres Mandats die demokratischen Grundsätze eines Rechtsstaates sowie die in der Verfassung, in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 4. November 1950 und im Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vom 19. Dezember 1966 eingetragenen Rechte und Freiheiten zu beachten.»

Art. 47 (ehemaliger Artikel 40) - In Artikel L4153-3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 1, Absatz, 2 wird der Wortlaut “Absatz 7” durch den Wortlaut “Absätze 7 und 8” ersetzt;

2° Am Ende des § 1 wird folgender Absatz hinzugefügt:

«Der Hauptwahlvorstand weist die Kandidaten ab, die den Bestimmungen von Artikel L4123-1, § 5, Absätze 5 und 10 nicht entsprochen haben.»;

3° In § 7 Absatz 2 6° wird der Wortlaut “Absatz 7” durch den Wortlaut “Absätze 7 und 8” ersetzt.

Art. 48 (ehemaliger Artikel 41) - Artikel L4153-21, § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 3. Aus jeder Liste, von der ein oder mehrere Kandidaten gemäß § 1 gewählt sind, werden die nicht gewählten Kandidaten mit den meisten Stimmen oder bei Stimmgleichheit in der Reihenfolge der Eintragung, auf dem Stimmzettel zum ersten, zweiten, dritten Ersatzmitglied und so weiter erklärt. Bei diesem Vorgang werden die Stimmen zugunsten der Vorschlagsreihenfolge, so wie in Artikel 1, Absätze 2 und 3 bestimmt, nicht berücksichtigt.»

Art. 49 (ehemaliger Artikel 42) - Artikel L4155-1, Absatz 2 wird mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° wer wegen im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, erwähnter Verstöße oder auf der Grundlage des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords verurteilt worden ist;

5° wer unbeschadet der Anwendung der in den Nummern 1° und 2° erwähnten Bestimmungen Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet.

Der vorige Absatz wird nicht auf die Verwalter angewandt, die beweisen, dass sie die Tatsachen nicht kannten, auf denen die betroffene Verurteilung fußte, oder dass sie sofort ihre gesamten Ämter innerhalb der besagten juristischen Person niedergelegt haben, sobald sie Kenntnis davon gehabt haben;

6° wer Mitglied der Abgeordnetenversammlung, des Senats, des Europäischen Parlaments, des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft ist;

7° die Minister und Staatssekretäre der Föderalregierung;

8° die Mitglieder einer Regional- bzw. Gemeinschaftsregierung;

9° die Europäischen Kommissare;

10° wer seines Mandats in Anwendung der Artikel L1122-7, § 2, L1123-17, § 1, L2212-7, § 2 oder L2212-45, § 3 verlustig geworden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit sechs Jahre nach der Zustellung des die Amtsübernahme feststellenden Beschlusses der Regierung oder ihres Beauftragten endet.»

Art. 50 (ehemaliger Artikel 43) - Die Artikel L4155-2 bis L4155-5 werden aufgehoben.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen und sonstige Bestimmungen*

Art. 51 (ehemaliger Artikel 44) - In den Artikeln L1122-6, L1122-10, L1122-12, L1122-23, L1122-24, L1122-33, L1122-35, L1123-19, L1123-20, L1123-22, L1123-23, L1123-24, L1123-26, L1123-28, L1123-29, L1124-3, L1124-4, L1124-19, L1124-22, L1124-29, L1124-32, L1124-41, L1124-42, L1124-44, L1124-45, L1124-49, L1125-5, L1125-6, L1125-7, L1125-8, L1132-1, L1132-3, L1132-4, L1132-5, L1133-1, L1141-2, L1141-4, L1141-5, L1141-7, L1213-1, L1215-8, L1215-16, L1215-21, L1222-3, L1222-4, L1232-6, L1232-28, L1242-1, L1242-2, L1311-2, L1311-3, L1311-4, L1311-5, L1313-1, L1412-1, L1412-2, L1412-3, L1412-4, L1412-5, L1412-6, L1413-1, L1413-2, L1413-3, L1413-4, L1414-1, L1421-1, L1431-1, L1441-1, L2112-14, L2214-5, L3111-2, L3133-2, L3143-1, L3231-8, L3321-4, L3321-9, L4121-1, L4121-3, L4121-4, L4121-6, L4122-2, L4122-3, L4122-15, L4123-36, L4126-6, L4131-4, L4132-2, L4132-3, L4132-5, L4136-2, L4136-4, L4142-5, L4151-1, L4151-2 wird der Wortlaut "Bürgermeister- und Schöffenkollegium" oder "Schöffenkollegium" durch den Wortlaut "Gemeindekollegium" ersetzt.

Art. 52 (ehemaliger Artikel 45) - Was die Festsetzung ihrer Pensionsrechte betrifft, wird davon ausgegangen, dass die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets im Amt befindlichen Schöffen und Bürgermeister ihr Mandat bis zum 31. Dezember 2006 verrichtet haben.

Art. 53 (ehemaliger Artikel 46) - Was die Anwendung des Gesetzes vom 10. März 1980 zur Regelung der Gewährung der Ehrentitel betrifft, wird davon ausgegangen, dass die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets im Amt befindlichen Bürgermeister, Schöffen, Gemeinderatsmitglieder und ÖSHZ-Vorsitzenden ihr Mandat bis zum 31. Dezember 2006 verrichtet haben.

Art. 54 (ehemaliger Artikel 46bis) - Unter abgeleitetem Mandat ist jegliches Amt zu verstehen, das ein in dem vorliegenden Kodex erwähnter Mandatsträger innerhalb einer juristischen Person oder einer nicht rechtsfähigen Vereinigung ausübt und das ihm aufgrund seines ursprünglichen Mandats entweder von der Behörde, innerhalb deren er dieses Mandat ausübt, oder durch jede andere Art und Weise, anvertraut wurde.

Ist ebenfalls ein abgeleitetes Mandat jegliches Amt, das durch eine innerhalb keiner juristischen Person oder keiner faktischen Vereinigung gewählte Person ausgeübt wird und das ihr auf direkte oder indirekte Weise durch eine Gemeinde, ein Provinz, eine Interkommunale oder eine autonome Regie innerhalb Letzterer anvertraut worden ist.

Art. 55 (ehemaliger Artikel 46ter) - § 1 - Die Regierung ist befugt, die bestehende Gesetzgebung aufzuheben, zu vervollständigen, abzuändern oder zu ersetzen, um die Art und Weise, wie die in Artikel 54 erwähnten Mandate ausgeübt und eventuell vergütet werden, zu organisieren.

In dieser Eigenschaft kann sie u.a.:

- die Bedingungen für das Erstellen eines Katasters dieser Mandate bestimmen;
- den in Artikel 54 erwähnten Mandatsträgern Erklärungsverpflichtungen in Bezug auf das Bestehen ihrer Mandate und aller Vorteile, die sie aus deren Ausübung erhalten, auferlegen;
- die Vergütungshöchstbeträge, die die betroffenen Mandatsträger und nicht gewählten Personen für die Ausübung ihrer abgeleiteten Mandate erhalten können, bestimmen;
- die Vorteile, die sie erhalten können, und die Art und Weise, wie deren Wert in Anbetracht der andererseits auferlegten Vergütungshöchstbeträge geschätzt wird, bestimmen;
- ein mit Ermittlungsmitteln versehenes Kontrollorgan schaffen, das zur Aufgaben haben wird, das Kataster der abgeleiteten Mandate zu erstellen, die Erklärungen der betroffenen Mandatsträger und nicht gewählten Personen zu überprüfen und ein Strafverfahren bei Nichtbeachtung ihrer Verpflichtungen zu organisieren, wobei vorausgesetzt wird, dass dieses die Rechte der Verteidigung beachten muss und dass die Strafe durch die Regierung auf Vorschlag dieses Organs auferlegt wird;
- die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Kontrollorgans regeln;
- die administrativen Strafen und eventuell strafrechtlichen Ahndungen bestimmen, die man den Mandatsträgern auferlegen wird, die ihre vor kurzem eingeführten Verpflichtungen nicht beachtet haben.

§ 2 - Die aufgrund § 1 erteilten Befugnisse können bis zum 31. Dezember 2006 ausgeübt werden.

§ 3 - Die in Anwendung von § 1 verabschiedeten Erlasse werden vor ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* dem Vorsitzenden des Parlaments zur Information übermittelt.

§ 4 - Die in Anwendung von § 1 verabschiedeten Erlasse werden innerhalb von sechs Monaten nach deren Verabschiedung durch das Parlament durch ein Dekret ratifiziert. In Ermangelung davon werden sie von Rechts wegen außer Kraft gesetzt.

Art. 56 (ehemaliger Artikel 47) - Die die Wahlen betreffenden Bestimmungen des vorliegenden Dekrets treten am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Artikel L2212-44 und Artikel L1123-14, durch die die Verabschiedung eines Mißtrauensantrags gegen einen oder mehrere Schöffen oder einen oder mehrere ständige Abgeordnete ermöglicht und organisiert wird, treten sofort bei deren Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Bis zum 8. Oktober 2006 versteht man für die Anwendung des Mißtrauensantrags gegen einen oder mehrere Schöffen unter "politischer Fraktion, die am Mehrheitsabkommen teilnimmt" die gesamten Mandatsträger einer an der Mehrheit teilnehmenden Liste.

Artikel L1123-8 § 1 Absätze 4 und 5 tritt am 1. Oktober 2012 in Kraft.

Die Artikel L1312-1 Absatz 2 und L2231-8 des Kodex *sub* Artikel 24 des vorliegenden Dekrets, die Artikel 7, 17, 27, 34, 54 und 55 des vorliegenden Dekrets treten sofort bei deren Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die anderen Bestimmungen treten am 8. Oktober 2006 in Kraft, mit Ausnahme des neuen Artikels L1123-6 des Kodex, der am 1. Januar 2007 in Kraft tritt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

(1) *Sitzung 2005-2006.*

Dokumente des Rats 204 (2005-2006), Nrn. 1 bis 77.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. November 2005.

Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 5

[2005/203371]

8 DECEMBER 2005. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De gemeenten*

Artikel 1. Artikel L1121-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

« Art. L1121-2. De gemeenteraadsleden die aftreden bij een algehele hernieuwing en de ontslagnemende leden blijven in functie totdat de installatie van hun opvolgers heeft plaatsgehad.

De leden van het gemeentecollege die aftreden bij een algehele hernieuwing en de ontslagnemende leden zetten de uitoefening van hun mandaat voort totdat ze vervangen worden.

Onverminderd artikel L1123-1, § 4, handelen de aftredende raad en het aftredend college de lopende zaken af totdat de installatie van hun opvolgers plaatsvindt. »

Art. 2. Artikel L1122-1, eerste lid, wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel L1122-3 wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid worden de woorden "wanneer de burgemeester daarbuiten wordt benoemd" vervangen door de woorden "wanneer een lid van het gemeentecollege uit zijn midden niet wordt gekozen";

2° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De gemeenteraad wordt op de eerste maandag van december na de verkiezingen geïnstalleerd. Als het gaat om een wettelijke feestdag wordt de raad op de eerste volgende werkdag geïnstalleerd. »

Art. 4. Artikel L1122-4 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L1122-4. Elke gekozen kandidaat kan, nadat zijn verkiezing geldigheid heeft verkregen, vóór zijn installatie afstand doen van zijn mandaat. Om geldig te zijn moet die afstand schriftelijk medegedeeld worden aan de gemeenteraad die daarvan akte neemt in een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt door de gemeentesecretaris aan de betrokkene medegedeeld. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden. »

Art. 5. Artikel L1122-5 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L1122-5. Het raadslid dat niet meer voldoet aan één van de verkiesbaarheidsvereisten houdt op deel uit te maken van de raad. Het college stelt er de raad in kennis van en deelt de feiten onmiddellijk aan de Regering mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

De Regering of haar gemachtigde waarbij de zaak krachtens het vorige lid of van ambtswege anhangig werd gemaakt, deelt de betrokkenen tegen ontvangbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Op zijn vroegst acht dagen na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde kennisgeving en als ze daarom heeft verzocht en na de betrokkene, eventueel vergezeld van de raadshoofd van zijn keuze gehoord te hebben, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan het betrokken raadslid en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden. »

Art. 6. Artikel L1122-6 wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het voormalige derde lid, dat het tweede lid is geworden, worden de woorden "wegens de vervulling van zijn actieve militaire dienstdienst of van zijn burgerdienst als gewetensbezwaarde" geschrapt;

3° het voormalige vierde lid, dat het derde lid is geworden, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het eerste lid geldt evenwel enkel vanaf de eerste vergadering van de gemeenteraad na die waarop het raadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd is.

Art. 7 (voormalig artikel 6*bis*). Artikel L1122-7 wordt gewijzigd als volgt :

1. In § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Onder de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Regering, krijgen ze aanwezigheidsgeld indien zij de vergaderingen van de gemeenteraad, de vergaderingen van de commissies en afdelingen bijwonen. »;

2. Een als volgt luidend § 2 wordt ingevoegd na § 1 :

« § 2. De som van het aanwezigheidsgeld van het gemeenteraadslid en van de vergoedingen, wedden en aanwezigheidsgeld en andere voordelen bepaald door de Regering die het gemeenteraadslid geniet als vergoeding van activiteiten die hij buiten zijn mandaat uitoefent, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoedingen van de leden van de Kamer der volksvertegenwoordigers en de Senaat.

In dit bedrag worden meeberekend, de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgeld en andere voordelen die voortvloeien en andere voordelen bepaald door de Regering die voortvloeien uit de uitoefening van een openbaar mandaat, een openbare functie of een openbaar afgeleid mandaat of een openbaar ambt van politieke aard.

Onder afgeleid mandaat wordt verstaan elke functie uitgeoefend door een gemachtigde bedoeld in dit Wetboek binnen een rechtspersoon of een feitelijke vereniging en die hem toevertrouwd is wegens zijn oorspronkelijk mandaat ofwel door de overheid waarin hij dit mandaat uitoefent, ofwel op elke andere wijze.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van het aanwezigheidsgeld en/of van de vergoedingen, wedden of aanwezigheidsgeld en andere voordelen bepaald door de Regering die hij geniet als vergoedingen van activiteiten die hij buiten zijn mandaat uitoefent, dienovereenkomstig verminderd.

Het gemeenteraadslid moet binnen zes maanden na zijn eedaflegging de openbare mandaten, openbare functies, openbare afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die hij buiten zijn mandaat heeft uitgeoefend, en de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgeld en andere voordelen bepaald door de Regering die krachtens deze laatste zijn genoten, bij de gemeentesecretaris aangeven.

Het gemeenteraadslid moet elke verandering tijdens de legislatuur betreffende de openbare mandaten, openbare functies, openbare afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die hij buiten zijn mandaat heeft uitgeoefend, en de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgeld en andere voordelen bepaald door de Regering die krachtens deze laatste zijn genoten, bij de gemeentesecretaris aangeven.

De gemeentesecretaris maakt deze aangiften, vergezeld in voorkomend geval van een verminderingsplan, over aan de Regering of aan haar gemachtigde.

Indien het in het eerste lid bedoelde maximumbedrag overschreden wordt, zal de Regering of haar afgevaardigde in de vorm en binnen de termijnen bepaald door de Regering ervoor zorgen dat de in het vierde lid bedoelde vermindering tot het passende beloop uitgevoerd wordt.

Het gemeenteraadslid zal eerst gehoord worden door de Regering of haar gemachtigde of een vertegenwoordiger van deze laatste.

De gemeente en de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen die schuldenaar zijn van de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgeld en andere voordelen bepaald door de Regering, zijn gehouden over te gaan tot de vermindering op de sommen en ten belope van de door de Regering of haar gemachtigde opgelegde bedragen.

Het gemeenteraadslid dat verzuimt één of meer bezoldigde mandaten aan te geven of dat een valse aangifte indient, houdt op deel te maken van de gemeenteraad.

Volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, deelt de Regering of haar gemachtigde de betrokkene tegen ontvangbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

De betrokkene beschikt dan over twee maanden om zijn aangifte te rechtvaardigen of te wijzigen. Als binnen die twee maanden de betrokkene zich niet heeft gerechtigd of zijn aangifte niet heeft gewijzigd, wordt hem een laatste herinnering bij aangetekend schrijven overgemaakt en beschikt hij dan over een laatste termijn van één maand.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering en als zij erom heeft verzocht na de betrokkene gehoord te hebben eventueel vergezeld van de raadsheer van zijn keuze, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan het betrokken raadslid en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld.

Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

De Regering of haar gemachtigde zal volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een jaarlijks verslag over de toepassing van dit artikel bekendmaken.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel.

Deze § 2 is niet van toepassing op de wedden genoten door de federale Ministers en Staatssecretarissen en door de leden van een gewestelijke of gemeenschappelijke Regering »;

3. § 2 wordt § 3;

4. Een § 4 luidend als volgt, wordt toegevoegd :

« § 4. Jaarlijks moet het gemeenteraadslid vóór 1 april van het volgende jaar een schriftelijke aangifte indienen bij de Regering of haar gemachtigde in de vormen en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, waarin hij alle mandaten, leidende functies of beroepen, ongeacht de aard, vermeldt, die hij tijdens het vorige jaar heeft uitgeoefend zowel in de openbare sector als voor rekening van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, van elke instelling of feitelijke vereniging gevestigd in België of in het buitenland.

Die aangifte bepaalt voor elk mandaat, functie of beroep of het al dan niet bezoldigd wordt, en de voor de uitoefening van elk openbaar mandaat jaarlijks genoten bedragen. »

De Regering of haar gemachtigde maakt de in het eerste lid bedoelde aangiften bekend overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Het gemeenteraadslid dat verzuimt één of meer mandaten aan te geven of dat een valse aangifte indient, houdt op deel te maken van de gemeenteraad.

De Regering of haar gemachtigde deelt de betrokkene tegen ontvangbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

De betrokkene beschikt dan over twee maanden om zijn aangifte te rechtvaardigen of te wijzigen. Als binnen die twee maanden de betrokkene zich niet heeft gerechtigd of zijn aangifte niet heeft gewijzigd, wordt hem een laatste herinnering bij aangetekend schrijven overgemaakt en beschikt hij dan over een laatste termijn van één maand.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering en als zij erom heeft verzocht na de betrokkene gehoord te hebben eventueel vergezeld van de raadsheer van zijn keuze, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan het betrokken raadslid en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld.

Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. »

Art. 8 (voormalig artikel 7). Artikel L1122-9 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L1122-9. Het ontslag uit de functies van gemeenteraadslid wordt schriftelijk medegedeeld aan de raad die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt.

Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad het aanvaardt, en wordt door de gemeentesecretaris medegedeeld aan de betrokkene. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

Art. 9 (voormalig artikel 8). Artikel L1122-11 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Naast de verplichting bedoeld in artikel 26bis, § 5, tweede lid, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, kan de gemeenteraad gemeenschappelijke vergaderingen houden met de raad voor maatschappelijk welzijn. »

Art. 10 (voormalig artikel 9). Artikel L1122-15 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vóór de goedkeuring door de raad van meerderheidspact bedoeld in artikel L1123-1 wordt de raad voorgezeten door het gemeenteraadslid dat aan het einde van de vorige legislatuur de functie van burgemeester, of, bij ontstentenis, een functie van schepen met de hoogste rang of, bij ontstentenis, een functie van raadslid naar de orde van hun anciënniteit in de raad uitoefende. Bij gelijke anciënniteit wordt het oudste lid gekozen onder de politieke formaties die de beginselen van de democratie zoals met name verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, alsmede de door de Grondwet gewaarborgde rechten en vrijheden in acht nemen. Bij ontstentenis wordt de raad voorgezeten door de kandidaat die bij de laatste verkiezingen de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen op de lijst met het grootste kiescijfer. »

Art. 11 (voormalig artikel 10). Artikel L1122-18 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden waaronder een voorrangstabel van de gemeenteraadsleden wordt vastgesteld.

“Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden waaronder de gemeenschappelijke vergaderingen van de gemeenteraad en van de raad voor maatschappelijk welzijn worden georganiseerd.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van artikel L1123-1, § 1, tweede lid, en noemt de bedoelde afgeleide mandaten op.

De gemeenteraad keurt in zijn huishoudelijk reglement beroeps- en ethiekregels goed.

Deze regels bekrachtigen met name de weigering om een mandaat dat niet volkomen zou kunnen uitgeoefend worden, te aanvaarden, de regelmatige deelname aan de vergaderingen van de raad, van het college en van de commissies, de verhoudingen tussen de gekozenen en het plaatselijke bestuur, het welwillend gehoor en de informatie van de bewoner. »

Art. 12 (voormalig artikel 11). In artikel L1122-19 worden de woorden "en de burgemeester" vervangen door de woorden "en het college".

Art. 13 (voormalig artikel 12). Artikel L1122-24 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Elk agendapunt waarvoor een beslissing moet worden genomen, moet onder de voorwaarden bepaald in het huishoudelijk reglement vergezeld gaan van een beraadslagingsontwerp.

Het gemeenteraadslid dat vraagt om een punt dat aanleiding geeft tot een beslissing op de agenda te plaatsen, voegt een beraadslagingsontwerp bij zijn aanvraag.

Art. 14 (voormalig artikel 13). Hoofdstuk III, afdelingen 1 en 2, van Boek I, van het eerste deel dat de artikelen L1123-1 tot en met L1123-14 wordt vervangen als volgt :

HOOFDSTUK III. — *De burgemeester en het gemeentecollege*

Afdeling 1. — De politieke fracties en de meerderheidspact

Art. L1123-1. § 1. Het raadslid of de raadsleden gekozen op dezelfde lijst gedurende de verkiezingen vormen een politieke fractie waarvan de benaming die van voornoemde lijst is.

Het gemeenteraadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie aftreedt, is van rechtwege ontslagnemend van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende wegens zijn hoedanigheid van gemeenteraadslid.

Voor de toepassing van dit artikel en van artikel L1123-4 wordt dit raadslid beschouwd als reeds behorend tot de verlaten politieke fractie.

§ 2. Uiterlijk 15 december na de verkiezingen worden het of de pactontwerpen aan de gemeentesecretaris overhandigd.

Het pactontwerp omvat de aanwijzing van de politieke fracties die erbij betrokken zijn, de identiteit van de burgemeester, de schepenen alsmede die van de voorzitter van de gepolste raad voor maatschappelijk welzijn indien de wetgeving die op hem van toepassing is, zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet. In die pact worden personen met verschillend geslacht voorgedragen.

Het pactontwerp wordt getekend door het geheel van de erin aangewezen personen en door de meerderheid van de leden van elke politieke fractie waaronder minstens één lid wordt voorgedragen om deel te nemen aan het college.

Wanneer een fractie alleen uit twee leden bestaat, wordt het pactontwerp door minstens één van beide ondertekend.

Het pactontwerp dat de vorige leden niet conform is, is nietig.

De handtekening van een raadslid op een pactontwerp dat niet door de meerderheid van zijn politieke fractie wordt ondertekend, is nietig.

§ 3. Het meerderheidspact wordt aangenomen bij meerderheid van de aanwezige leden van de raad uiterlijk binnen drie maanden na de geldigheidsdatum van de verkiezingen.

§ 4. Indien geen meerderheidspact ingediend is noch goedgekeurd is binnen drie maanden na de geldigverklaring van de verkiezingen, kan een Regeringscommissaris worden aangeduid. Hij handelt de lopende zaken rechtens het college af, dat deze opdracht krachtens artikel L1121-2 vervulde.

Het punt betreffende de goedkeuring van het meerderheidspact wordt tot zijn goedkeuring geplaatst op de agenda van elke raad.

Art. L1123-2. Tijdens de legislatuur kan een aanhangsel bij de meerderheidspact aangenomen worden om te voorzien in de definitieve vervangen van een lid van het college in de gevallen bedoeld in de artikelen L1123-6, L1123-7, L1123-12, L1125-2 en L1125-7 of in de aanwijzing van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn indien de op hem toepasselijke wetgeving in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet.

Het aanhangsel wordt bij meerderheid van de aanwezige leden van de raad aangenomen.

Het nieuwe lid van het college voltooit het mandaat van het lid dat het vervangt.

Afdeling 2. — Het gemeentecollege

Art. L1123-3. Het college bestaat uit de burgemeester, de schepenen en de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn indien de wetgeving die op hem van toepassing is, in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet.

Het bestaat uit personen met verschillend geslacht.

Het college is verantwoordelijke voor de raad.

Art. L1123-4. § 1. Van rechtswege tot burgemeester gekozen wordt het raadslid met de Belgische nationaliteit dat de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen op de lijst met de meeste stemmen onder de politieke fracties die betrokken zijn bij het meerderheidspact aangenomen krachtens artikel L1123-1.

Bij staking van stemmen is de orde van de lijst doorslaggevend.

§ 2. Indien het in § 1 bedoelde raadslid ervan afziet deze functie uit te oefenen of, onverminderd artikel L1123-4, als hij definitief ophoudt deze functie uit te oefenen, wordt van rechtswege tot burgemeester gekozen, het raadslid met de Belgische nationaliteit dat, na hem, binnen dezelfde politieke fractie, de meeste stemmen bij de laatste verkiezingen heeft verkregen enzovoorts.

Als alle raadsleden van de politieke fractie die partij is bij het meerderheidsakkoord en die de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen bij de laatste verkiezingen, ervan afzien deze functie uit te oefenen, wordt tot burgemeester gekozen het raadslid dat de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen in de politieke fractie, die partij is bij het meerderheidsakkoord en dat het tweede stemmental bij de laatste verkiezingen heeft verkregen.

§ 3. Het raadslid dat ervan afziet de functie van burgemeester die hem krachtens §§ 1 en 2 toevertrouwd is, uit te oefenen of dat ervan afziet, nadat het die functie uitgeoefend heeft, mag geen lid zijn van het gemeentecollege tijdens de legislatuur.

Art. L1123-5. Bij ontstentenis of verhindering van de burgemeester, wordt zijn ambt waargenomen door de schepenen met de Belgische nationaliteit die door de burgemeester gemachtigd is. Bij ontstentenis wordt hij vervangen door de schepenen met de Belgische nationaliteit die de eerste in rang is.

Als verhinderd wordt de burgemeester beschouwd, die het ambt van minister, staatssecretaris, lid van een Regering of gewestelijk staatssecretaris uitoefent tijdens de uitoefening van dat ambt.

Art. L1123-6. De Regering of haar gemachtigde kan de burgemeester wegens kennelijk wangedrag of grove nalatigheid schorsen of afzetten die vooraf zal worden gehoord. De schorsing mag drie maanden niet overschrijden.

De afgezette burgemeester mag niet tijdens dezelfde legislatuur herverkozen worden.

Art. L1123-7. Het ontslag uit de functies van burgemeester wordt schriftelijk medegedeeld aan de raad die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt.

Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad het aanvaardt.

De burgemeester verliest deze hoedanigheid als hij ophoudt deel uit te maken van de raad.

Art. L1123-8. § 1^{er}. De voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn heeft, indien de op hem toepasselijke wetgeving in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet, zitting met raadgevende stem binnen het college, behalve bij uitoefening van het toezicht op de beslissingen van de raad voor maatschappelijk welzijn. In dit geval wordt hij op zijn verzoek of op verzoek van het college gehoord maar hij neemt geen deel aan de beraadslagingen.

Als hij er geen lid van is, heeft hij zitting met raadgevende stem binnen de gemeenteraad.

De gemeenteraad kan beslissen het in artikel L1123-9 bedoelde aantal aanwezige schepenen in het gemeentecollege met één eenheid te verminderen.

Bij de volledige vernieuwing van de gemeenteraden wordt het in artikel L1123-9 bepaalde aantal schepenen overeenkomstig artikel L1121-3 met één eenheid verminderd in de gemeenten met minstens 20 000 inwoners.

De voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn oefent zijn eigen bevoegdheden uit. Zoals de andere leden van het college werkt hij meer aan de verdeling van de schepenenbevoegdheden, indien de wetgeving die op hem van toepassing is, in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet.

§ 2. De schepenen worden onder de leden van de raad gekozen.

Er wordt van de in het vorige lid bedoelde regel afgeweken voor één van de schepenen als alle raadsleden van de politieke fracties gebonden door het meerderheidspact van hetzelfde geslacht zijn. De aldus aangewezen schepen is in ieder geval stemgerechtigd in het college. Hij heeft zitting met raadgevende stem binnen de raad.

Wanneer een schepen geen lid is van de raad, moet hij de verkiesbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel L4125-1 vervullen en behouden.

Het meerderheidspact vermeldt de politieke fractie waartoe de buiten de raad gekozen schepen behoort.

§ 3. Van rechtswege tot schepenen worden gekozen, de raadsleden van wie de identiteit vermeld staat op de lijst bedoeld in het krachtens artikel L1123-1 aangenomen meerderheidspact.

De rang van de schepenen wordt bepaald door hun plaats op de lijst bedoeld in de meerderheidspact.

Art. L1123-9. Er zijn :

- twee schepenen in de gemeenten van minder dan 1 000 inwoners;
- drie schepenen in de gemeenten van 1 000 tot 4 999 inwoners;
- vier schepenen in de gemeenten van 5 000 tot 9 999 inwoners;
- vijf schepenen in de gemeenten van 10 000 tot 19 999 inwoners;
- zes schepenen in de gemeenten van 20 000 tot 29 999 inwoners;
- zeven schepenen in de gemeenten van 30 000 tot 49 999 inwoners;
- acht schepenen in de gemeenten van 50 000 tot 99 999 inwoners;
- negen schepenen in de gemeenten van 1 000 000 tot 199 999 inwoners;
- tien schepenen in de gemeenten van 200 000 en meer.

Art. L1123-10. § 1. De afwezige of verhinderde schepen wordt voor de verhinderingsperiode op de voordracht van het college vervangen door een raadslid aangewezen door de raad onder de raadsleden van de politieke fractie waartoe hij behoort. Bij onstentenis kan hij vervangen worden door een raadslid afkomstig van een andere politieke fractie gebonden bij het meerderheidspact.

Voor de toepassing van deze regel wordt rekening gehouden met de in artikel L1125-2 bedoelde onverenigbaarheden.

De afwezige of verhinderde schepen wordt onder de voorwaarden bepaald bij artikel L1123-8, § 2, tweede lid, vervangen door een buiten de raad gekozen schepen behorend tot dezelfde politieke fractie als alle leden van het college en alle raadsleden die behoren tot de politieke fracties gebonden door het meerderheidspact, van hetzelfde geslacht zijn.

§ 2. Als verhinderd wordt de schepen beschouwd, die het ambt van minister, staatssecretaris, lid van een Regering of gewestelijk staatssecretaris uitoefent tijdens de uitoefening van dat ambt.

De schepen die bij de geboorte of de adoptie van een kind ouderschapsverlof wenst op te nemen, wordt op eigen verzoek, schriftelijk gericht aan het college, vervangen tijdens de periode bedoeld in artikel L1122-6.

Art. L1123-11. Het ontslag uit de functies van schepenen wordt schriftelijk medegedeeld aan de raad, die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt.

Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad het aanvaardt.

Art. L1123-12. De schepen die bij zijn verkiezing lid van de raad is, verliest deze hoedanigheid als hij ophoudt deel uit te maken van de raad.

Art. L1123-13. De Regering of haar gemachtigde kan een schepen wegens kennelijk wangedrag of grove nalatigheid schorsen of afzetten, die vooraf zal worden gehoord. De schorsing mag drie maanden niet overschrijden.

De afgezette schepen mag niet tijdens dezelfde gemeentel legislatuur herverkozen worden.

Afdeling 3. — De uitvoering van de verantwoordelijkheid van het gemeentecollege

Art. L1123-14. § 1. Het college zoals elk van zijn leden is verantwoordelijk voor de raad.

De raad kan een motie van wantrouwen aannemen tegen het college of tegen één of meer van zijn leden.

Deze motie is ontvankelijk indien zij een opvolger voor het college, aan één of meer van zijn leden volgens het geval voordraagt.

Wanneer ze het geheel van het college betreft, is ze slechts ontvankelijk als ze ingediend wordt door minstens de helft van de raadsleden van elke politieke fractie die een alternatieve meerderheid vormt.

In dit geval vormt het voordragen van een opvolger aan het college een nieuw meerderheidspact.

Wanneer ze één of meer leden van het college betreft, is ze slechts ontvankelijk als ze ingediend wordt door minstens de helft van de raadsleden van elke politieke fractie die meewerken aan het meerderheidspact.

De stemming over de motie mag pas aan het einde van een termijn van minimum drie dagen volgend op haar overhandiging aan de gemeentesecretaris gebeuren.

Ze kan slechts bij meerderheid van de leden van de raad aangenomen worden.

De aanneming van de motie leidt tot het ontslag van het college of van het/de betwiste lid/leden en tot de verkiezing van het nieuwe college of van zijn nieuw(e) lid(leden).

§ 2. Wanneer een in § 1 bedoelde motie tegen de burgemeester is gericht worden de regels bedoeld in artikel L1123-4 voor zijn vervanging toegepast voor zover de burgemeester tegen wie een motie van wantrouwen is gestemd, niet meer in aanmerking wordt genomen.

§ 3. Een motie van wantrouwen betreffende het geheel van het college mag niet ingediend worden vóór het verval van een termijn van een anderhalf jaar volgend op de installatie van het gemeentecollege.

Wanneer een motie van wantrouwen tegen het geheel van het college door de raad is aangenomen, mag geen nieuwe gezamenlijke motie van wantrouwen ingediend worden vóór het verval van een termijn van één jaar.

Geen motie van wantrouwen betreffende het geheel van het college mag ingediend worden na 30 juni van het jaar vóór de verkiezingen. »

Art. 15 (voormalig artikel 14). De afdelingen 3, 4, 5 en 6 van hoofdstuk 3, Boek I, van het eerste deel worden respectievelijk de afdelingen 4, 5, 6 en 7.

Art. 16 (voormalig artikel 15). Artikel L1123-16 wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden "tenzij de vervangen burgemeester verhinderd is wegens ziekte of vervulling van een onbezoldigde openbare dienst" geschrapt;

2° het derde lid wordt vervangen door volgende bepaling :

« De verhinderde burgemeester of schepen krijgt geen wedde voor de periode waarin hij verhinderd is wordt tenzij hij voor ziekte vervangen is. »

Art. 17 (voormalig artikel 15bis). Artikel L1123-17 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L1123-17. § 1. De som van de burgemeesters- of schepenenwedde en van de vergoedingen, wedden, aanwezigheids gelden en andere voordelen bepaald door de Regering, die de burgemeester of schepen genieten als vergoeding van activiteiten die zij buiten hun mandaat uitoefenen, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoedingen van de leden van de Kamer der volksvertegenwoordigers en de Senaat.

In dit bedrag worden meeberekend, de vergoedingen, wedden, aanwezigheids gelden en andere voordelen bepaald door de Regering die voortvloeien uit de uitoefening van een openbaar mandaat, een openbare functie of een openbaar ambt van politieke aard.

Onder afgeleid mandaat wordt verstaan elke functie uitgeoefend door een gemachtigde bedoeld in dit Wetboek binnen een rechtspersoon of een feitelijke vereniging en die hem toevertrouwd is wegens zijn oorspronkelijk mandaat ofwel door de overheid waarin hij dit mandaat uitoefent, ofwel op elke andere wijze.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van de wedde van de burgemeester of van de schepen en/of van de vergoedingen, wedden of aanwezigheids gelden of andere voordelen bepaald door de Regering die genoten zijn als vergoedingen van activiteiten die zij buiten zijn mandaat uitoefent, dienovereenkomstig verminderd.

De burgemeesters en schepenen moeten binnen zes maanden na hun eedaflegging de openbare mandaten, openbare functies, openbare afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die ze buiten hun mandaat hebben uitgeoefend, en de vergoedingen, wedden, aanwezigheids gelden en andere voordelen bepaald door de Regering die ze krachtens deze laatste hebben genoten, bij de gemeentesecretaris aangeven.

De burgemeesters en schepenen moeten elke verandering tijdens de legislatuur betreffende de openbare mandaten, openbare functies, openbare afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die ze buiten hun mandaat hebben uitgeoefend, en de vergoedingen, wedden, aanwezigheids gelden en andere voordelen bepaald door de Regering die ze krachtens deze laatste hebben genoten, bij de gemeentesecretaris aangeven.

De gemeentesecretaris maakt deze aangiften, vergezeld in voorkomend geval van een verminderingplan, over aan de Regering of aan haar afgevaardigde.

Indien het in het eerste lid bedoelde maximumbedrag overschreden wordt, zal de Regering of haar afgevaardigde in de vorm en binnen de termijnen bepaald door de Regering ervoor zorgen dat de in het vierde lid bedoelde vermindering tot het passende beloop uitgevoerd wordt.

De burgemeester of de schepen zal eerst gehoord worden door de Regering of haar gemachtigde of een vertegenwoordiger van deze laatste.

De gemeente en de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen die schuldenaar zijn van de vergoedingen, wedden, aanwezigheids gelden en andere voordelen bepaald door de Regering, zijn gehouden over te gaan tot de vermindering op de sommen en ten belope van de door de Regering of haar gemachtigde opgelegde bedragen.

De burgemeester of de schepen die verzuimt één of meer bezoldigde mandaten aan te geven of dat een valse aangifte indient, houdt op deel te maken van de gemeenteraad.

Volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, deelt de Regering of haar gemachtigde de betrokkene tegen ontvangstbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

De betrokkene beschikt dan over twee maanden om zijn aangifte te rechtvaardigen of te wijzigen. Als binnen die twee maanden de betrokkene zich niet heeft gerechtigd of zijn aangifte niet heeft gewijzigd, wordt hem een laatste herinnering bij aangetekend schrijven overgemaakt; hij beschikt dan over een laatste termijn van één maand.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering en als zij erom heeft verzocht na de betrokkene gehoord te hebben eventueel vergezeld van de raadsheer van zijn keuze, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan de betrokken burgemeester of schepen en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de geëördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld.

Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel.

De Regering of haar gemachtigde zal volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een jaarlijks verslag over de toepassing van dit artikel bekendmaken.

« § 2. Jaarlijks moeten de burgemeesters en schepenen vóór 1 april van het volgende jaar een schriftelijke aangifte indienen bij de Regering of haar gemachtigde in de vormen en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, waarin zij alle mandaten, leidende functies of beroepen, ongeacht de aard, vermelden, die ze tijdens het vorige jaar hebben uitgeoefend zowel in de openbare sector als voor rekening van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, van elke instelling of feitelijke vereniging gevestigd in België of in het buitenland.

Die aangifte bepaalt voor elk mandaat, functie of beroep of het al dan niet bezoldigd wordt, en de voor de uitoefening van elk openbaar en privaat mandaat jaarlijks geïnde bedragen.

De Regering of haar gemachtigde maakt de in het eerste lid bedoelde aangiften bekend overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De burgemeester of de schepenen die verzuimt één of meer mandaten aan te geven of die een valse aangifte indient, houdt op deel te maken van de gemeenteraad.

De Regering of haar gemachtigde deelt de betrokkene tegen ontvangstbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

De betrokkene beschikt dan over twee maanden om zijn aangifte te rechtvaardigen of te wijzigen. Als binnen die twee maanden de betrokkene zich niet heeft gerechtvaardigd of zijn aangifte niet heeft gewijzigd, wordt hem een laatste herinnering bij aangetekend schrijven overgemaakt; hij beschikt dan over een laatste termijn van één maand.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering en als zij erom heeft verzocht na de betrokkene gehoord te hebben eventueel vergezeld van de raadsheer van zijn keuze, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan de betrokken burgemeester of schepenen en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld.

Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. »

Art. 18 (voormalig artikel 16). Artikel L1125-1 wordt gewijzigd als volgt :

1° De eerste zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt : "De volgende personen mogen niet deel uitmaken van de gemeenteraden noch van de gemeentecolleges .:"

2° in punt 5° van het eerste lid worden de woorden "en de dienstplichtigen" geschrapt;

3° in het eerste lid worden de volgende punten toegevoegd :

"9° de leden van de hoven, rechtbanken, parketten en de griffiers van de rechterlijke orde;

10° de raadsheren van de Raad van State;

11° de secretarissen en ontvangers van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, waarvoor de gemeente bevoegd is. »;

4° in het tweede lid worden de woorden "en met 8°" worden vervangen door de woorden "en met 11°".

Art. 19 (voormalig artikel 17). Artikel L1125-2 wordt gewijzigd als volgt :

1° het derde lid wordt vervangen door volgende bepaling :

« Naast de in artikel L1125-1 bedoelde onverenigbaarheden kunnen de volgende personen geen lid zijn van het gemeentecollege :

1° de bedienaren van de erediensten en vrijzinnige afgevaardigden;

2° de agenten der fiscale besturen, in de gemeenten die tot hun werk- of ambtsgebied horen, behoudens door de regering toegestane afwijking;

3° de echtgenoot of de wettelijke samenwonende van de secretaris of van de gemeentelijke ontvanger. »;

2° in het tweede lid worden de woorden "Vanaf 8 oktober 2006" vervangen door de woorden "Voor 2006".

Art. 20 (voormalig artikel 18). Artikel L1125-3 wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "of wettelijke samenwonenden" toegevoegd na de woorden "of echtgenoten" en worden de woorden "of twee echtgenoten" vervangen door de woorden ", twee echtgenoten of twee wettelijke samenwonenden";

2° in het tweede lid worden de woorden "of twee echtgenoten" vervangen door de woorden ", twee echtgenoten of twee wettelijke samenwonenden";

3° in het vijfde lid worden de woorden "of bij het wettelijk samenwonen" ingevoegd tussen de woorden "huwelijk" en de woorden "tussen raadsleden";

4° in het zevende lid worden de woorden "leden van het college" geschrapt.

Art. 21 (voormalig artikel 19). Artikel L1125-7 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L1125-7. Het college dat feiten vaststelt die van dien aard zijn dat ze de in de artikelen L1125-5 en L1125-6 bedoelde onverenigbaarheden tot gevolg hebben, stelt er de raad in kennis van en deelt deze feiten onmiddellijk aan de Regering mede.

De Regering of haar gemachtigde waarbij de zaak krachtens het vorige lid of van ambtswege anhangig werd gemaakt, deelt de betrokkenen tegen ontvangstbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze de onverenigbaarheid als gevolg hebben.

Op zijn vroegst acht dagen na ontvangst van de in het vorige lid bedoelde kennisgeving en als ze daarom heeft verzocht en na de betrokkene, eventueel vergezeld van de raadsheer van zijn keuze gehoord te hebben, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan het betrokken raadslid en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

Art. 22 (voormalig artikel 20). In artikel L1125-10 worden de woorden "en de burgemeester" vervangen door de woorden "en het college".

Art. 23 (voormalig artikel 21). Artikel L1126-1 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L1126-1. § 1. De gemeenteraadsleden, de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel L1122-8, de leden van het gemeentecollege leggen vóór hun ambtsaanvaarding de volgende eed af: " Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk. "

§ 2. Deze eed wordt in openbare vergadering afgelegd.

De gemeenteraadsleden leggen de eed af in handen van de voorzitter van de raad.

Na goedkeuring van een meerderheidspact legt de kandidaat-burgemeester de eed af in handen van de voorzitter van de raad.

Als de burgemeester wiens naam op de goedgekeurde meerderheidspact vermeld staat, de belaste burgemeester is, legt hij de eed af in handen van de eerste belaste schepen.

De schepenen leggen vóór hun ambtsaanvaarding de eed af in handen van de burgemeester. »

Art. 24 (voormalig artikel 21bis).

1. In artikel L1312-1 wordt het tweede lid vervangen door volgende bepaling :

« Jaarlijks vergadert de gemeenteraad in de loop van het eerste kwartaal om de jaarrekeningen van het vorige dienstjaar af te wikkelen.

Die jaarrekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultaatrekening en de balans.

Het in artikel L1122-23 bedoelde verslag wordt bij de rekeningen gevoegd samen met de lijst van de aannemers van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvoor de gemeenteraad de gunningswijze heeft gekozen en de voorwaarden heeft bepaald ».

2. In artikel L2231-8 wordt het eerste lid vervangen door volgende bepaling :

« Jaarlijks bepaalt de provincieraad de rekeningen van de provincie voor het vorige boekjaar. De jaarlijkse rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultaatrekeningen en de balans alsmede de lijst van de aannemers van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvoor de provincieraad de gunningswijze heeft gekozen en de voorwaarden heeft bepaald. »

HOOFDSTUK II. — *De districten*

Art. 25 (voormalig artikel 22). In artikel L1412-1, wordt § 3 vervangen door volgende bepaling :

§ 3. De bepalingen van de artikelen L1121-2, L1122-2, L1122-3, derde lid, L1122-4, L1122-5, L1122-6, L1122-7, § 1, L1122-8, L1122-9, L1123-10, L1125-1, L1125-3, L1125-5, L1125-6, L1125-7, L1126-1 en L1126-2 betreffende de gemeenteraden en hun leden zijn van overeenkomstige toepassing op de districtsraden en hun leden, evenwel met dienverstande dat :

1° in artikel L1122-5, artikel L1122-6, artikel L1125-5, artikel L1125-6 en artikel L1125-7, de woorden "het gemeentecollege" of "het college" vervangen moeten worden door de woorden "het bureau van de districtsraad";

2° in artikel L1126-1 de woorden "de burgemeester" vervangen moeten worden door de woorden "de voorzitter van de districtraad".

Art. 26 (voormalig artikel 23). Artikel L1413-1 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L1413-1. § 1. De districtsraden kiezen uit hun midden een voorzitter en de leden van het bureau. Een lid van het gemeentecollege zit de installatievergadering voor tot wanneer het bureau wordt verkozen. De verkiezing gebeurt door goedkeuring van akte van voordracht van kandidaten. De verkozenen van de raad kunnen een dergelijke akte voordragen. Ze moeten daartoe deze gedagtekende akte in handen van de voorzitter neerleggen uiterlijk drie dagen vóór de vergadering van de raad waar de verkiezing van het bureau op de agenda staat. Om ontvankelijk te zijn, moet op een akte van voordracht zoveel kandidaten voorkomen als er leden en een kandidaat van elk geslacht deel uitmaken van het bureau van de districtsraad. De akte van voordracht moet ondertekend zijn door een meerderheid van hen die op dezelfde lijst werden verkozen en door de kandidaten die op de voordrachtlijst voor het bureau voorkomen. Ook ingeval op de voordrachtlijst kandidaten voorkomen die verkozen werden op verschillende lijsten, moet de akte telkens ondertekend zijn door de meerderheid van de verkozenen van elke lijst waarvan zich een verkozenen als kandidaat op de akte van voordracht voor het districtsbureau bevindt. Ingeval de lijst waarop het kandidaat-bureaulid voorkwam slechts twee verkozenen telt, volstaat, voor de naleving van het voorgaande, de handtekening van één onder hen. Behoudens in geval van overlijden van, of afstand van het mandaat van districtsraadslid door een voorgedragen kandidaat, kan niemand meer dan één akte van voordracht ondertekenen. Ingeval van overlijden van, of afstand van het mandaat van districtsraadslid door een voorgedragen kandidaat kunnen er, tot op de samenkomst van de districtsraad ter verkiezing van het bureau, nieuwe lijsten worden ingediend bij de voorzitter van de vergadering. Deze akten moeten aan de bovenvermelde voorwaarden beantwoorden. De eerste op de akte van voordracht vermelde kandidaat wordt bij verkiezing automatisch voorzitter van de districtsraad. De rangorde van de leden van het bureau stemt overeen met de rangorde waarin de lijst werd opgemaakt.

Voor een op de akte vermelde lid kan worden afgeweken van de verplichting om de voorzitter en de leden van het bureau binnen de districtsraad te kiezen om alzo de aanwezigheid van een lid van elk geslacht binnen het bureau te waarborgen. De voorzitter of het lid van het bureau dat geen lid is van de districtsraad moet voldoen aan de kiesbaarheidsvoorwaarden bepaald in artikel L1412-1. Hij is stemgerechtigd in het bureau en hij heeft zitting in de raad met raadgevende stem.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid. Wanneer er slechts één lijst werd voorgedragen, geschiedt de stemming in één rondestemming. In elk ander geval en indien na twee stemmingen geen akte de meerderheid heeft verkregen, geschiedt de herstemming over de twee lijsten die de meeste stemmen hebben behaald. Staken de stemmen bij herstemming dan is de akte die de jongste kandidaat bevat, verkozen.

Deze installatievergadering wordt samengeroepen door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente, ten laatste op 31 januari van het jaar volgend op de verkiezingen.

§ 2. Bij een tussentijdse vacature voor het lidmaatschap van het bureau of het voorzitterschap tengevolge van ontslag of overlijden, gaat de raad binnen drie maanden over tot de opvolging.

De verkozenen voor de raad kunnen daartoe kandidaten voordragen. Hiervoor dient per mandaat een gedagtekende akte van voordracht te worden neergelegd in de handen van de voorzitter van de raad, uiterlijk drie dagen voor de vergadering waar de verkiezing op de agenda staat.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de akten van voordracht ten minste ondertekend zijn door een meerderheid van hen die op dezelfde lijst zijn verkozen en door de voorgedragen kandidaat die van hetzelfde geslacht moet zijn als de vervangen raadsheer, tenzij de kandidaat van het geslacht is dat het minst vertegenwoordigd is in het bureau. Ingeval de akte waarop het kandidaat-bureaulid of de kandidaat-voorzitter voorkomen slechts twee verkozenen telt, volstaat, voor de naleving van het voorgaande, de handtekening van één onder hen. Behoudens ingeval van overlijden van, of afstand van het mandaat van districtsraadslid door een voorgedragen kandidaat, kan niemand meer dan één akte van voordracht ondertekenen.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid door zoveel afzonderlijke stemmingen als er tijdens de vergadering van de raad mandaten te begeven zijn.

Wanneer voor een te begeven mandaat slechts één kandidaat werd voorgedragen geschiedt de stemming in één ronde. In elk ander geval en indien na twee stemmingen geen kandidaat de meerderheid heeft verkregen, geschiedt de herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Staken de stemmen bij herstemming dan is de akte die de oudste kandidaat bevat, verkozen.

Als het bij het overgaan tot de laatste verkiezing blijkt dat de leden van het bureau alle van hetzelfde geslacht zijn, worden één of meer kandidaten van het andere geslacht mondeling voorgedragen. De aldus voorgedragen kandidatuur kan die zijn van een persoon die geen lid is van de raad en voldoet dan aan de voorwaarden bepaald in § 1, tweede lid. Dit laatste lid wordt bij volstreekte meerderheid van de leden van de raad verkozen.

§ 3. Het aantal leden van het bureau, met inbegrip van de voorzitter, wordt bepaald op twee derde van het aantal te verkiezen leden, met een maximum van vijf. Bij breuk wordt afgerond naar het hoger aantal. Artikel L1121-3 is van overeenkomstige toepassing.

§ 4. De bepalingen van de artikelen L1121-2, L1123-3, L1123-5, L1123-7, L1123-10, L1123-11, L1123-1, L1123-13, L1123-15, L1123-16, L1123-18, L1125-2, L1125-4, L1126-1 en L1126-2 zijn voorzover zij respectievelijk de burgemeester en de schepenen betreffen ook van toepassing respectievelijk op de voorzitter en op de leden van het bureau met dien verstande dat :

1° in artikel L1123-10 worden de woorden "het college" vervangen door de woorden "het bureau".

2° de wedde van de leden van het bureau en van de voorzitter wordt bepaald door de regering, daarbij kan rekening gehouden worden met de omvang van de bevoegdheden die aan de districten toegewezen worden, alsook met het inwonersaantal van het district;

3° de in artikel L1123-11 voor het ontslag van een schepenen opgenomen regeling zowel geldt voor de voorzitter als voor de leden van het bureau; Het ontslag wordt bij de districtsraad ingediend.

4° de in artikel L1123-13 voor de schorsing en de afzetting van de schepenen opgenomen bepalingen gelden zowel voor de voorzitter als voor de leden van het bureau.

Art. 27 (voormalig artikel 23bis). In artikel L2212-7 wordt er een paragraaf twee en een paragraaf drie, luidend als volgt, toegevoegd :

« § 2. De som van het aanwezigheidsgeld van het provincieraadslid en van de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen zoals door de regering omschreven, die het provincieraadslid geniet ter vergoeding van activiteiten die buiten het mandaat om zijn uitgeoefend, is gelijk aan of lager dan anderhalve keer het bedrag van de parlementaire vergoeding die genoten wordt door de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat.

Voor de berekening van dat bedrag worden in overweging genomen, de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen zoals omschreven door de regering, voortvloeiend uit de uitoefening van een openbaar mandaat, een openbare functie, een afgeleid openbaar mandaat of een openbaar ambt van politieke aard.

Onder afgeleid mandaat wordt elke functie verstaan die uitgeoefend wordt door een mandataris zoals bedoeld in dit Wetboek, in een rechtspersoon of een feitelijke vereniging die hij op grond van zijn oorspronkelijk mandataat gekregen heeft of van het orgaan waarin hij dat mandaat uitoefent, dan wel op om het even welke andere manier.

Indien het grensbedrag vastgesteld in lid één overschreden wordt, wordt het bedrag van het aanwezigheidsgeld van het provincieraadslid en/of van de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen zoals door de regering omschreven, die genoten worden ter vergoeding van activiteiten die buiten het mandaat om zijn uitgeoefend, tot het maximumbedrag verminderd.

Het provincieraadslid is ertoe gehouden binnen de zes maanden na zijn eedaflegging bij de provinciegriffier aangifte te doen van zijn openbare mandaten, openbare functies, openbare afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die het buiten zijn mandaat om heeft uitgeoefend, evenals van de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen, zoals omschreven door de regering, die het ter uitvoering ervan genoten heeft.

Het provincieraadslid is ertoe gehouden bij de provinciegriffier aangifte te doen van elke wijziging die in de loop van de legislatuur optreedt in zijn openbare mandaten, openbare functies, openbare afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die het buiten zijn mandaat om heeft uitgeoefend, evenals van de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen, zoals omschreven door de regering, die het ter uitvoering ervan genoten heeft.

De provinciegriffier maakt die aangiften, samen met, indien nodig, een verminderingsplan, aan de regering of haar gemachtigde over.

Wordt het grensbedrag vastgesteld in lid één overschreden, waakt de regering of haar gemachtigde er in de vorm en binnen de termijn vastgesteld door de regering over dat de vermindering doorgevoerd wordt tot het maximumbedrag is bereikt, zoals bedoeld in lid vier.

De provinciegriffier wordt vooraf gehoord door de regering of haar gemachtigde of haar vertegenwoordiger.

De provincie en de privaot- of publiekrechtelijke rechtspersonen die wedden, vergoedingen, aanwezigheidsgelden en andere voordelen zoals omschreven door de regering, verschuldigd zijn, worden ertoe gehouden op die sommen de bedragen in te houden die de regering of haar gemachtigde bevolen heeft.

Het provincieraadslid dat nalaat om van één of meerdere bezoldigde mandaten aangifte te doen of die een valse aangifte indient, houdt op deel uit te maken van de provincieraad.

Op de door de regering vastgestelde wijze maakt de regering of haar gemachtigde betrokkene tegen bericht van ontvangst een kennisgeving over van de feiten die tot het verval aanleiding geven.

Vervolgens beschikt betrokkene over twee maanden om zijn aangifte te verantwoorden of te wijzigen. Als betrokkene zich niet heeft verantwoord of zijn aangifte niet heeft gewijzigd op het einde van die twee maanden, wordt hem bij aangetekend schrijven een laatste herinnering overgemaakt; vervolgens beschikt hij over een laatste termijn van één maand.

Als betrokkene met kennis van de reden van zijn verval, zelfs bij uitblijven van elke kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen, wordt hij bestraft met de straffen bepaald bij artikel 262 van het Strafwetboek.

Op de door de regering vastgestelde wijze en, indien hij erom verzoekt, na betrokkene, eventueel bijgestaan door de raadsman van zijn keuze, te hebben gehoord, stelt de regering of haar gemachtigde het verval in een gemotiveerde beslissing vast. Van die beslissing wordt door de regering of haar gemachtigde kennis gegeven aan het betrokken raadslid en aan het college, dat de raad erover inlicht. Tegen die beslissing kan een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep ingediend worden.

Het moet binnen de acht dagen na kennisgeving ervan ingediend worden.

De regering of haar gemachtigde zal op de door de regering vastgestelde wijze jaarlijks een verslag indienen over de toepassing van dit artikel.

Deze § 2 geldt niet voor de wedden genoten door de federale ministers en staatssecretarissen en door de leden van een Gewest- of Gemeenschapsregering.

De regering bepaalt de nadere regels en de termijnen voor de naleving van dit artikel.

§ 3. Jaarlijks is het provincieraadslid ertoe gehouden om in de vorm en op de wijze vastgesteld door de regering vóór 1 april van het daarop volgende jaar een schriftelijke verklaring bij de regering of haar gemachtigde in te dienen waarin het alle mandaten, leidende functies of beroepen vermeldt, ongeacht de aard ervan, die het in de loop van het vorige jaar uitgeoefend heeft, zowel bij de overheid als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, van elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland.

In die verklaring wordt voor elk mandaat, elke functie of elk beroep aangegeven of het al dan niet bezoldigd is, evenals welke bedragen jaarlijks voor de uitoefening van elk openbaar mandaat genoten wordt.

De regering of haar gemachtigde maakt de verklaringen zoals bedoeld in lid één op de door de regering vastgestelde wijze bekend.

Het provincieraadslid dat nalaat om van één of meerdere mandaten aangifte te doen of dat een valse aangifte indient, houdt op deel uit te maken van de provincieraad.

Op de door de regering vastgestelde wijze maakt de regering of haar gemachtigde betrokkene tegen bericht van ontvangst een kennisgeving over van de feiten die tot het verval aanleiding geven.

Als betrokkene met kennis van de reden van zijn verval, zelfs bij uitblijven van elke kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen, wordt hij bestraft met de straffen bepaald bij artikel 262 van het Strafwetboek.

Vervolgens beschikt betrokkene over twee maanden om zijn aangifte te verantwoorden of te wijzigen. Als betrokkene zich niet heeft verantwoord of zijn aangifte niet heeft gewijzigd op het einde van die twee maanden, wordt hem bij aangetekend schrijven een laatste herinnering overgemaakt; vervolgens beschikt hij over een laatste termijn van één maand.

Op de door de regering vastgestelde wijze en, indien hij erom verzoekt, na betrokkene, eventueel bijgestaan door de raadsman van zijn keuze, te hebben gehoord, stelt de regering of haar gemachtigde het verval in een gemotiveerde beslissing vast. Van die beslissing wordt door de regering of haar gemachtigde kennis gegeven aan het betrokken raadslid en aan het college, dat de raad erover inlicht. Tegen die beslissing kan een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep ingediend worden.

Het moet binnen de acht dagen na kennisgeving ervan ingediend worden.

De regering bepaalt de nadere regels en de termijnen voor de uitvoering van dit artikel. »

Art. 28 (voormalig artikel 23ter).

1. Artikel L4123-6 wordt opgeheven.
2. Artikel L4123-10 wordt opgeheven.
3. Lid één van artikel L4123-11 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *De provincies*

Art. 29 (voormalig artikel 24). In artikel L2212-9 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid één wordt opgeheven;

2° in voormalig lid drie, nu lid twee, worden de woorden "wegens de vervulling van zijn actieve militaire diensttijd of van zijn burgerdienst als gewetensbezwaarde" geschrapt;

3° in voormalig lid vier, nu lid drie, worden de woorden "het eerste en het tweede lid zijn" vervangen door de woorden "Lid één is".

Art. 30 (voormalig artikel 25bis/1). Artikel L2212-11 wordt aangevuld met volgende leden :

« Elk agendapunt waarover beslist dient te worden moet binnen de voorwaarden van het huishoudelijk reglement een ontwerp van beraadslaging en besluit als bijlage hebben.

Het provincieraadslid dat erom verzoek een punt waarover beslist moet worden, in de agenda op te nemen voegt een ontwerp van beraadslaging en besluit bij zijn verzoek. »

Art. 31 (voormalig artikel 25/2). In artikel L2212-11 :

1. wordt lid twee geschrapt;
2. wordt in het nieuwe lid drie volgende volzin toegevoegd :

« Indien de raad in de loop van één jaar minstens tienmaal vergaderd heeft, wordt het aantal raadsleden dat vereist is om de raad bijeen te roepen, tijdens het daarop volgende jaar beperkt tot het kwart der provincieraadsleden. »

Art. 32 (voormalig artikel 25bis). In artikel L2212-14 wordt er een lid twee, luidend als volgt, toegevoegd :

« De raad bepaalt in zijn huishoudelijk reglement regels betreffende deontologie en ethiek. Die regels bekrachtigen meer bepaald de weigering om een mandaat te aanvaarden dat niet ten volle kan worden waargenomen, het regelmatig bijwonen van de raads-, college- en commissievergaderingen, de betrekkingen tussen de verkozenen en het provinciebestuur en het verstrekken van informatie aan de burger. »

Art. 33 (voormalig artikel 26). De artikelen L2212-39 tot en met L2212-44 worden vervangen als volgt :

« *Afdeling 3.* — Het provinciecollege

Onderafdeling 1. — Politieke fracties - Meerderheidspact

Wijze van aanwijzing en statuut van de leden van het provinciecollege

Art. L2212-39. § 1. Het raadslid of de raadsleden die op eenzelfde lijst zijn verkozen bij verkiezingen vormen een politieke fractie met als benaming, de lijstnaam.

Het raadslid dat in de loop van de legislatuur uit zijn politieke fractie ontslag neemt is van rechtswege ontslagnemend uit alle mandaten die het, daarvan afgeleid, wegens zijn hoedanigheid van provincieraadslid.

Voor de toepassing van dit artikel en van artikel L2212-44 wordt dat raadslid beschouwd als verder deel uitmakend van de politieke fractie die het verlaten heeft.

§ 2. Uiterlijk 15 november volgend op de verkiezingen wordt het ontwerp-pact of worden de ontwerp-pacten bij de provinciegriffier ingediend.

In het ontwerp-pact worden de politieke fracties die er deel van uitmaken en de identiteit van de provinciaal gedeputeerden opgegeven. Het betreft personen van beide geslachten.

Het ontwerp-pact wordt door alle daarin vernoemde personen ondertekend, alsook door de meerderheid der leden van elke politieke fractie waarvan minstens één lid voorgedragen wordt om deel van het college uit te maken.

Indien een fractie uit slechts twee leden bestaat, wordt het ontwerp-pact minstens door één van beiden ondertekend.

Het ontwerp-pact dat niet beantwoordt aan vorige leden, is nietig.

Nietig is de ondertekening, door een raadslid, van het ontwerp-pact dat niet ondertekend is door de meerderheid van zijn politieke fractie.

§ 3. Het meerderheidspact wordt door de meerderheid der aanwezige leden goedgekeurd, uiterlijk binnen de drie maanden volgend op de datum van geldigverklaring van de verkiezingen.

§ 4. Zonder indiening van of stemming over een meerderheidspact binnen de drie maanden volgend op de datum van geldigverklaring van de verkiezingen, kan er een regeringscommissaris worden aangesteld. Hij handelt de lopende zaken af in de plaats van het college dat die opdracht waarnam krachtens artikel L2212-43.

Het punt betreffende de goedkeuring van het meerderheidspact wordt, tot het wordt goedgekeurd, overgedragen naar de agenda van elke raadsvergadering.

§ 5. In de loop van de legislatuur kan er een bijvoegsel bij het meerderheidspact worden goedgekeurd om in de definitieve vervanging van een collegelid te voorzien in de gevallen bedoeld in de artikelen L2212-42, §§ 3, 4 en 5, en L2212-44.

Het bijvoegsel wordt door de meerderheid der in de raad aanwezige leden goedgekeurd.

Het nieuwe collegelid voltooit het mandaat van degene die het vervangt.

Art. L2212-40. § 1. Het college bestaat uit zes provinciaal gedeputeerden die voor zes jaar gekozen zijn uit midden van de raad.

Het bestaat uit personen van beide geslachten.

Het college is verantwoordelijk voor de raad.

§ 2. Van de regel bepaald in lid één van vorige paragraaf wordt voor één der provinciaal gedeputeerden afgeweken indien alle raadsleden van de politieke fracties die door het meerderheidspact gebonden zijn, van hetzelfde geslacht zijn. De aldus aangewezen provinciaal gedeputeerde heeft in ieder geval stemrecht in het college. Hij zetelt met raadgevende stem in de raad.

Indien een provinciaal gedeputeerde niet lid is van de raad, dient hij de verkiesbaarheidsvoorwaarden vastgesteld in artikel L4155-1 te vervullen en te blijven vervullen.

Het meerderheidspact wijst de politieke fractie aan waaraan de provinciaal gedeputeerde, die buiten de raad verkozen wordt, toegevoegd wordt.

§ 3. De raadsleden wier identiteit vermeld is op de lijst opgenomen in het meerderheidspact dat overeenkomstig artikel L2212-39 goedgekeurd is, zijn van rechtswege verkozen.

De rang van de provinciaal gedeputeerden wordt bepaald door de plaats die ze innemen op de lijst opgenomen in het meerderheidspact.

Art. L2212-41. De provinciaal gedeputeerden leggen de eed af in de handen van de voorzitter van de provincieraad, staande de vergadering.

Art. L2212-42. § 1. De verhinderde provinciaal gedeputeerde wordt voor de periode die met de verhindering overeenstemt op voordracht van het college vervangen door een raadslid aangewezen uit de raadsleden van de politieke fractie waar hij deel van uitmaakt.

Voor de toepassing van die regel wordt rekening gehouden met de onverenigbaarheden vermeld in artikel L2212-74.

De verhinderde provinciaal gedeputeerde kan onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel L2212-40, § 2, lid twee, vervangen worden door een gedeputeerde van buiten de raad indien alle collegeleden en alle raadsleden van de politieke fracties die door het meerderheidspact gebonden zijn, van hetzelfde geslacht zijn.

§ 2. De provinciaal gedeputeerde die ouderschapsverlof wenst op te nemen bij de geboorte of de adoptie van een kind kan op eigen verzoek, schriftelijk gericht aan het college, vervangen worden voor de periode bedoeld in artikel L2212-9.

§ 3. Elke provinciaal gedeputeerde die tijdens één ononderbroken maand van de vergaderingen afwezig blijft zonder toestemming van het provinciecollege, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Dat ontslag gaat pas in na goedkeuring ervan door de provincieraad.

§ 4. Het ontslag uit de functies van de provinciaal gedeputeerde wordt schriftelijk medegedeeld aan de raad die het bij de eerste vergadering na deze kennisgeving aanvaardt.

Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de raad het aanvaardt.

§ 5. De provinciaal gedeputeerde die bij zijn verkiezing lid van de raad is, verliest deze hoedanigheid als hij ophoudt deel uit te maken van de raad.

Art. L2212-43. Onverminderd artikel L2212-39, § 4, handelen de ontslagnemende provinciaal gedeputeerden en de provinciaal gedeputeerden die aftreden bij een algehele hernieuwing en het college dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een motie zoals bedoeld in artikel L2212-44 de lopende zaken van de provincie af totdat hun opvolgers hun ambt aanvaarden.

Art. L2212-44. - § 1. Het college zoals elk van zijn leden is verantwoordelijk voor de raad.

De raad kan elk ogenblik een motie van wantrouwen aannemen tegen het college of tegen één of meer van zijn leden.

Deze motie is ontvankelijk indien zij een opvolger aan het college, aan één of meer van zijn leden volgens het geval voordraagt.

Wanneer ze het geheel van het college niet betreft, is ze slechts ontvankelijk als ze ingediend wordt door minstens de helft van de raadsleden van elke politieke fractie die een alternatieve meerderheid vormt.

In dit geval vormt het voordragen van een opvolger aan het college een nieuw meerderheidspact.

Wanneer ze één of meer leden van het college betreft, is ze slechts ontvankelijk als ze ingediend wordt door minstens de helft van de raadsleden van elke politieke fractie die meerwerken aan de meerderheidspact.

De stemming over de motie mag pas plaatsvinden aan het einde van een termijn van minimum drie dagen volgend op het indienen ervan tijdens de vergadering van de raad.

Ze kan slechts bij meerderheid van de leden van de raad aangenomen worden.

De aanneming van de motie leidt tot het ontslag van het college of van het/de betwiste lid/leden en tot de verkiezing van het nieuwe college of van zijn nieuw(e) lid(leden).

§ 2. Een motie van wantrouwen betreffende het geheel van het college mag niet ingediend worden vóór het verval van een termijn van anderhalf jaar volgend op de installatie van het provinciecollege.

Wanneer een motie van wantrouwen tegen het geheel van het college door de raad is aangenomen, mag geen nieuwe gezamenlijke motie van wantrouwen ingediend worden vóór het verval van een termijn van één jaar.

Geen motie van wantrouwen betreffende het geheel van het college mag ingediend worden na 30 juni van het jaar vóór de verkiezingen. »

Art. 34 (voormalig artikel 26). Artikel L2212-45 wordt gewijzigd als volgt :

1. § 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Het bedrag van de vergoedingen, wedden, presentiegelden en andere voordelen zoals bepaald door de Regering ontvangen als bezoldiging voor de door de provinciaal gedeputeerde naast zijn mandaat als provinciaal gedeputeerde uitgeoefende activiteiten, mag de helft van het bedrag van de in § 1 vastgestelde wedden niet overschrijden.

In dit bedrag worden meeberekend, de vergoedingen, wedden of aanwezigheidsgelden die voortvloeien en andere voordelen bepaald door de Regering die voortvloeien uit de uitoefening van een openbaar mandaat, een openbare functie of een openbaar ambt van politieke aard.

Onder afgeleid mandaat wordt verstaan elke functie uitgeoefend door een gemachtigde bedoeld in dit Wetboek binnen een rechtspersoon of een feitelijke vereniging en die hem toevertrouwd is wegens zijn oorspronkelijk mandaat ofwel door de overheid waarin hij dit mandaat uitoefent, ofwel op elke andere wijze.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van het aanwezigheidsgeld en/of van de vergoedingen, wedden of aanwezigheidsgelden of andere voordelen bepaald door de Regering die geïnd zijn als vergoedingen van activiteiten die hij buiten zijn mandaat uitoefent, dienovereenkomstig verminderd.

De provinciaal gedeputeerde moet binnen zes maanden na zijn eedaflegging de mandaten, functies, afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die hij buiten zijn mandaat heeft uitgeoefend, en de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen bepaald door de Regering die krachtens deze laatste zijn geïnd, bij de provinciegriffier aangeven.

De provinciaal gedeputeerde moet elke verandering tijdens de legislatuur betreffende de mandaten, functies, afgeleide mandaten of openbare ambten van politieke aard die hij buiten zijn mandaat heeft uitgeoefend, en de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden en andere voordelen bepaald door de Regering die krachtens deze laatste zijn geïnd, bij de provinciegriffier aangeven.

De provinciegriffier maakt deze aangiften, vergezeld in voorkomend geval van een verminderingsplan, over aan de Regering of aan haar gemachtigde.

Indien het in het eerste lid bedoelde maximumbedrag overschreden wordt, zal de Regering of haar afgevaardigde in de vorm en binnen de termijnen bepaald door de Regering ervoor zorgen dat de in het vierde lid bedoelde vermindering tot het passende beloop uitgevoerd wordt.

De provinciaal gedeputeerde zal eerst gehoord worden door de Regering of haar gemachtigde of een vertegenwoordiger van deze laatste.

De provincie en de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen die schuldenaar zijn van de vergoedingen, wedden, aanwezigheidsgelden of andere voordelen bepaald door de Regering, zijn gehouden over te gaan tot de vermindering op de sommen en ten belope van de door de Regering of haar gemachtigde opgelegde bedragen.

De provinciaal gedeputeerde die verzuimt één of meer mandaten aan te geven of die een valse aangifte indient, houdt op deel te maken van de provincieraad.

Volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, deelt de Regering of haar gemachtigde de betrokkene tegen ontvangstbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

De betrokkene beschikt dan over twee maanden om zijn aangifte te rechtvaardigen of te corrigeren. Als binnen die twee maanden de betrokkene zich niet heeft gerechtigd of zijn aangifte niet heeft gewijzigd, wordt hem een laatste herinnering bij aangetekend schrijven overgemaakt; hij beschikt dan over een laatste termijn van één maand.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn functies blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering en als zij erom heeft verzocht na de betrokkene gehoord te hebben eventueel vergezeld van de raadsheer van haar keuze, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan de betrokken provinciaal gedeputeerde en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld.

Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

De Regering of haar gemachtigde zal volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een jaarlijks verslag over de toepassing van dit artikel bekendmaken.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel. »;

2. Het derde lid van § 4 wordt opgeheven;

3. Een § 6 luidend als volgt, wordt toegevoegd :

« § 6. Jaarlijks moet de provinciaal gedeputeerde vóór 1 april van het volgende jaar een schriftelijke aangifte indienen bij de Regering of haar gemachtigde in de vormen en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, waarin hij alle mandaten, leidende functies of beroepen, ongeacht de aard, vermeldt, die hij tijdens het vorige jaar heeft uitgeoefend zowel in de openbare sector als voor rekening van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, van elke instelling of feitelijke vereniging gevestigd in België of in het buitenland.

Die aangifte bepaalt voor elk mandaat, functie of beroep of het al dan niet bezoldigd wordt, en de voor de uitoefening van elk openbaar en privaat mandaat jaarlijks geïnde bedragen. »

De Regering of haar gemachtigde maakt de in het eerste lid bedoelde aangiften bekend overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De provinciaal gedeputeerde die verzuimt één of meer mandaten aan te geven of dat een valse aangifte indient, houdt op deel te maken van de provincieraad.

De Regering of haar gemachtigde deelt de betrokkene tegen ontvangstbewijs de feiten mede, die van dien aard zijn dat ze het verval als gevolg hebben.

De betrokkene beschikt dan over twee maanden om zijn aangifte te rechtvaardigen of te corrigeren. Als binnen die twee maanden de betrokkene zich niet heeft gerechtvaardigd of zijn aangifte niet heeft gewijzigd, wordt hem een laatste herinnering bij aangetekend schrijven overgemaakt; hij beschikt dan over een laatste termijn van één maand.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering en als zij erom heeft verzocht na de betrokkene gehoord te hebben eventueel vergezeld van de raadsheer van haar keuze, stelt de Regering of haar gemachtigde het verval in een met redenen omklede beslissing vast. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan de betrokken provinciaal gedeputeerde en aan het college dat er de raad van kennis geeft. Een op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gegrond beroep wordt tegen deze beslissing ingesteld.

Het moet binnen acht dagen na de kennisgeving ervan ingediend worden.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. »

Art. 35 (voormalig artikel 27). Artikel L2212-6, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« In geval van verhindering worden zijn bediening door de provinciaal gedeputeerde waargenomen die de eerste is in rang is, tenzij de voorzitter een andere provinciaal gedeputeerde gemachtigd heeft om hem te vervangen. »

Art. 36 (voormalig artikel 28). Afdeling 7 van hoofdstuk II van titel I van Boek II van het tweed deel, met als opschrift "Onverenigbaarheden en belangenconflicten", wordt vervangen als volgt :

« Afdeling 7. — Onverenigbaarheden en belangenconflicten

Art. L2212-74. § 1. Van de provincieraden en -colleges mogen geen deel uitmaken :

- 1° De leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat of van het Europees Parlement;
- 2° de leden van de parlementen van de Gewesten en Gemeenschappen;
- 3° de federale ministers en staatssecretarissen;
- 4° de leden van een gewestelijke of gemeenschappelijke regering;
- 5° de leden van de Europese Commissie;
- 6° de gouverneurs, de vice-gouverneurs en de adjunct-gouverneurs;
- 7° de arrondissementscommissarissen;
- 8° desecretarissen en ontvangers van de gemeente en van openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de provinciale griffiers;
- 9° de leden van de hoven, rechtbanken, parketten en de griffiers;
- 10° de raadsheren van de Raad van State;
- 11° de militairen in actieve dienst, behalve de wederopgeroepen reserveofficieren en de dienstplichtigen;
- 12° De ontvangers of rekenplichtige ambtenaren van de Staat, het Gewest of de Gemeenschap;
- 13° De ambtenaren en beambten van de provincie, met inbegrip van de leraars, en de arrondissementscommissariaten;
- 14° de beambten van het bosbeheer, wanneer hun bevoegdheid zich uitstrekt tot beboste eigendommen die aan het bosbeheer onderworpen zijn en die toebehoren aan de provincie waarin zij hun ambt wensen uit te oefenen;

§ 2. Indien echtgenoten of wettelijke samenwonende door hetzelfde kiescollege tot raadslid zijn gekozen, mag alleen degene die de meeste stemmen heeft verkregen, en bij gelijk stemmenaantal, alleen de oudste zitting nemen in de raad.

Voor de toepassing van deze bepaling worden, zowel voor de een als voor de ander, alle lijststemmen welke door overdracht zijn toegekend aan de kandidaten die op de gekozenen volgen na de volgorde van de lijst, beschouwd als toegekend aan de gekozenen.

Worden twee echtgenoten of wettelijke samenwonenden gekozen, de een tot gewoon raadslid, de ander tot plaatsvervangend raadslid, dan geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger.

Tussen opvolgers die voor opengevallen plaatsen in aanmerking komen, wordt de voorrang allereerst bepaald naar tijdsorde van de vacatures.

Bij huwelijk of in geval van wettelijk samenwonen tussen raadsleden neemt hun mandaat een einde.

Art. L2212-75. De voorzitter, de ondervoorzitter(s) en de leden van het bureau van de provincieraad alsmede de voorzitters van de overeenkomstig artikel L2212-14 opgerichte commissies kunnen geen lid zijn van het provinciecollege.

Art. L2212-76. § 1. Provinciegouverneur, provinciegriffier of arrondissementscommissaris kunnen niet zijn :

1° de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Senaat, van de gewestelijke en gemeenschappelijke regeringen, de federale ministers en Staatssecretarissen alsmede de leden van gewestelijke en gemeenschappelijke regeringen;

2° de bedienaren van de erediensten en vrijzinnige afgevaardigden;

3° de personen bezoldigd door een privaatrechtelijk rechtspersoon voor andere functies dan die van gouverneur of griffier;

4° de met een onderwijsambt belaste personen, die door de Staat, de gemeenschappen, de provincie of de gemeente bezoldigd of gesubsidieerd worden met uitzondering van de gewone en buitengewone hoogleraren en de docenten aan de Rijksuniversiteiten;

5° de burgemeesters, de schepenen, de gemeenteraadsleden, de voorzitters en raadsleden van de O.C.M.W., de gemeentesecretarissen en -ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

6° de advocaten, de gerechtsdeurwaarders en de notarissen;

7° de titularissen van ambten bedoeld in artikel L2212-74, § 1, met uitzondering van de punten 6° en 7° en de provinciegriffiers.

§ 2. Het ambt van provinciegouverneur, van provinciegriffier en van arrondissementscommissaris is onverenigbaar met enig ander ambt dat rechtstreeks onder het gezag staat van de gouverneur, van de provincieraad of van de bestendige deputatie.

§ 3. Er mag geen echtverbintenis en geen bloed- of aanverwantschap tot en met de vierde graad bestaan tussen de provinciegouverneur, de provinciegriffier en de arrondissementscommissarissen, noch tussen een van de twee eerstgenoemden en een lid van het provinciecollege; ze mogen ook niet wettelijk samenwonenden zijn.

Aanverwantschap tot stand gekomen tijdens de duur van het ambt. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk of wettelijk samenwonen.

Art. L2212-77. § 1. Van het provinciecollege kunnen geen lid zijn :

1° de bedienaren van de erediensten en vrijzinnige afgevaardigden;

2° het personeel van de gemeentebesturen;

3° de echtgenoot of de wettelijke samenwonende van de provinciegriffier.

§ 2. Het ambt van provinciaal gedeputeerde kan niet worden gecumuleerd met meer dan één bezoldigd uitvoerend mandaat.

Als bezoldigd uitvoerende mandaten in de zin van vorig lid worden beschouwd :

1° elk mandaat in een openbare of particuliere instelling, uitgeoefend als vertegenwoordiger van het Rijk, van een gemeenschap, van een gewest, van een provincie of van een gemeente, voorzover dat mandaat meer bevoegdheid verleent dan het loutere lidmaatschap van de algemene vergadering of van de raad van bestuur van die instelling en ongeacht het daaraan verbonden inkomen;

2° elk mandaat in een openbare of particuliere instelling, uitgeoefend als vertegenwoordiger van het Rijk, van een gemeenschap, van een gewest, van een provincie of van een gemeente, voorzover dat mandaat een maandelijks belastbaar bruto-inkomen oplevert van minstens 500 euro aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990. Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijsen.

§ 3. De provinciaal gedeputeerde die door de regering benoemd wordt tot een bezoldigde bediening en deze aanneemt, houdt onmiddellijk op in die hoedanigheid zitting te hebben en kan eerst weer zijn ambt bekleden krachtens een nieuwe verkiezing.

§ 4. De leden van het college mogen niet gehuwd zijn, noch wettelijke samenwondende zijn, noch bloed- of aanverwant zijn tot en met de derde graad.

Art. L2212-78. Het is elk raadslid verboden :

1° tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad of wettelijk samenwonende een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding ten behoeve van de provincie;

3° als advocaat, notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen die tegen de provincie zijn ingesteld; het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de provincie te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak;

4° op te treden als raadsman van een personeelslid in tuchtzaken of in geval van schorsing bij ordemaatregel;

5° op te treden als afgevaardigde of deskundige van een vakbond in een onderhandelings- of overlegcomité van de provincie.

De bovenstaande bepalingen zijn mede van toepassing op de griffier, de ontvanger en de leden van het provinciecollege, alsook op de vertrouwenspersoon bedoeld in artikel L2212-8.

Art. L2212-79. Advocaten die provinciaal gedeputeerde zijn, mogen niet als raadsman optreden in zaken die aan de uitspraak van het college onderworpen zijn of waarvoor zij machtiging heeft gegeven om in rechte op te treden.

Zij mogen niet mede beraadslagen en besluiten over zaken waaromtrent zij geraadpleegd werden vóór hun verkiezing tot lid van het provinciecollege.

Art. L2212-80. De provinciaal gedeputeerden mogen rechtstreeks noch onrechtstreeks deelnemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding van openbare werken voor rekening van de provincie, van de Staat, van de gemeenschappen en de gewesten of van een gemeente in de provincie.

Art. L2212-81. Het is de gouverneur verboden rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige levering, aanbesteding of aanneming in de provincie gedaan of te doen voor rekening van een overheid of van een openbaar bestuur.

Art. L2212-81bis. § 1. Het college dat feiten vaststelt die van dien aard zijn dat ze de in de artikelen L2212-74 tot L2212-77 bedoelde onverenigbaarheden tot gevolg hebben, stelt er de raad tegen ontvangstbewijs in kennis van en deelt deze feiten onmiddellijk aan de Regering mede.

Op zijn vroegst acht dagen na ontvangst van de in het vorige lid bedoelde kennisgeving en als ze daarom heeft verzocht en na de betrokkene, eventueel vergezeld van de raadsheer van zijn keuze gehoord te hebben, stelt de Regering of haar gemachtigde de onverenigbaarheid vast en neemt, in voorkomend geval, akte van het ontslag van de betrokkene in een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan het betrokken raadslid en aan het college dat er de raad van kennis geeft.

§ 2. De Regering die feiten vaststelt die van dien aard zijn dat ze de miskenning van de artikelen L2212-78 tot L2212-81 tot gevolg hebben, stelt er de raad tegen ontvangstbewijs in kennis van en deelt deze feiten onmiddellijk aan de Regering mede, die van dien aard zijn dat ze het ontslag van ambtswege meeslepen.

Op zijn vroegst acht dagen na ontvangst van de in het vorige lid bedoelde kennisgeving en als ze daarom heeft verzocht en na de betrokkene, eventueel vergezeld van de raadsheer van zijn keuze gehoord te hebben, stelt de Regering of haar gemachtigde de onverenigbaarheid vast en neemt, in voorkomend geval, akte van het ontslag van de betrokkene in een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt door de Regering of haar gemachtigde medegedeeld aan de betrokkene en aan het college dat er de raad van kennis geeft. »

HOOFDSTUK IV. — *Openbaarheid van bestuur*

Art. 37 (voormalig artikel 29). In artikel L3211-3 wordt punt 4 van het tweede lid vervangen door volgende bepaling :

« 4° Richtlijn 90/313/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie en tot intrekking van Richtlijn; ».

Art. 38 (voormalig artikel 30). In artikel L3231-3, vijfde lid, worden de woorden "artikel 3, § 4, van de Richtlijn 90/313/EEG" vervangen door de woorden "Richtlijn 2003/4/EG) en worden de woorden "binnen een niet verlengbare termijn van zestig dagen" vervangen door de woorden "binnen een niet verlengbare termijn van één maand".

HOOFDSTUK V. — *De verkiezingen*

Art. 39 (voormalig artikel 31). Artikel L4123-3 wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2, tussen het eerste en het tweede lid, wordt het volgende lid ingevoegd :

« In hun aanvaardingsakte verbinden de kandidaten zich ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende hun mandaat de beginselen van de democratie van een Rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en in het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 19 december 1966 na te leven. »

2° § 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Op eenzelfde lijst mogen niet meer kandidaten voorkomen dan er kandidaten te kiezen zijn.

Op elke lijst mag de afwijking tussen het aantal kandidaten van elk geslacht niet kleiner zijn dan één.

De twee eerste kandidaten mogen niet van hetzelfde geslacht zijn.

De bepalingen van de drie voorgaande leden zijn enkel van toepassing bij een volledige hernieuwing van de gemeenteraad.

Art. 40 (voormalig artikel 33). Artikel L4123-8 wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2 moet een nieuw lid tussen het eerste en het tweede lid worden ingevoegd, luidend als volgt :

« Het hoofdbureau wijst eveneens de kandidaten af die niet hebben voldaan aan de bepalingen van artikel L4123-3, § 2, lid 1, 2 en 3 »;

2° in het derde lid worden de woorden "aan de bepalingen van artikel L4123-3, twaalfde lid" vervangen door de woorden "aan de bepalingen van artikel L4123, § 3, tweede en derde lid".

Art. 41 (voormalig artikel 34). Artikel L4123-42 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. L4123-42. Op elke lijst waarvan één of meerdere kandidaten verkozen zijn overeenkomstig artikel L4123-40 worden de niet-verkozen kandidaten die het grootste aantal stemmen behaald hebben of bij gelijkheid van stemmen, in de orde van inschrijving op het stembiljet, eerste, tweede, derde opvolger, enz. verklaard. Er wordt niet rekening gehouden in deze verrichting met het aantal stemmen die gunstig zijn voor de volgorde van voordracht, zoals bepaald in artikel L4123-40, tweede lid. »

Art. 42 (voormalig artikel 35). Artikel L4125-1, wordt aangevuld als volgt :

« 4° zij die veroordeeld zijn wegens de misdrijven bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie of grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling

5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, bestuurder waren van een vereniging op het moment van de feiten ten gevolge waarvan ze veroordeeld is wegens één van de in de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995 omschreven misdrijven; deze onverkiesbaarheid eindigt achttien jaar na de veroordeling;

Het vorige lid is niet toepasselijk op de bestuurders die bewijzen dat ze de feiten ter rechtvaardiging van de veroordeling niet kenden of bewijzen dat, toen ze daarvan kennis hebben genomen, ze zodra zijn afgetreden uit hun functies binnen bovengenoemde rechtspersoon;

6° - zij die vervallen zijn van hun mandaat overeenkomstig de artikelen L1122-7, § 2, L1123-17, § 1, L2212-7, § 2, of L2212-45, § 3; deze onverkiesbaarheid eindigt zes jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Regering of haar gemachtigde tot vaststelling van het verval. »

Art. 43 (voormalig artikel 36). In artikel L4126-1, § 1, worden de woorden "veertig dagen" vervangen door de woorden "tien dagen".

Art. 44 (voormalig artikel 37). In artikel L4126-3, § 2 worden de woorden "vijfenzeventig dagen" vervangen door de woorden "vijfenvoertig dagen".

Art. 45 (voormalig artikel 38). In artikel L4126-7, wordt het tweede lid van § 3 opgeheven.

Art. 46 (voormalig artikel 39). Artikel L4153-1 wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden de twee laatste leden vervangen door volgende bepaling :

« Op elke lijst mag het verschil tussen het aantal kandidaten van elk geslacht niet kleiner zijn dan één. »

De twee eerste kandidaten mogen niet van hetzelfde geslacht zijn.

De bepalingen van de drie voorgaande leden zijn enkel van toepassing bij een volledige hernieuwing van de provincieraad;

2° in § 5, *in fine* wordt het volgende lid toegevoegd :

« In hun aanvaardingsakte verbinden de kandidaten zich ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende hun mandaat de beginselen van de democratie van een Rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en in het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 19 december 1966 na te leven.

Art. 47 (voormalig artikel 40). Artikel L4153-3 wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "zevende lid" vervangen door de woorden "lid 7 en 8";

2° in § 1, *in fine* wordt het volgende lid toegevoegd :

« Het hoofdbureau wijst eveneens de kandidaten af die niet hebben voldaan aan de bepalingen van artikel L4153-3, § 5, lid 5 en 10. »;

3° in § 7, tweede lid, 6°, worden de woorden "zevende lid" vervangen door de woorden "lid 7 en 8";

Art. 48 (voormalig artikel 41). Artikel L4153-21, § 3, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Voor elke lijst waarop één of meer kandidaten gekozen zijn overeenkomstig § 1, worden de niet-gekozen kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben behaald, of bij gelijk stemmenaantal, in de volgorde van inschrijving op het stembiljet, eerste, tweede, derde, enz., opvolger verklaard. Er wordt niet rekening gehouden in deze verrichting met het aantal stemmen die gunstig zijn voor de volgorde van voordracht, zoals bepaald in § 1 tweede en derde lid. »

Art. 49 (voormalig artikel 42). Artikel L4155-1, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« 4° degenen die veroordeeld zijn voor de inbreuken bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie of grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling

3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, bestuurder waren van een vereniging op het moment van de feiten ten gevolge waarvan ze veroordeeld is wegens één van de in de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995 omschreven misdrijven; deze onverkiesbaarheid eindigt achttien jaar na de veroordeling.

Het vorige lid is niet toepasselijk op de bestuurders die bewijzen dat ze de feiten ter rechtvaardiging van de veroordeling niet kenden of bewijzen dat, toen ze daarvan kennis hebben genomen, ze zodra zijn afgetreden uit hun functies binnen bovengenoemde rechtspersoon;

6° zij die leden zijn van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van het Europees Parlement, van een gewestelijk of gemeenschappelijk parlement;

7° de federale ministers en staatssecretarissen;

8° de leden van een gewestelijke of gemeenschappelijke regering;

9° de arrondissementscommissarissen;

10° zij die vervallen zijn van hun mandaat overeenkomstig de artikelen L1122-7, § 2, L1123-17, § 1, L2212-7, § 2, of L2212-45, § 3; deze onverkiesbaarheid eindigt zes jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Regering of haar gemachtigde tot vaststelling van het verval. »

Art. 50 (voormalig artikel 43). De artikelen L4155-2 tot L4155-5 worden opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse en slotbepalingen*

Art. 51 (voormalig artikel 44). In de artikelen L1122-6, L1122-10, L1122-12, L1122-23, L1122-24, L1122-33, L1122-35, L1123-19, L1123-20, L1123-22, L1123-23, L1123-24, L1123-26, L1123-28, L1123-29, L1124-3, L1124-4, L1124-19, L1124-22, L1124-29, L1124-32, L1124-41, L1124-42, L1124-44, L1124-45, L1124-49, L1125-5, L1125-6, L1125-7, L1125-8, L1132-1, L1132-3, L1132-4, L1132-5, L1133-1, L1141-2, L1141-4, L1141-5, L1141-7, L1213-1, L1215-8, L1215-16, L1215-21, L1222-3, L1222-4, L1232-6, L1232-28, L1242-1, L1242-2, L1311-2, L1311-3, L1311-4, L1311-5, L1313-1, L1412-1, L1412-2, L1412-3, L1412-4, L1412-5, L1412-6, L1413-1, L1413-2, L1413-3, L1413-4, L1414-1, L1421-1, L1431-1, L1441-1, L2112-14, L2214-5, L3111-2, L3133-2, L3143-1, L3231-8, L3321-4, L3321-9, L4121-1, L4121-3, L4121-4, L4121-6, L4122-2, L4122-3, L4122-15, L4123-36, L4126-6, L4131-4, L4132-2, L4132-3, L4132-5, L4136-2, L4136-4, L4142-5, L4151-1, L4151-2, worden de woorden "college van burgemeester en schepenen" ou "schepencollege" vervangen door de woorden "gemeentecollege".

Art. 52 (voormalig artikel 45). De schepenen en burgemeesters in dienst op het moment van de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht voor de bepaling van hun recht op pensioen hun mandaat vervuld te hebben tot 31 december 2006.

Art. 53 (voormalig artikel 46). Voor de toepassing van de wet van 10 maart 1980 betreffende het verlenen van de eretitels worden de burgemeesters, schepenen, gemeenteraadsleden en voorzitters van de O.C.M.W.'s in dienst op het moment van de inwerkingtreding van dit decreet geacht hun mandaat vervuld te hebben tot 31 december 2006.

Art. 54 (voormalig artikel 46*bis*). Onder afgeleid mandaat wordt verstaan elke functie uitgeoefend door een gemachtigde bedoeld in dit Wetboek binnen een rechtspersoon of een feitelijke vereniging en die hem toevertrouwd is wegens zijn oorspronkelijk mandaat ofwel door de overheid waarin hij dit mandaat uitoefent, ofwel op elke andere wijze.

Is ook een afgeleid mandaat, elke functie uitgeoefend door een persoon die niet gekozen is binnen een rechtspersoon of een feitelijke vereniging en die hem toevertrouwd op al dan niet rechtstreekse wijze door een gemeente, een provincie, een intercommunale of een autonoom gemeentebedrijf of binnen één van deze laatste.

Art. 55 (voormalig artikel 46*ter*). § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de bestaande wetgeving op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen voor de organisatie van de wijze waarop de in artikel 54 bedoelde mandaten worden uitgeoefend en eventueel bezoldigd.

In dat opzicht kan ze met name :

- de voorwaarden voor de vaststelling van een kadaster van deze mandaten bepalen;
- de gemachtigden en de niet-verkozenen bedoeld in artikel 54 verplichtingen opleggen opdat ze hun mandaten en alle voordelen voortvloeiend uit de uitoefening ervan zouden aangeven;
- de bezoldigingsplafonds bepalen, die de betrokken gemachtigden en niet-verkozenen kunnen genieten over de uitoefening van hun afgeleide mandaten;
- de voordelen die ze kunnen genieten, bepalen en de wijze vaststellen waarop de waarde van deze voordelen kan worden geëvalueerd naar gelang van de opgelegde bezoldigingsplafonds;
- een van onderzoeksmiddelen voorzien controleorgaan oprichten dat ermee belast zal zijn het kadaster van de afgeleide mandaten vast te leggen, de aangiften van de betrokken gemachtigden en niet-verkozenen te verifiëren en in een een strafprocedure te voorzien in geval van niet-naleving van hun verplichtingen, op voorwaarde dat deze procedure de rechten van de verdediging in acht neemt en dat de Regering de straf neemt op voorstel van dat orgaan;
- de samenstelling en de werking van het controleorgaan regelen;
- de administratieve en eventueel strafrechtelijke sancties bepalen die van toepassing zullen zijn op de gemachtigden die hun nieuw bepaalde verplichtingen niet zullen hebben nageleefd.

§ 2. De in § 1 bedoelde machten kunnen uitgeoefend worden tot 31 december 2006.

§ 3. De overeenkomstig § 1 aangenomen besluiten worden ter informatie vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* overgemaakt aan de voorzitter van het Parlement.

§ 4. De overeenkomstig § 1 aangenomen besluiten worden bij decreet bekrachtigd door het Parlement binnen zes maanden na hun aanneming. In voorkomend geval worden ze van rechtswege opgeheven.

Art. 56 (voormalig artikel 47). De bepalingen van dit decreet betreffende de verkiezingen treden in werking bij de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel L2212-44 en artikel L1123-14 in zoverre ze de stemming van een motie van wantrouwen tegen één of meer schepenen of één of meer bestendige gedeputeerden mogelijk maken en organiseren, treden in werking zodra ze in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden.

Tot 8 oktober 2006 wordt verstaan, voor de toepassing van de motie van wantrouwen tegen één of meer schepenen, onder "politieke fractie die meerwerkt aan de meerderheidspact", het geheel van de verkozenen van een meerderheidslijst.

Artikel L1123-8, § 1, vierde en vijfde lid, treedt in werking op 1 oktober 2012.

De artikelen L1312-1, tweede lid, en L2231-8 van het Wetboek, sub artikel 24 van dit decreet, de artikelen 7, 17, 27, 34, 54 en 55 van dit decreet treden in werking zodra ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

De andere bepalingen treden in werking op 8 oktober 2006 met uitzondering van artikel L1123-6 van het nieuwe Wetboek dat op 1 januari 2007 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 8 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 204 (2005-2006), nrs. 1 tot 72.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 november 2005.

Bespreking. Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 6

[2005/203372]

**8 DECEMBRE 2005. — Décret modifiant
la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.